

## 1889... LE PREMIER CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION

LA MÉDAILLE DE L'EXPOSITION



Face.



Revers.

---

Publication de l'Université de Tours  
N° 3 de la 2<sup>e</sup> série - septembre 1990

# LITTERATURE ET NATION

Publié par le groupe de recherche interuniversitaire  
"Littérature et nation"  
sous la direction de Jean Marie Goulemot  
avec le concours du Conseil Scientifique de l'Université de Tours

## Comité de rédaction

Jacques Body, Pierre Citti, Maurice Penaud

## Secrétariat de rédaction

Christiane Citti

Toute correspondance est à adresser à :  
Pierre Citti, "Littérature et Nation", Faculté des Lettres, 3 rue des  
Tanneurs, 37 000 Tours.

Le prix du numéro en 1990 .....35 F  
L'abonnement à quatre numéros .....100 F  
et 80 F pour les étudiants

ISSN 1146-2698

Les chèques doivent être libellés à l'ordre de : M. L'Agent comptable  
de l'Université de Tours et adressés à "Littérature et Nation", Faculté  
des Lettres, 3, rue des Tanneurs, 37 000 Tours.

# LITTERATURE ET NATION

septembre 1990  
n°3 de la 2e série

---

## Sommaire

Jean Marie GOULEMOT — 1889, pourquoi ?.....	3
Jean M. GOULEMOT, Pascal ORY — 1889 : l'année festive.....	13
Maurice PENAUD — Quelques réflexions sur Edmond de Goncourt....	19
Georges BENREKASSA — <i>Les Déracinés</i> : Barrès, les Lumières, et l'énergie nationale.....	53
Annie PETIT — Renan ou la commémoration révolutionnaire à rebours : idéaliser, dépasser, oublier.....	65
Charles COUTEL — Compayré, lecteur de Condorcet.....	83
Guy TEISSIER — <i>Le Régicide</i> : un fantasma révolutionnaire de Giraudoux... ou les suites imaginaires de 1889.....	99
Gian Paolo ROMAGNANI — Le premier centenaire de la Révolution française en Italie.....	109
Beatrix WREDE-BOUVIER — Révolution française et mouvement ouvrier allemand. L'héritage de la Révolution française dans le mouvement ouvrier allemand du XIXe siècle.....	123
Jonathan WEISS — Le centenaire de la Révolution française dans la presse américaine.....	135

LITTERATURE ET NATION



LE TRIOMPHE DE LA REPUBLIQUE

Œuvre du sculpteur Dalou, inaugurée sur la place des Nations le 21 septembre. — Phot. Pierre Petit.

## 1889, POURQUOI ?

L'interrogation sur la mémoire sociale, commencée il y a quelques années, n'est pas prête de s'achever. Tout est prétexte à la faire renaître et conduit à analyser ses choix (oublis, manques, ajouts, tensions aussi), à mettre au jour ses stratégies, à penser les rapports qui unissent, dans la pratique commémorative, temps et mémoire, passé et présent. En 1990, l'on commémore le cinquantenaire de l'Appel à la résistance du 18 juin 1940 que prononçait, depuis Londres, le général de Gaulle, mais aussi, sans l'avouer, celui de la défaite de l'armée française dans les chaleurs de mai 1940, celui de la prise du pouvoir par le maréchal Pétain, en un juin torride, celui de l'armistice, passablement honteux, enfin... L'accent mis sur un événement, alors insignifiant dans la succession de secousses et de soubresauts que connaissait la France, cet appel, peu entendu, pas même enregistré par la radio nationale anglaise, permet de mesurer et d'admirer, dût-on en sourire, l'alchimie de la mémoire nationale qui choisit de commémorer en fonction d'une histoire à venir, dont personne ne soupçonnait que le discours prononcé par un général de brigade à titre temporaire, à demi exilé à Londres, était l'annonciateur. Commémoration étonnante qui permet de transformer une année de défaites et d'abandons, de naufrages amers en l'annonce d'une imprévisible victoire finale.

Autant dire, une fois encore, que nulle commémoration n'est neutre. Toute commémoration, confessons-le, est politique puisqu'elle engage une vision de la cité présente en lui offrant comme modèle et exemple une mémoire remodelée

de son passé. 1989, si nous revenons sur une année qui risque d'apparaître, mieux encore que 1939, dont le rituel commémoratif fut écourté par les canons de septembre qui obligèrent à annuler, pour d'autres urgences, les festivités prévues par le président Herriot, 1989 apparaîtra comme une année vouée à la commémoration, et appellera, nous le souhaitons, une réflexion qui aille un peu plus loin que le bilan, un peu écrasant, au demeurant, des festivités républicaines nationales ou locales. Si l'on excepte quelques manifestations très isolées et sporadiques : exaltation de Marat ou de Robespierre, affirmation inattendue, par les tenants du consensus, de la Révolution à prendre comme un bloc d'un côté, et de l'autre contre-commémoration passablement ratée, exaltation de la résistance vendéenne, rares empoignades enfin entre spécialistes sur l'interprétation de 92 ; au total 1989 ne fut pas vraiment l'occasion d'un débat idéologique ou même politique. L'enjeu en était de réussir le spectacle de la commémoration. Déplacement significatif des temps nouveaux et naissance de défis propres à nos sociétés médiatiques et gestionnaires.

Ceci explique que la révolution événementielle fut pratiquement absente de la commémoration de 1989, si l'on excepte le 14 juillet, devenu par ailleurs totalement symbolique, à force d'effacement anecdotique. Un peu comme si l'on rappelait non plus les combats du faubourg Saint-Antoine, mais la mise à bas du symbole du despotisme judiciaire et ministériel. Un simple regard sur le défilé grandiose, organisé la nuit du 14 juillet sur les Champs Elysées, et que le monde entier put suivre par le miracle de la télévision par satellite, permet de saisir le procès de déshistorisation à l'œuvre dans la festivité commémorative contemporaine. On pouvait y reconnaître les étudiants chinois de 1989 en lutte pour la démocratie, les peuples africains libérés du joug colonial (XIXe siècle), l'armée rouge défilant au pas cadencé vers on ne sait trop bien quel Cronstadt... Rien ici qui appartînt au XVIIIe siècle et encore moins aux événements marquants de la Révolution française.

1989 commémore des valeurs. C'est-à-dire une interprétation de l'événement : les droits de l'homme (d'où les

Chinois), la libération des peuples opprimés (d'où l'Afrique) et tente de reproduire la fête révolutionnaire elle-même. Ce qui lui permet, bien sûr, de prétendre à l'universalité. Car la commémoration de 1989 fut en même temps nationale et universelle. On y baigna les cortèges dans des faisceaux tricolores, *La Marseillaise* accompagna l'ensemble du rituel, tout en laissant entendre que la France, par son histoire révolutionnaire spécifique, accouchait l'universel : ces valeurs communes qu'elle offrait au monde avec la générosité de la Semeuse, qui longtemps symbolisa la France et la République.

Etrange commémoration donc que celle de 1989 : datative sans l'être, nationale sans l'être, interprétative mais à un niveau tel de généralité qu'il était bien difficile de ne pas se sentir à l'unisson. On en viendrait à se demander pour un peu si 1989 ne marque pas le terme d'une évolution dans les pratiques commémoratives. On serait alors à même de reconstituer la série : 14 juillet 1790, 1889, 1939, 1989. Commémoration datative d'abord, commémoration amplificative pour enraciner le présent dans l'exemple du passé (Sadi Carnot, alors président de la République faisant écho à Lazare Carnot l'organisateur de la victoire), commémoration restrictive, effaçant les enjeux, pour en cette veille de guerre, exalter la Révolution combattante et la levée en masse, commémoration déshistorisée enfin, rituel organisé pour exalter les valeurs sur lesquelles veut ou affirme se fonder l'institution commémorative.

Quelle mémoire en cette affaire et quel temps ? Quel consensus et quelle reconnaissance nationale sinon dans le regard chargé de gratitude porté de l'étranger sur la France qui aurait inventé les droits de l'homme ? Les Républicains de la fin du XIXe siècle auraient bien du mal à reconnaître le Grand Ancêtre dans le discours des autorités et les entrechats des danseurs de Monsieur Goude. On se gardera de trop insister sur la commémoration devenue spectacle à la façon de l'Etat, de la politique ou de la littérature. Et pourtant cette réduction de la commémoration au seul festif, sans vraie participation populaire autre que l'assistance passive à une mise en scène médiatique à vocation universelle, mérite qu'on s'y arrête. Elle ne fait qu'amplifier un des traits traditionnels de la commémo-

ration, ce festif sans lequel elle n'a ni réalité ni existence : fête de la Fédération, manifestations multiples de l'Exposition universelle, banquet des maires, défilés divers en 1889, cérémonies, bals populaires, défilés politiques et militaires en 1939... jamais la fête n'a manqué dans la trilogie commémorative, qui repose sur le monumental, le savoir et le festif. Mais notre temps, s'il conserve ces données de base de la pratique commémorative, leur donne une toute autre signification. Il pratique le monumental, dans la perspective non de l'événement mais des valeurs que ce dernier est censé avoir fondées ou qu'il est censé représenter. L'Arche de la Défense illustre parfaitement ce détournement d'une pratique initiale qui, en 1889, donnait à Paris la statuaire que l'on sait : Danton, Diderot, Rousseau, Etienne Marcel, le monument à la République de Dalou, la fondation du Musée Carnavalet ; en 1939, à l'initiative du parti communiste et de l'historien Bruhat, les salles d'histoire révolutionnaire du Musée d'Histoire sociale de Saint Denis. Sans doute cherchait-on déjà à exalter, à travers telle ou telle figure, des valeurs qu'elle avait incarnées ou défendues — il suffit, à cet égard d'analyser avec un peu de soin les scènes qui ornent le socle du monument pensé par Dalou, remarquable équilibre entre le datatif et le symbolique —, mais la médiation par l'histoire représentait toujours un moment nécessaire, incontournable, comme l'on dit, non sans prétention vaine, aujourd'hui. Le recours à l'histoire est de nos jours imprécis et flou : on confond, sans même en avoir conscience, les faits historiques et leur signification, la fonction d'enracinement de la pratique commémorative et l'exaltation, qu'elle peut servir, de valeurs universelles, le particulier et le général, et sous prétexte d'humaniser, d'universaliser et même de politiser, on rend abstrait, étranger et on dépolitise. Quand elle n'est pas absente, l'histoire devient une référence molle. On mesurera, à partir de 1889, l'épuisement de la mémoire, l'inanité voulue, ou simple conséquence de désintérêts divers (éducatif et culturel) de l'histoire dans la conscience nationale. On se gardera pourtant ici de se livrer à des généralisations hâtives sur la crise de l'identité nationale, l'entrée dans l'Europe ou même le rapport nouveau que nos sociétés de consommation



(et non plus de commémoration) entretiennent avec le temps et la durée.

L'analyse prouve que la pratique commémorative est majoritairement, selon les époques, libérale, républicaine ou de gauche. La droite conservatrice ou réactionnaire, les monarchistes, selon les qualificatifs qui les désignent, ne commémorent guère. Peu quand ils sont au pouvoir, et en général sous la forme de contre-commémoration quand ils appartiennent à l'opposition. En 1889, la droite bonapartiste (bien exsangue), ou conservatrice dénonça le centenaire, chipota le contenu des événements désignés à la commémoration, contre-commémora, mais sans parvenir pour autant à commémorer autre chose. En 1878, lors du premier centenaire de la mort de Rousseau et de Voltaire, la droite antirépublicaine dénonça Voltaire, philosophe négateur et mauvais Français (n'avait-il pas été l'ami et le conseiller de Frédéric de Prusse ?), mais ne trouva à lui opposer que Jeanne d'Arc, symbole intemporel de la France, à laquelle rendront hommage, selon la tradition, les dames de la Halle.

Il peut sembler paradoxal que des hommes idéologiquement tournés vers un passé dont ils se réclament — la terre et les morts, proclamera la droite nationaliste à la fin du XIXe siècle — éprouvent une si grande difficulté à commémorer, alors que les hommes de progrès et d'avenir selon la formule, soient au contraire, les inventeurs et les fidèles servants du culte commémoratif. A y bien regarder, le paradoxe n'est pas si grand. Les hommes de progrès, républicains radicaux et même socialistes, rappellent et honorent, sous des formes diverses, une coupure, une fondation, la naissance d'une ère nouvelle, ou la promesse d'un avenir encore plus radieux. Leur mémoire est nécessairement datative, constituée de faits marquants, de moments privilégiés, d'étapes nécessaires, habitée de figures annonciatrices, de héros combattants et de saints laïcs... A l'opposé, ceux qui se réclament de la nation, de la terre et des morts, de la monarchie comme l'incarnation la plus accomplie de l'esprit français, se réfèrent à un passé lisse dont la continuité, strictement cumulative, contredit l'idée même de commémoration. Peut-on honorer, à travers une date,

ce qui relève de la nature même ou d'une essence impalpable et, somme toute mystérieuse ? Voilà donc les ennemis de la République et donc de la Révolution, voués à contre-commémorer, en une sorte de deuil de la commémoration elle-même. Car on ne peut confondre la rituelle messe anniversaire de la mort de Louis XVI avec une pratique commémorative.

En 1989, si le monumental et le festif paraissent bien éloignés des formes traditionnelles de la commémoration, il restait le savoir. Jamais durant cette année on n'avait consacré tant d'efforts à connaître et à analyser la Révolution. Si l'on tient compte des manifestations organisées à l'étranger, c'est par milliers, sans doute, que se comptent les colloques, congrès et conférences. La moisson a été riche. Un savoir s'est constitué, souvent neuf, riche des points de vue et des questions de l'historiographie contemporaine. Mais trop souvent restreint aux arides labours universitaires. Travail de clôture, ayant rencontré peu d'échos publics, malgré *Le Monde de la Révolution* et quelques feuilletons télévisés. Car il n'y eut aucune réédition officielle de grands textes historiques ou de documents d'archives d'accès difficile. Des entreprises de librairie certes, et souvent de très grande qualité, mais qui nous semblent avoir correspondu, comme ce fut le cas en 1889 ( et en 1878 avec l'édition du Voltaire dite du Centenaire) à un projet de pédagogie populaire. Si les institutions ont encouragé, avec générosité, les initiatives universitaires, elles n'ont pas su ou pas pu faire participer à ce savoir un public plus large que celui des clercs. Doit-on s'en étonner ? Ce serait méconnaître la crise déjà évoquée du rapport à l'histoire, dont la divulgation du savoir aurait été la première à souffrir.

Par une sorte d'effet retardé des polémiques sur le sens de la Révolution, il a existé, semble-t-il, chez les universitaires eux-mêmes, une sorte de méfiance envers un possible dévoiement de leur travail d'érudition et de recherche, qui tendrait à lui faire servir une autre cause que le savoir lui-même. Dans un numéro déjà ancien de la revue *Le Débat*, Mona Ozouf se demandait si l'on pouvait commémorer le deuxième centenaire de

la Révolution. Avec plus ou moins de lucidité, il semble que les universitaires, exceptons ici les militants et les historiens de la période révolutionnaire, aient formulé une interrogation assez proche : comment servir le savoir sans servir la mise en scène institutionnelle commémorative ?

La distance prise, après les expériences regrettables que l'on sait, par les intellectuels avec la politique, n'est pas si étrangère qu'on pourrait le croire à cette défiance envers un débat de signification ambiguë et qui, sous prétexte d'érudition ou d'interprétation historiques, pourrait apparaître comme une allégeance imprécise au pouvoir, que, comme il est naturel, la commémoration veut mettre en valeur et exalter. Tout se passe comme si les scrupules à analyser le fait révolutionnaire relevaient d'une crainte plus générale du politique, dont le silence de l'intelligentsia, autrefois si bavarde en ce domaine, apporterait la preuve.

Un rapport donc ambigu au savoir dans cet ensemble commémoratif de l'année 1989, qu'on pourrait paradoxalement qualifier de réticence abondante, auquel, tout au moins dans mon esprit le colloque organisé par le Groupe Littérature et Nation, dans le cadre de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, n'a pas échappé. En proposant d'organiser, en fin extrême d'année, et parce que le département d'Histoire de notre Université n'avait pris aucune initiative, un colloque portant sur *l'année 1889 : le premier centenaire de la Révolution dans la région Centre*, sans en être totalement conscient, je me faisais le porte-parole des craintes et des refus indiqués plus haut. Il s'agissait tout d'abord de ne pas revenir à une recherche sur la Révolution elle-même : ce type de recherche relevant plus directement du travail des historiens de l'histoire régionale et de la période révolutionnaire, et obligeant, sans aucun doute, à une confrontation avec les thèses en présence sur l'interprétation de la Révolution elle-même, dont on sait bien qu'elles ont été très largement investies, au nom de vieux réflexes militants, d'une réelle signification politique. Croyant aussi qu'il était temps de comprendre ce que signifiaient dans nos sociétés les pratiques commémoratives, j'ai proposé que notre colloque portât sur l'année 1889. Par là je

renouais avec d'anciennes amours, ayant à plusieurs reprises déjà, travaillé sur le premier centenaire de la mort de Rousseau et de Voltaire : l'année 1878. L'accent mis sur la région Centre permettait de localiser le phénomène pour en rendre l'analyse plus minutieuse et plus précise, d'exploiter des ressources locales et de tenter un travail en collaboration avec des spécialistes de l'histoire locale et les autorités régionales. Un tel domaine de recherches offrait l'avantage de réunir tout à la fois collègues étrangers, chercheurs nationaux et chercheurs locaux, en un mot de permettre une collaboration trop souvent exceptionnelle.

On voit tous les avantages d'un tel sujet. Notre projet eut le désavantage et le mérite de se situer en fin d'année, au terme d'un parcours qui avait largement épuisé les énergies des chercheurs et la patience des autorités. On prend toujours de grands risques à jouer les prolongations. ils furent assumés grâce à la bonne volonté de tous : secrétaire du groupe de recherche, membres du Groupe, étudiants de thèse, collègues et amis français et étrangers. Ce colloque, tenu à Tours, dans les locaux de la Bibliothèque universitaire les 30 novembre et 1er décembre 1989. fut un succès : le public y fut nombreux et attentif, les débats toujours soutenus. Le Groupe Littérature et Nation peut se féliciter de son initiative.

Le temps est venu de publier les travaux exposés lors de ces deux journées. En voilà un premier ensemble qui porte sur la commémoration nationale et sur ses échos à l'étranger. Certaines interventions n'ont pas été éditées à la demande de leurs auteurs Pascal Ory et Gérard Namer. M'inspirant très largement des travaux de Pascal Ory j'ai écrit après-coup une présentation de l'année 1889, qui demeure bien évidemment en deça de son modèle. On me le pardonnera, mais il me semblait que ces travaux appelaient une présentation générale.

Pour conclure cette introduction je voudrais redire que je me réjouis que le Groupe Littérature et Nation et l'Université de Tours aient été présents dans les activités universitaires liées à la commémoration du deuxième centenaire de la Révolution : à leur manière distante et critique, grâce à ce siècle qui séparait la première commémoration de celle de 1990, et avec une vo-

1989, POURQUOI ?

lonté de ne pas séparer la recherche de son environnement local.

Jean M. Goulemot

Les communications portant sur l'année 1889 dans la région Centre seront publiées dans le cours de l'année 1991.



LE CENTENAIRE DE 1789 A VERSAILLES

Plan de la place commémorative de l'ouverture des Etats-Généraux



# L'ILLUSTRATION

Preis du Numéro : 75 centimes

SAMEDI 14 SEPTEMBRE 1889

47<sup>e</sup> Année. — N<sup>o</sup> 2429



LES FÊTES DU CENTENAIRE. LE TRIOMPHE DE LA RÉPUBLIQUE

Ode triomphale de M<sup>lle</sup> Augusta Holmès, chantée au Palais de l'Industrie le 14 septembre 1889. — L'invocation à la Liberté.

## 1889 : L'ANNEE FESTIVE

D'abord une lignée : le premier centenaire de la Révolution française vient onze ans après la commémoration du bicentenaire de la mort de Voltaire et de Rousseau — la Révolution après les Lumières comme pour souligner la filiation —, et quatre ans après les funérailles de Victor Hugo, apothéose littéraire, panthéonesque et républicaine, et alors que depuis neuf ans le 14 juillet est fête nationale. C'est dire que bon gré, mal gré la France a appris à commémorer. Elle y est d'autant plus prête que les hommes qui se réclament le plus explicitement de l'héritage de la Révolution sont au pouvoir, bien installés dans les institutions et parfaitement maîtres des mécanismes commémoratifs.

Donc chez les Républicains, la force tranquille : on est loin des hésitations de l'instauration républicaine au lendemain de la défaite, et à la tête de l'Etat un grand nom : Sadi Carnot, mais aussi une inquiétude liée à la montée du boulangisme, vague électorale de janvier lors de l'élection partielle de Paris. La Commémoration c'est donc une reprise en mains où l'on fait coïncider politique immédiate et fastes de la mémoire. La dernière manifestation ainsi aura lieu le 21 septembre, à la veille du premier tour des élections législatives.

Il faut pourtant ici négliger les contingences pour retrouver le modèle même des stratégies commémoratives dans ces trois champs où elles se donnent à lire : l'historiographique, le monumental et le cérémonial .

1889 est l'année moins des savoirs que de leur divulgation. Il s'agit de répondre aux *Origines de la France contemporaine* de Taine, dont la publication est achevée en 1884, et qui alimente le discours contre-révolutionnaire d'un Faguet. Les attaques contre la Révolution sont nourries : Mgr Freppel publie le 1er janvier 1889 son réquisitoire : *La Révolution française* (28 éditions dans l'année). On lance des revues : *Revue des questions historiques*, *Revue de la Révolution* qui allient militantisme et érudition. On retrouve un ton populiste dans *l'Almanach de la Révolution* et dans les ouvrages de divulgation anti-révolutionnaire que publie *La Bibliothèque à vingt-cinq centimes*. En face même dispositif. On diffuse contre Taine, Michelet et Henri Martin. L'état républicain vote une édition nationale de *l'Histoire de la Révolution française* ; le Docteur Robinet donne une biographie de Danton. Dans la France entière se constitue un réseau de sociétés ou comités du Centenaire qui favorise l'ouverture de musées locaux et la diffusion de brochures. Y jouent le rôle d'animateurs les francs-maçons et les protestants libéraux comme le pasteur Dide. Un bimensuel, *La Révolution française*, organe des sociétés du Centenaire de 1789, mobilise l'énergie commémorative, favorise l'érection de monuments locaux. Cette mobilisation donnera naissance à la *Société d'Histoire de la Révolution française* que présidera Aulard.

Le savoir est mis au service de la République : la connaissance du passé (*Correspondance générale de Carnot, Recueil des Actes du Comité de Salut public*) scientifique, objective, doit défaire les légendes et légitimer la position républicaine des hommes du présent. On officialise la quête du document historique en créant le Musée Carnavalet, en aidant à la *Collection de documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française*. La ligue de l'Enseignement participe aux campagnes de vulgarisation historique en publiant des brochures et en proposant des vues sur verre à projeter, selon une pédagogie qui allie le texte à l'image.

Si l'imprimé demeure la base de cet effort de connaissance et d'exaltation de la Révolution, il est en concurrence avec le monumental comme dans le *Musée historique du Centenaire*



*de la Révolution française* d'Emile Bur, républicain et peintre, maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement, qui expose aux Buttes-Chaumont vingt toiles de quatre-vingts à cent mètres carrés, installées dans des chambres optiques qui constituent un panorama artistico-pédagogique des événements révolutionnaires. Au salon (ou dans la section Peinture de l'Exposition universelle) l'art pictural se met au service de la cause républicaine : Henri Gervex, Henri Martin (médaillon du salon pour la *Fête de la Fédération*), tout comme la sculpture : Auguste Paris présente un *1789* ! on lui commande la statue de Danton pour l'Odéon. On décore républicain et révolutionnaire les salons de l'Hôtel de Ville ; la statuaire fait partie du discours républicain urbain. La pierre n'est pas simplement un ornement ou une esthétique : elle prend part à ce discours de la mémoire que la commémoration met en place. A partir du centre que constitue l'épisode révolutionnaire toute une mémoire des combats pour la liberté meuble places et squares : Etienne Dolet, place Maubert, F.V. Raspail au carrefour Quinet-Raspail, Jean-Jacques Rousseau devant le Panthéon... Plus grandiose encore le projet d'un monument élevé à la République qui ne sera définitivement installé qu'en 1895. En 1889 *Le Triomphe de la République* qu'on inaugure est une version en plâtre peinte façon bronze. En province on inaugure des Républiques à Lyon et à Toulon.

On apprend, on montre et on communique. Adversaires et partisans de la Révolution se partagent le rituel. Les adversaires de juillet 88 à juin 89 organisent la rédaction des nouveaux cahiers de doléances, et seize assemblées provinciales se dérouleront de novembre à mai. On choisit avec soin les dates à commémorer du côté des partisans : 5 mai, 20 juin, 14 juillet, 4 août et 21 septembre (de 1792). Pour concilier on privilégie 5 mai et 4 août qui apparaissent comme des symboles d'unité. Cérémonie modeste à Versailles le 5 avec un écho dans la France entière. Le 4 août on panthéonise : quatre figures unissant passé et présent : Lazare Carnot, Hoche, Marceau et Baudin. Le sursaut de l'An II largement évoqué ici voudrait évoquer le sursaut anti-boulangiste souhaité. Tout n'alla pas sans problème : le descendant de Hoche, aristocrate royaliste,

se refusa à céder la dépouille de son ancêtre. La cérémonie fut pourtant grandiose : le présent, Sadi, la République radicale retrouvant le passé : Lazare, l'ennemi aux frontières. L'année fut d'ailleurs riche en manifestations festives : le 13 juillet, fête organisée par la fédération des sociétés musicales de France (orphéons, harmonies, fanfares) avec défilé de deux mille musiciens amateurs derrière les bannières des corporations et des districts parisiens de 1790 ; le 18 août grand banquet des maires et défilé dans Paris de 15 200 maires.

Il y eut en outre, d'abord comme toile de fond, puis peu à peu comme un substitut, l'Exposition universelle. L'idée en avait été lancée en 1883, le décret fondateur datait de 1884, la loi définitive de 1886. Le monde, sauf l'Allemagne, s'y donna rendez-vous : 55 486 exposants dont 25 364 étrangers et 25 515 985 entrées payantes. La France montra sa puissance renaissante par le palais du ministère de la Guerre et par sa section coloniale et sa puissance technique et industrielle par la Tour Eiffel. L'illustration de la modernité fit bon ménage avec la commémoration ; on y montra des rétrospectives : de l'habitat, de l'art, le musée de la révolution décidé en 1884, qui ne cessa de se réduire au profit de Carnavalet et se révéla bien modeste. On y éleva un monument, sorte de *Fontaine du Progrès* aux allégories complexes où se mêlent la Révolution, le Progrès, la République et la France. Nombre de manifestations en l'honneur du Centenaire eurent lieu dans l'enceinte de l'Exposition : et surtout l'*Ode triomphale* d'Augusta Holmès qui y fut représentée en septembre. Dans l'opinion, la tour Eiffel, l'Exposition avaient supplanté la commémoration elle-même.

On aura compris à lire ce résumé rapide du processus commémoratif que la République avait parfaitement réussi ce moment de sa politique symbolique. Sans doute ne satisfaisait-elle pas pleinement les plus intransigeants de ses défenseurs. Les radicaux se sentirent frustrés. La Révolution acclamée, exhibée n'est pas celle du bloc : 93 en est absent. On a là une mémoire moyenne qui permet la réconciliation la plus large et

1889 : L'ANNEE FESTIVE

l'union du passé au présent ; la présence de cette république encore jeune dans le concert des nations.

Ce texte s'est très largement inspiré, avec son autorisation, de l'étude de Pascal Ory, "Le Centenaire de la Révolution française, la preuve par 89", in *Les Lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora (*I, La République*), 1984, et de son livre *1889, L'Exposition universelle*, Ed. Complexe, 1989.

Jean Marie Goulemot  
Université de Tours



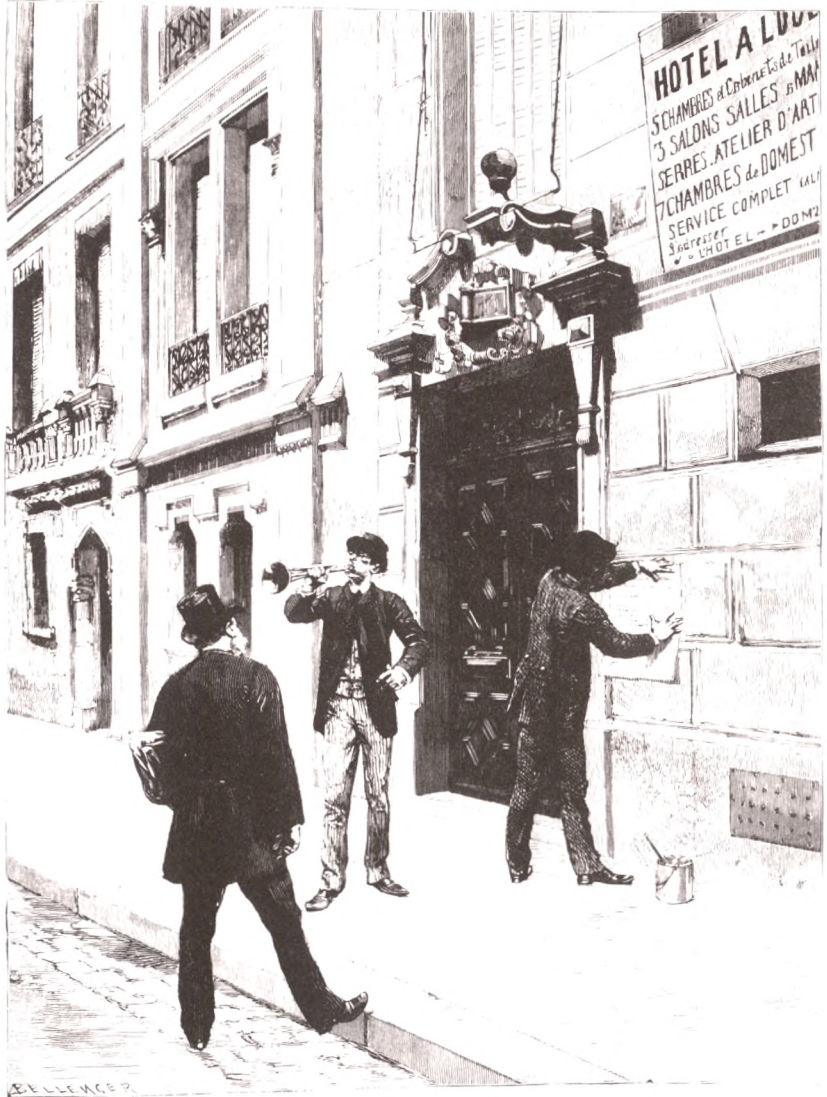
L'AFFICHAGE ELECTORAL. - Le lion de Belfort.

# L'ILLUSTRATION

Paris du Samedi 3 Août 1889

SAMEDI 3 AOÛT 1889

47<sup>e</sup> Année — N 222



PROCLAMATION DE L'ORDONNANCE DE LA HAUTE-COUR DEVANT L'HOTEL DU GENERAL BOLLANGER

QUELQUES REFLEXIONS  
SUR  
EDMOND DE GONCOURT  
EN 1889

Il faut sans cesse réhabiliter les Goncourt contre les jugements stupides qui les diminuent. Ils sont généralement très bien informés de tous ceux qui comptent vraiment (à côté d'eux Léautaud fait figure de ramasse-miettes), remarquablement lucides, et s'il ne faut pas demander au survivant un véritable témoignage sur le Boulangisme, sa réaction devant le phénomène ne devrait pas être sans intérêt. Document de plus sur la situation impossible de l'aristocrate du dix-neuvième siècle, toujours partagé entre l'émigration de l'intérieur et la préparation du coup de force. Dans cette boîte de névrosé qu'est *La maison d'un artiste* (quel superbe poème en prose que l'ouvrage ! mais comme la maison donne envie de rester sur le trottoir !), le vieil Edmond rêve pogroms et chute de la Gueuse. Il y a en lui un petit hobereau "compossible" — et c'est un émigré de l'intérieur, logé comme au cœur de cercles concentriques de marginalité : la noblesse *revendiquée*, Auteuil, encore senti comme *hors Paris*, le petit monde des gens de lettres, les Réalistes, les Réalistes qui détestent la Réalité, les amateurs du Style (chez lui brillant et griffu comme l'Art japonais — style à griffes et parfois à gifles comme il est des têtes !), le lointain et l'aboli, des foukousas aux Saint-Aubin... Réactionnaire, misanthrope, sanguinaire à *blanc*, Alceste locataire de Des Esseintes. Malheureusement pour l'unité de sa pensée, il est en même temps un héritier des Lumières, sceptique absolu, plein de haine et de mépris à



l'égard de tous les représentants de l'autorité, et particulièrement de tous ceux qui fondent l'ordre : le militaire, le prêtre, le juge. Ainsi, comme le diamant du vitrier coupe en deux une plaque de verre et permet de créer des franges d'interférences, la séparation de son être entre un aristocrate et un agnostique détermine une frange d'opinions curieusement brouillées, en apparence de façon inextricable.

\*

\*      \*

Avançons-nous en terrain vierge, et débrouillons l'écheveau. Le clan Daudet le tire vers la République (Daudet vote Jacques). En revanche son antisémitisme viscéral l'exerce, et cette triste passion est le véritable axe du *Journal*. La conjoncture biographique pourrait déterminer ici la pesée décisive, et jeter sur le seuil de 1889 un opposant furieux : le Pouvoir, et particulièrement l'Elysée, n'ont pas nui au désastre de *Germinie Lacerteux*, et l'on sait que l'échec au théâtre, camouflet public, est celui qui fait le mieux grossir la poche à fiel. Paradoxe — que voit-on d'abord ? un profiteur du grand Anniversaire, et de l'Exposition qui couronne le millésime, illustre au moins par reflet. Vouloir être joué pendant l'Expo et en tirer de l'or n'est en somme qu'un prétexte. Le vaincu sous les feux de la rampe cherche une réparation d'honneur, et veut l'obtenir de l'accord entre le sujet de la pièce et l'esprit public tel que le modèle inlassablement la propagande officielle. L'opposant, tout mépris ravalé publiquement, entre dans le jeu de ceux contre lesquels il déblatère dans le secret du cabinet.

Il avait publié, ayant à peu près perdu l'espoir de la voir jouer un jour, *La Patrie en danger*. Or, depuis deux ans, le vieil Edmond médite une revanche à tous égards historique sur le chahut célèbre qui avait chassé de la scène *Henriette Maréchal*. Le fait de s'adresser à Antoine l'installe définitivement dans cette esthétique d'opposition qui avait toujours été la sienne, d'opposition à toutes les formes d'académisme, et le voilà poussé vers une gauche idéale. Cependant, tout ce qu'il

sent en lui de solidarité de classe le tire en sens opposé, vers l'exaltation de la résistance à la révolution, sous toutes ses formes, par la plume comme Champcenetz, par l'épée comme les Chouans.

Beau drame mais qui se déroule, hélas ! uniquement dans la tête d'Edmond de Goncourt. Examinons la pièce, et qu'on nous pardonne un faux de citations, la pièce n'étant pas aussi présente dans les mémoires que *Phèdre* ou *Hernani*.

Certaines répliques nous jettent dans l'époque :

A l'avantage de la rencontre, citoyen général! (Il boit.) Scélérat de rogomme! On peut dire que celui-là est fait avec du bouillon de canard et du poivre long...(A part.) Maintenant, faisons l'ivrogne qui dort : ça dispense de montrer sa carte. (Editions de l'Académie Goncourt, p. 250.)

Certains mots sont tout à fait remarquables :

La gueule du loup, ma chère... mais c'est le lieu d'asile des révolutions. (Haut à Pierre.) Marchons, citoyen, allons nous éclairer au flambeau de la régénération et de l'indivisibilité de la république. (p. 269)

Tel dialogue peut provoquer un sourire :

UN DÉTENU, *l'air égaré, se baissant et ramassant à terre.*

Des diamants! des diamants! des diamants! là! là! voyez-vous, partout! Les trésors de Golconde semés comme des cailloux!... Je n'ai qu'à me baisser ; je les ramasse à poignées ! Brûlent-ils! Brillent-ils! Tenez ; en voilà pour bâtir le temple de l'immortalité! En voilà pour graver en caractères de feu, en lettres d'étoiles, la Déclaration des droits de l'homme à la voûte du ciel!... Des diamants!... des diamants!...

DEUXIEME DÉTENU

Ah!... en voilà un... dont la tête démenage par avance ! (p. 282)

Telle évocation avoir le parfum de son siècle :

Bien long ? Je crois bien, il m'a fallu enlever l'enfant! Ah! vous ne savez pas ce que c'est... Tout le couvent de la Présentation sens dessus dessous... les petites, les grandes, les moyennes... On la retenait par la robe... on l'accrochait par les bras... la supérieure, les soeurs, la tourière,

et soeur Sainte-Agathe par-ci, et soeur Sainte-Sophie par-là! — “Pense à moi, tu m’écriras ?” — et de s’embrasser, et de pleurer! “Ne m’oublie pas! ...Tiens, voilà une image!... N’est-ce pas, tu reviendras ?” — Et patati et patata! Des commissions, des recommandations, des petits paquets, des petits papiers, des petites paroles de sucre... Ça n’en finissait pas!... Figurez-vous une volière où on aurait pris un oiseau ; des cris!... Moi j’étais là comme devant un saint Jean de cire... mon Dieu! qu’un homme est donc sot devant un troupeau de petits anges qui font un sabbat pareil!... Par exemple, je ne sais comment, après avoir été becquetée comme ça, tu peux encore avoir des joues...(Il l’embrasse.) Allons, avoue que tu n’es pas trop fâchée d’être ici ? (p. 181)

Et l’entrée en scène de la Chanoinesse est de grande allure :

D’Andelange ? ...ah! des souvenirs, des souvenirs d’un vieux temps... Sa soeur a été reçue en même temps que votre servante au chapitre noble d’Aix... Elle avait un an de plus que moi, juste un an... Et moi, j’allais sur ma septième année...Assez bon sang, les d’Andelange... Elle avait ses huit degrés de noblesse paternelle sans anoblissement connu, et ses trois degrés de noblesse maternelle, enfin, le convenable... mais par ces temps-ci, c’est presque quelque chose qui marque et les comtes de Lyon ne trouvent plus tous les jours aussi bien... je me rappelle encore, comme si j’y étais, le choeur de l’église du chapitre, nous, tout en blanc, les dames en grande toilette, avec des robes de soie noire sur leurs paniers et leurs manteaux doublés d’hermine, le grand prieur presque aveugle, qui, pour me couper une mèche de cheveux, me coupa presque un bout d’oreille. — Et quel beau gonflement ce fut dans toutes nos petites personnes, quand on nous attacha sur la poitrine cette croix-là! (Elle touche une croix qu’elle porte à l’épaule.) la croix d’or émaillée à huit pointes, et que nous nous entendîmes, petites bamboches de sept ans, appeler madame la comtesse!... (pp 168-169)

Ces bonheurs sont rares, et le plus souvent, les personnages ont la désastreuse idée de parler comme des livres, épuisant toute bonne volonté sous d’interminables tirades. Et puis, rien de ce que l’on attend ne manque à l’appel, des défenseurs des Tuileries armés de pincettes au restaurateur Méot, du vicomte de Noailles à l’ordre de Malte. Les principaux person-



nages incarnent éperdument ce qu'ils sont, et possèdent leur définition sur le bout du doigt, remplissant tout le volume du rôle qu'ils assument jusque dans les moindres recoins. L'impression communiquée est accablante :

Ah! si nous en sommes là à présent! un marquis se mêlant de gri-bouiller du papier! Tous les gens de naissance ont à l'heure qu'il est une démangeaison d'écrivainier, de chiffrailler... Des vers, encore passe... Mais écrire finances! c'est affaire de petit commis de banque, cela, et bon pour M. Necker. Je ne sais vraiment plus où nous en sommes... Tenez, ce temps-ci me fait l'effet d'un mardi-gras!...Des moeurs!...des modes!... Les grandes dames qui se déguisent en laitières... et les seigneurs qui se mettent comme leurs cochers! Qu'auraient dit nos pères, je vous le demande, s'ils avaient vu faire la cour au Roi en bottes ? ... en bottes! j'attends un déluge, moi! (pp. 169-170)

Parfois on est à la limite de la parodie (involontaire) :

LE COMTE

Oh! je sais que vous n'avez jamais été très bergère, ma soeur...

LA CHANOINESSE

Et par là-dessus un curé qui se mêle de donner dans les idées nouvelles, et qui vous encense comme pour la grâce de Dieu.

LE COMTE

Ah! au fait, il paraît qu'il y a du bruit dans Paris... Mon valet de chambre, en me rasant, m'a parlé de rassemblement dans le faubourg Saint-Antoine.

LA CHANOINESSE

Propos de laquais!... Si vous écoutez les balivernes... un peu de populace qui se promène! Eh bien, quoi ? est-ce qu'il y a à s'occuper de cela ?... Le peuple... oh! leur grand mot...Parlons sérieux... Maître Lepot d'Auteuil, notre notaire, est venu m'entretenir ce matin d'une conciliation, vous savez, pour le procès que nous avons, depuis 1737, avec les Montverdin, pour nos droits sur ce chemin, qui sépare *Grande Combe* des *Petits lignages*....(Margat rentre.) (p. 172)

Les événements décisifs deviennent presque comiques par le biais de dissertations qui sonnent creux et faux et qui

semblent écrites par un lycéen armé de quelques manuels :

Un instant! Eh! ma sœur, est-ce qu'il y a des instants dans ce temps-ci ? Les minutes y marchent comme la foudre. Tout est perdu, vous dis-je... le palais m'a fait peur : on s'y agit comme dans la chambre d'un mourant... pas un ordre, pas un commandement, pas une volonté! Le Roi incertain, indécis, des endormeurs à ses oreilles. Pétion, Roederer... à peine trois cartouches dans la giberne des grenadiers... La trahison partout, dans les escaliers, dans les corridors, la trahison dans les canonniers, la révolution déjà dans les cours et dans le jardin... On a hué le Roi, ma sœur! les troupes qui devaient le défendre! J'ai vu la Reine sortir de la chambre de Thierry... elle avait les yeux rouges jusqu'au milieu du visage, elle, la Reine! Elle nous a dit : Tout est fini... et la voix dont elle nous a dit cela!... A l'heure qu'il est, ma sœur, on promène la tête de Mandat sur une pique! Aux Tuileries, les dames d'atours cachent déjà leurs bijoux dans leurs poches, et tout ce qui reste d'espérance et de fortune à la monarchie, c'est nous... une poignée de gentilshommes et quelques centaines de Suisses résolus à recevoir comme moi les balles des marseillais pour faire une escorte d'honneur aux funérailles de la royauté! Voilà pourquoi je suis revenu, ma soeur... pour des adieux!... (p. 216)

Même l'imitation de la grandiloquence "d'époque" parvient à ne pas faire *vrai* et à s'inscrire au débit des auteurs :

BOUSSANEL

Oui, ces choses seront, Commune-Affranchie! il faudra jeter tes habitants aux quatre coins de la France, t'effacer, t'émietter! il faudra de la province que tu fus, faire un grand désert, une place nue sur ta carte, un vide maudit comme autour d'un échafaud. Où rien ne s'élèvera qu'un monument à un mort : le monument de Chalier! (...)

Ah! oui, Chalier qu'ils ont assassiné, le père des sans-culottes! Chalier, mon ami et mon maître. Signe-toi, patriote, quand tu prononces ce nom-là... un saint! un martyr! ah! quelle âme de feu! quels bouillonnements d'enthousiasme ; quelle lave brûlante que sa parole, au milieu de tous ces hommes de glace! Je l'entends, je l'entends encore quand il se plaignait que le grand Etre était trop tranquille, que le genre humain ne lui paraissait pas vivre, et que lui, s'il était Dieu, il révolutionnerait les montagnes, les étoiles, les fleuves de l'Océan! Saint délire de Titan... Toi, à qui la révolution avait dit : Ebranle, abats, bâtis, régénère, épouvante!

## QUELQUES REFLEXIONS SUR EDMOND DE GONCOURT EN 1889

Grand cœur fou de Chalier! sois mon cœur! Sang de Chalier! coule dans mes veines! Eloquence de Chalier, touche mes lèvres de ton charbon ardent!

LE COMTE

Ah! citoyen, allez toujours! C'est comme si vous me versiez là le brandevin de la révolution.

BOUSSANEL

Eh bien, mon ami, si mes paroles échauffent ton patriotisme, qu'elles coulent, qu'elles se précipitent, qu'elles soient un torrent qui jaillit. Je les dois, elles appartiennent aux pauvres, aux malheureux, aux simples... D'ailleurs, elles débordent de moi, et j'aurais peine à les contenir... Bois-les donc, nourris-t'en, et qu'elles fassent de toi l'homme qui sacrifie tout à son amour et à ses vengeances, l'homme dont l'œil ne dort jamais sur les complots, les machinations, les traîtres, l'homme qui a toujours sous son oreiller le poignard de Scévole, le fer de Brutus et la hache de Cromwell...(Marchant tout à coup sur Madeleine.) Femme, tu sais où sont les Valjuzon! (...)

O ville et banlieue de Lyon! terre impure qui as empoisonné de ton luxe et de tes vices la France et l'Europe! terre de négociantisme, de marchands avides et corrompus, de femmes inciviques, d'artisans mécaniques, de paysans et de paysannes vendus à l'ancien régime ; peuple de la Saône et du Rhône, qui des brouillards de tes deux fleuves, des vapeurs de leurs rives, sembles te faire une âme gâchée avec de la boue d'un marais, race inféodée à la servitude, foyer pourri où ne pourra jamais vivre la vertu d'une république, peuple d'esclaves qu'on ne pourra jamais purifier, campagne dont on ne pourra jamais arracher l'herbe mortelle du royalisme! (p. 259 sq.)

la gaieté elle-même devient lourde, le lyrisme bacchique fade et rampant :

... Ah! nous avons écrit de jolies méchancetés, un joli régal de scandale, plus tard, pour nos petit-neveux! Après cela, nous avons tiré diantrement de verve des caves du restaurateur Mafs... il y avait là de vénérables bouteilles contre-révolutionnaires qui avaient l'âge de notre Roi, et qui nous donnaient contre les ennemis du trône un entrain!... un certain Clos-Suidérant particulièrement, te rappelles-tu Mende ?... Ce qu'il y a eu

MAURICE PENAUD

là d'articles bouillonnants, sortis des verres comme une mousse, et emportés avec la nappe du dessert! ... Encore un deuil qu'il faut faire. Les coquins ont tout vidé, ils ne nous ont pas laissé de quoi écrire! Ils ont mis à sec la cave de Beauvilliers! (p. 199) (...)

LE COMTE

Eh bien, par la sans-culotterie des braves sans-culottes, il n'y a donc pas, dans cette auberge d'aristocrates quelqu'un pour apporter du sacré chien à un patriote qui a soif ?

MADELEINE, au comte

On vous sert. (Elle fait signe à son père, qui rentre, de servir le comte.)

LE COMTE

Dis donc, citoyenne, est-ce que ça t'écorcherait le gosier de m'avantager du *tu* des citoyens ? (A l'aubergiste qui lui verse un verre d'eau-de-vie) Toi, z'arrête. Es-tu vrai, d'abord, un pur ? as-tu fait des actes de *ci-visse* ? veux-tu la mort des tyrans coalisés ? as-tu les mains *teintes* ? Alors, prends un verre ! (p.248.)

Quelle déception ! Que n'attendait-on pas de deux auteurs si bien renseignés ! Le sujet devait jeter le feu dramatique dans une documentation en faveur de laquelle on épuiserait d'avance tous les superlatifs. Comme cela devait être supérieur aux fantaisies boulevardières de Sardou ! Comme cela pouvait mépriser la pièce bien faite à la Sarcey ! Hélas, on ne triche pas au théâtre, et l'accusation d'être des romanciers bovaryques retombe sur les deux frères plus lourdement quand ils se veulent dramaturges. Ils se fussent ingénies à se montrer plus mauvais qu'ils n'y seraient pas parvenus — et l'on a l'impression d'un prodigieux contre-emploi dans le domaine des genres... Fausse bonne idée que cette fresque couvrant cinq années débordantes d'événements : qui trop embrasse mal étreint, et l'on n'est sensible qu'à ce qui manque. Il faut sans cesse mettre au courant le spectateur — les personnages expliquent et s'expliquent, résument et se résument interminablement. Ce qui est montré est intéressant, ce qu'on ne voit pas est capital, les récits de Thérémène pleuvent. Une sorte de casting historique préside à un choix... trop heureux. Ce sont des essences qui

ont emprunté un corps, ils sont de façon écrasante *représentatifs*, presque allégoriques : qui s'intéressera à leur sort ? N'étant pas des acteurs essentiels de l'Histoire, ils sont plutôt agis comme des personnages de roman, mais qui seraient contraints de parler les explications en voix *off* du romancier. Une intrigue en toc, à la fois molle et de peu d'intérêt, convenue et "impossible", n'arrange rien.

Bien plus, ils doivent parler toute une civilisation et son effondrement même, ils instruisent avec rage, entassent sous une lumière implacable des documents qui paraissent tirés d'une malle qu'on vide — chose insupportable, ils ne font pas l'Histoire, ils la savent : on dirait des saynètes pédagogiques découpées pour un étudiant américain. Et rien de neuf pour le lecteur cultivé, tout choque à force d'être attendu, mais rien ne peut égaler en dégoût la perpétuelle affectation de naturel qui veut faire passer avec vivacité cette matière instructive. Manque de naturel qui correspond au manque de nature : pour faire semblant de vivre, ces facettes de l'Histoire n'ont d'autre souci que de remplir désespérément tous les coins de leur rôle, ils s'affirment avec rage, se définissent avec une espèce d'inlassable fureur, et plus ils sont vrais, plus monte l'odeur de convention, mieux fuit le naturel qu'on traque, le vraisemblable qu'on certifie ; rien d'incohérent, pas une faute, c'est l'impitoyable chef-d'oeuvre de l'ébénisterie littéraire dans le genre meuble de style. Trop d'éloquence aussi éloignée de la vie que de la stylisation propre au théâtre, des discours français qui sonnent faux, de grands événements plantés là-dedans comme des fleurs sur un pique-fleurs, compromettant la grande Histoire avec la petite, si bien qu'on ne s'intéresse plus ni à l'une ni à l'autre. Des créatures de synthèse, où rien ne surprend si bien des choses étonnent, élaborent sous nos yeux le faux à partir du vrai, s'agitent beaucoup et parlent énormément, mais n'ont ni chair ni sang, restent inertes dans la gestulation, privées à la fois du caractère ambigu, qui conduit à l'interrogation et au rêve, que les grands dramaturges savent donner aux enfants de leur esprit, et des perspectives immenses qui s'ouvrent derrière les personnages vrais dès qu'ils montent sur scène. La langue est çà et là admirable, l'élabora-

tion attentive, certains détails excellents — il ne manque que l'essentiel, et l'on utilisera contre la pièce l'argument si souvent employé contre les romans : tout est honorable, il n'y a pas d'horizon, et on l'aggravera en décrétant que ces ennemis des conventions parviennent (faut-il parler ici de fatalité ?) à se montrer au théâtre exclusivement théâtraux. Dans cette lumière artificielle, les "pilotis" sur lesquels les auteurs comptent le plus, parce qu'ils sont authentiques, réussissent à perdre tout effet sur la sensibilité à la fois dans la mesure où ils sont vrais (donc déplacés dans ce monde faux) et où ils sonnent faux (contaminés comme ils le sont par tout ce qui est trop attendu) : c'est le cas du véridique et en soi prodigieux "on y va, canaille !" qui clôt le cinquième acte, mot qui pourrait peut-être déchaîner les applaudissements s'il était sorti de l'imagination des deux frères antidramaturges. Bref un désastre... Mais la partie n'était-elle pas perdue d'avance ? entre 1789 et 1794, l'événement est son propre Shakespeare. Le vieil Edmond fait rire en qualifiant son cinquième acte de shakespearien, mais il est évident que la Révolution n'a en somme que faire du génie qui l'améliorerait, elle ne tolère que les guirlandes sur le marbre, en somme *Madame Sans-gêne*, et frappe de faux les tentatives sérieuses. La qualité de la documentation se retourne alors contre les auteurs. La chose est sensible chez les Goncourt qui parviennent çà et là, à force d'être imprégnés par un autre temps, à passer du *style* à l'*époque* — la machine à remonter le temps fonctionne et l'on sombre à ce moment-là dans un véritable cauchemar.

.... Mais on dirait que les Goncourt ne veulent pas gagner leur cause, bannir l'échec. Ils paraissent, au contraire, le rechercher. Le vieil Edmond semble animé, au théâtre, d'une rage de perdre, qui évoque le *raptus* "érotique" du joueur décaqué. Il livre lui-même, ou par l'intermédiaire de "fabricants" insuffisants, les romans qu'il écrivit avec son frère, et qui lui sont si chers, à une critique inepte qui le hait, à un public à peine digne de divertissements d'hilotes, avec la jubilation d'Alceste perdant sa cause. Il éprouve (s'en rend-il compte ?) une joie véritable à confier *La Patrie en danger* à la troupe hétérogène d'Antoine, à ses acteurs secondaires, à ses figurants

inquiétants. Ne va-t-il pas jusqu'à se soumettre au bon plaisir du propriétaire des Menus Plaisirs, un Juif ! Besoin de justifier sans cesse à ses propres yeux sa haine de l'époque, de multiplier les déconvenues qui doivent frapper l'individu d'élite livré aux bêtes.

Quel est le sens de l'œuvre ? Il faut noter d'abord que le fait de profiter de l'occasion *chronologique* est une aide objective apportée au Centenaire — et l'auteur ne peut pas l'ignorer. Cela dit, la pièce semble être d'inspiration contre-révolutionnaire. Les personnages aristocratiques et leurs satellites mobilisent la sympathie. La Chanoinesse *maintient*, lutte contre le mélange des classes et des sangs, agit et parle avec la franchise de la grande naissance, se montre racée à l'extrême dans la moindre de ses réactions. Blanche est pure et admirable, le Comte incarne le meilleur de l'Ancien Régime, séduisant, spirituel, brave, éclairé, brillant sans se piquer de rien, et encore apte à tout et plein de ressources, capable tour à tour d'être courtisan, gazetier, chef de rebelles, sachant jouer tous les rôles, Almaviva qui serait Figaro à l'occasion. En face Boussanel doit représenter (c'est la faute à Rousseau !) ce que les auteurs haïssent le plus, l'ecclésiastique "retourné" qui a changé de fanatisme, l'utopiste, le terroriste Arcadien, le tigre lettré, l'intellectuel qui s'insinue dans une nouvelle *nomenclature*. Il est féroce, ce buveur de sang, mais il n'est ni bête, ni bas — quel gâchis que cette Révolution qui, autre argument qui deviendra lieu commun réactionnaire (n'oublions pas que la pièce est de 1869), n'épargne aucune catégorie sociale. La France se déchire atrocement sous les yeux de l'ennemi, la Révolution dévore ses adversaires comme ses enfants, et fait couler à flots le meilleur sang de notre peuple...

Illusion. La pièce comme l'Expo et Boulanger, est faite pour réconcilier Jacobins et Jacobites, sous deux enseignes, celle de la France éternelle qui s'admire dans des personnages antagonistes *dont aucun n'est médiocre*, celle de la Revanche. Qu'ils sont admirables ces Français, sémillants et bien-disants dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, braves et surtout *sachant mourir*. Le Comte, bon biberon, bon comédien, homme admirable et de mœurs faciles, a l'héroïsme élégant et



détaché, bien entendu, au moment suprême, la Chanoinesse l'héroïsme hautain, *royal*, Perrin l'héroïsme enflammé, éloquent, *girondin*, Boussanel, pleinement racheté, l'héroïsme *antique*, stoïcien, romain, au moment de corner la page de son livre, comme Malesherbes. Tout sonne comme un appel à l'unité devant l'invasion, et ce qui visait la Prusse de 1868 se projette en avant encore une fois, refait l'unité de la patrie en vue d'un nouveau conflit que mènera la République, et conduit l'esprit, anticipation étonnante, de Verdun à... Verdun (et même à... Vichy). Pour que la leçon soit plus claire, des tirades l'énoncent sans ambages, et tour à tour le Comte et Perrin assument leur destinée dans un sens édifiant et patriotique :

LE COMTE

Parbleu! Français contre Français, il y a toujours du cœur des deux côtés ; c'est tout plaisir...pas d'étrangers! l'étranger dans le jeu, ça brouille les cartes... Et j'ai toujours remercié cette diable de blessure : elle m'a dispensé de cette campagne du Nord où j'aurais servi à côté des gens que mes pères ont tant de fois battus... Lavons notre sang en famille, mort-dieu! et montrons à l'Europe qu'il y aura toujours assez de soldats chez nous, même dans nos discordes, pour ne point en aller chercher chez elle! (A Madeleine.) Dites donc vous, la citoyenne aubergiste, qui m'avez donné de la piquette patriotique (Le général sort.), maintenant que vous me connaissez, vous pourriez bien me donner l'eau-de-vie d'aristocrate. (p.255)(...)

PERRIN

C'est moi qui lui dois tout, mon grade, mes épaules, l'honneur de quelques blessures et d'un peu de renommée, des pensées qui m'ont élevé, des illusions qui m'ont grandi... la dévorante passion de la Patrie... elle m'a tout donné. Elle me demande aujourd'hui tout mon sang : il est à elle! Qu'elle triomphe avec d'autres, qu'elle soit victorieuse, grande et redoutable ; quand je n'y serai plus, il me semble que j'aurai l'écho de son canon dans ma bière et que je sentirai le vent de ses victoires frémir dans l'herbe comme sur le front de ma tombe!... Oui, que la République vive et que je meure! J'ai assez vécu. J'ai fait mon métier et mon devoir, j'ai servi la liberté... Et, si jeune que je sois, ma journée, pour être courte, a été



pleine... Je m'en vais sans regrets, crois-le!... (p. 285)

L'une des dernières tirades de Boussanel se charge de dégager la leçon de l'œuvre toute entière et tire vers le haut, très au-dessus du sang et de la boue, la notion de Révolution, *assume* l'histoire de France et fait taire les querelles partisans, à la façon dont elles parurent se taire, soixante ans plus tard, devant la hauteur de vue que venait de donner à chacun une épreuve où il avait fallu donner le meilleur de soi-même, quel que soit le lieu où le sort vous avez placé :

BOUSSANEL

Et moi, crois-tu que je me plaigne et que j'accuse ? Les révolutions ont leurs erreurs. La foudre d'un peuple a ses égarements comme l'autre, elle enveloppe les innocents et les coupables dans sa flamme exterminatrice... Qu'importe ? qu'importe une vie, un homme ? un vil atome tel que je suis, dans la génération d'un monde et le bouillonnement d'un nouvel ordre de l'univers ?... un gravier dans un torrent, rien que cela ! pas plus que n'est l'individu dans la nature qui le sème et l'écrase pour le salut de l'espèce ? Eh bien, oui, que ma mémoire soit vouée aux furies ! Ma tête, mon sang, si le bien public le veut, les voilà ! Mon sang ? j'ai été assez prodigue de celui des autres : je ne serai pas avare du mien... Ah ! le sang des autres ! et croyez-vous donc qu'un révolutionnaire doive garder son cœur des temps tranquilles ? Ce cœur sensible, la République ne lui dit-elle pas de frapper dessus, de le corriger, d'en arracher coûte que coûte, les pitiés saignantes et les tendresses molles, toutes les viles attaches à l'humanité ? (p. 286)

C'est vers cette époque que l'œuvre, dramaturgiquement si nulle, projette sa seule trouvaille, unique, mais prodigieuse d'anticipation elle aussi, sur un plan qui n'est plus celui de l'Histoire :

BLANCHE,

*qui a regardé l'huissier s'éloigner avec l'air d'un hébètement stupide*

Eh bien, et moi ? moi ? (Elle s'élance pour se jeter au milieu des détenus appelés, les gendarmes la retiennent et la repoussent.) Messieurs les gendarmes, je vous en prie ! Laissez-moi passer... Il y a erreur, on s'est trompé... Je suis coupable, je vous jure... Je suis leur nièce à ces deux-

là... C'est moi leur fille, puisque je n'ai plus ni père ni mère... Ce n'est pas juste, non, ce n'est pas juste. Les autres jours, tous ceux qu'on emmenait, on les emmenait ensemble : la fille avec la mère, le fils avec le père, les jeunes avec les vieux... On ne mourait pas l'un sans l'autre... Mais qu'est-ce que cela vous fait de m'emmener ?... Mon Dieu! est-ce qu'on va me condamner à vivre à présent ?

L'HUISSIER, *reparaissant, comptant les appelés*

1, 2, 3, 4, 5... Cinq ? mais ce n'est pas mon compte... Il m'en faut six, sans celui d'en haut... Voyons donc. (Il regarde sa liste.) Ah! oui, c'est ça, j'en avais passé une...Blanche de Valjuzon, âgée de vingt ans!

BLANCHE, *avec un geste de folie presque dansante.*

C'est moi! c'est moi!

L'HUISSIER

Est-ce qu'elle extravague, celle-là ?

La dernière à l'échafaud ! Déjà !

\*

\*     \*

Le public vota avec ses pieds... en restant chez lui et Goncourt devint furieux. Son démon antisémite s'était montré traitable — voilà qu'il le tracasse de nouveau, et Derenbourg n'est plus qu'un juif, bon à être marchand de lorgnettes. Il méprisait Boulanger :

Je rencontre, sur le boulevard des Italiens, Rosny, qui vague dans cette multitude, navré, me disant qu'il ne vit plus depuis huit jours, qu'il n'est pas venu me voir aujourd'hui, parce qu'il était sous le coup d'une trop grande émotion, et il se livre à la fin, d'une voix brisée, à de grandes phrases filandreuses sur le suicide de la nation française.

C'est curieux, tout de même, cette popularité inexplicable de cet homme, qui n'a même pas une petite victoire à son compte, cette popularité chez les ouvriers, les mercenaires, les petites gens de la banlieue : ça ne peut s'expliquer que par une désaffection de ce qui est. (27 janvier) [Texte des Editions de l'Imprimerie Nationale de Monaco, tome XVI].

Le voilà boulangiste de la marge, adhérent implicite de cette vaste mouvance du mécontentement qui faillit jeter bas le Régime, discrètement engagé (car il ne vote et ne polémique pas ouvertement) dans la meute des adversaires de la Gueuse déchaînée par le Centenaire.

C'est une marque d'intuition juste de la part d'Edmond que d'avoir bien vu, contrairement à l'opinion complaisamment répandue par les Républicains, que le 27 janvier n'avait absolument pas tué le Boulangisme. C'est dans *L'Appel au Soldat* que Barrès a placé la scène qui a fixé dans toutes les mémoires l'idée que le 28 janvier, cinq minutes après minuit, le Boulangisme était en baisse. En réalité, jamais ses chances n'ont été aussi grandes. La renonciation à l'action du Général trop épris a pris place dans la galerie des grandes erreurs stratégiques, à côté du refus d'Hannibal de marcher sur Rome, de la décision de Napoléon de ne pas sortir aussitôt de Moscou, ainsi que dans la série des Minuit historiques : à minuit le neuf Thermidor, les canonnières d'Henriot ont abandonné la Révolution, à minuit le 27 janvier, Boulanger aurait assassiné la Contre-Révolution... Erreur de perspective rétrospective. En réalité, Boulanger ne perd la partie que dans la mesure où il force ses adversaires à renoncer à être eux-mêmes. Cependant que Jules Ferry suggère et obtient que les Républicains renoncent au dogme du scrutin de liste, son "fusible" Constans revient aux pires méthodes de l'Empire autoritaire. Ferry lui-même demande pardon à l'Eglise, et le gouvernement va faire des concessions aux travailleurs. Bref, Boulanger force Marianne à sortir de cette espèce de Protectorat puritain où elle était entrée en 1880 pour entrer dans la démocratie chrétienne tolérante et bénie à laquelle l'Eglise pourra se rallier et sous le régime de laquelle nous vivons en somme aujourd'hui.

Goncourt n'est pas davantage dupe de la plaisante explication qui fait de l'Exposition la cause essentielle d'un mystérieux oubli dans lequel serait tombé le principal sujet de conversation des Français. Nous attendons qu'on nous démontre comment ce général oublié a pu être brillamment réélu dans une circonscription populaire, dans un moment où l'Exposition va fermer ses portes et a donc "fait son effet"...

Les manuels sont ainsi remplis d'explications qui ne valent rien, et les ouvrages spécialisés semblent se donner le mot pour recopier et entériner avec une espèce de force légale une causalité qui n'est que pure propagande, sortie de l'esprit des républicains, bien décidés à présenter les hasards heureux dont ils bénéficièrent comme le fruit d'autant de calculs avisés. Il est pourtant évident qu'en 1886, quand on "pensa" l'Exposition, le phénomène Boulanger apprenti César n'était pas prévisible.

On ne tirera pas du *Journal* une chronique du Boulangisme. La santé de la patrie y occupe moins de place que celle d'Alphonse Daudet, et l'on ne prendra pas pour des révélations sérieuses la reproduction de ragots qui n'ont d'autre intérêt que celui de montrer l'auteur en victime de l'éternelle illusion de sa caste, qui consiste à croire l'adversaire plus faible et plus divisé qu'il ne l'est.

Et avec le ton et l'assurance du monsieur parfaitement renseigné, du monsieur qui a des liaisons les plus intimes avec les hauts personnages du gouvernement, Hérédia nous parle du départ du général Boulanger et nous dévoile comment la chose se serait passée.

Boulanger avait un agent qui le mouchardait. Un jour il dit à cet agent : "Combien vous donne-t-on par mois pour me surveiller ? — Cinq cents francs. — Eh bien, je vous en donne mille, si vous voulez me rapporter tout ce qui se passe à mon sujet dans le gouvernement."

En ce moment, on m'avait proposé de nommer Gallifet ministre de la Guerre, et il avait accepté à la condition de faire passer Boulanger devant un conseil de guerre et de le faire fusiller, s'il était condamné ! Mais Freycinet avait *fouiné*, avait déclaré qu'il se retirerait, et la combinaison avait échoué. C'est alors que le roublard de Constans avait l'idée de faire faire, par l'agent acheté par Boulanger, la communication que Gallifet était nommé ministre de la Guerre et qu'il allait faire passer le général Boulanger devant un conseil de guerre... Et le soir même, Boulanger décampait, n'ayant prévu que Mme Bonnemain qu'il emmenait avec lui. (30 juin)

Puis (Brachet) conte que Carnot est trahi, que Freycinet, l'homme funeste, le ministre dont Bismarck avait dit un jour : "Il m'apparaît comme le ministre d'un grand désastre", met sournoisement des bâtons

## QUELQUES REFLEXIONS SUR EDMOND DE GONCOURT EN 1889

dans les roues de la poursuite. Car ayant manqué d'être Président de la République et ne l'ayant manqué que par les voix de Ferry, rapportées sur Carnot, sur l'homme qu'il trouve le plus nul de la terre et qui, de plus, a le malheur d'être son cadet de promotion, Freycinet, à l'heure qu'il est, n'a plus l'idée de devenir président et n'a plus que le désir d'enlever la présidence à Carnot, au profit d'un quelconque.

Enfin, Brachet affirmait de la manière la plus positive que Boulanger avait été averti de passer en Angleterre par la femme du président du Conseil, par Mme Freycinet. (25 juillet)

Autre lieu commun de la politique droitière, demander à 89 son bilan. La commémoration du 5 mai et du 14 juillet fournit des occasions faciles :

Je pensais, pendant que tonnait le canon célébrant l'anniversaire de 1789, je pensais au bel article qu'il y aurait à faire sur la grandeur de la France actuelle, s'il n'y avait pas eu cette révolution de 89 et les victoires de Napoléon Ier et la politique révolutionnaire de Napoléon III. Eh mon Dieu! la France serait peut-être sous le règne d'un Bourbon imbécile, d'un descendant d'une vieille race monarchique complètement usée ; mais ce gouvernement serait-il différent de celui d'un Carnot, choisi de l'aveu de tous pour le néant de sa personnalité ? (6 mai)

Aujourd'hui, l'anniversaire, tonitruant par tous les canons de la bonne ville de Paris, de la Révolution de 89, de cette révolution qui a fait la grande France d'autrefois la petite et ridicule France d'aujourd'hui et qui l'a dotée du gouvernement de l'heure actuelle, où sur les sept ministres qui le composent, on en compterait bien trois méritant de passer sur les bancs de la police correctionnelle. (14 juillet)

Aucune idée, au sens strict du terme, sous sa plume (d'ailleurs les écrivains n'ont pas d'idées, ils ne font que dire mieux ce qu'ont découvert les véritables têtes pensantes des deux générations précédentes). Seulement des jets de bave :

Tout le bénéfice qu'a tiré jusqu'à présent la France de la Présidence de la République, ça a été l'encouragement des assassins par les grâces miséricordieuses que leur a accordées le président Grévy et l'encouragement des voleurs politiques par l'esprit d'imitation de son gendre Wilson. (9

avril)

Tout cela n'aurait aucun intérêt, et le sujet ne mériterait pas d'être traité si Goncourt n'*exprimait* pas son racisme d'une manière qu'il faut déceler en renforçant les réactifs. On entendra mieux ainsi tel propos qui définit Boulanger comme un étranger, et qui pourrait à ce titre paraître défavorable. Il est à verser tout au contraire au crédit du beau général aux yeux bleus et à la barbe flave au-dessus du dolman rose : c'est un nordique, donc un étranger de race supérieure, relié au grand réservoir de sang des aristocraties européennes, et qui peut légitimement mépriser, tout en s'en servant, ce peuple essentiellement plébéien qu'est le peuple français.

(Brachet) s'est trouvé avec lui à la Flèche, il a été de sa promotion et dit que ce qui le caractérise, c'est qu'il est un étranger, un Ecossais par sa mère, un homme qui ne connaît pas le ridicule, qui se promènerait dans une voiture d'*Old England*,... qu'au fond, il méprise les Français. Il ajoute qu'il est menteur, menteur, menteur..., qu'il a une très moyenne intelligence, mais une volonté enragée, avec le talent — un talent tout particulier — de parler à la corde sensible des gens auxquels il s'adresse et qu'il a très souvent la bonne fortune de mots qui enlèvent, qu'il est enfin un *allumeur des foules*. (25 juillet)

En revanche le grand brassage de population provoqué par l'Expo inquiète celui qui sait flairer les mélanges de sang, qui sait déceler la fâcheuse circulation des gènes à la façon dont on décèle la circulation des germes et celle des impuretés. Il y a bien des choses redoutables et malheureusement de grand avenir sous telle cocasserie :

Les effets de l'Exposition. Ce matin, on me sert un oeuf frais dont le jaune est couleur d'un mulâtre : est-ce le commerce d'une poule française avec un Annamite ? (11 juin)

L'Exposition est en elle-même un signe des temps. Elle fait monter vers Paris le rastaquouérisme international, les méridioniaux, l'Europe latine et l'Europe slave, toutes les races, le monde tout entier considéré comme une plèbe — et d'abord elle rassemble, coagule le peuple, et monsieur de Goncourt

n'aime pas le peuple assemblé. Cette excitation de la masse, qui marque la véritable entrée dans la société de consommation, ne lui dit rien qui vaille, et, là, il se montre infiniment perspicace, cent fois plus que la majeure partie de ses contemporains. Il voit bien que, Boulangisme à part, la République a voulu amuser le peuple, mais on ne sait jamais jusqu'où peuvent aller de tels amusements. Amusements d'esclaves sans doute, mais les sourcils froncés des gens distingués n'écartent pas tout seuls les Révolutions. Sous les yeux du vieil amateur, bourgeois par ses revenus et son mode de vie, inquiet comme tous les bourgeois de son siècle et non sans motif, races et classes sont brassées par une manifestation dont le succès est d'emblée frappant, succès qui dans un premier temps conforte une République bien sage, mais dans un second temps excite des désirs qui ne sont pas aussitôt comblés et qui deviennent des envies. Toute fermentation trouble l'homme raisonnable, et le vieil anarchiste de droite traite à ce moment-là une société qu'il méprise comme les porcelaines de Saxe qu'il a commencé l'année précédente à collectionner.

Un certain goût de la catastrophe, que nous retrouvons ici sur un autre plan, l'avait poussé vers Boulanger et son mouvement sans style comme l'Expo, et c'est une réaction commune à bien des réactionnaires et à bien des antisémites du temps : l'Antéchrist est là, il va triompher, les ténèbres envahissent la terre et le ciel — un certain "Lâchez-tout", un consentement au pire, déguisé sous la recherche du nouveau et le rêve de l'aventure politique, se glissent dans la polémique. Aventurisme qui cesse d'être un jeu quand on peut redouter qu'une sorte de magie sympathique fasse jaillir un Recommencement, et cette fois sans Restauration possible, de la commémoration même de l'événement. On lira cette crainte qui prend aux entrailles notre témoin derrière tel extraordinaire mélange de traits justes ou profonds et de marques du plus prodigieux comique involontaire.

Retour à pied de la rue d'Amsterdam à Auteuil à travers la foule.

Un ciel mauve, où les lueurs des illuminations mettent comme le reflet d'un immense incendie, — un bruissement de pas faisant l'effet de



l'écoulement de grandes eaux, — la foule toute noire, de ce noir un peu papier brûlé, un peu roux, qui est le caractère des foules modernes, — une espèce d'ivresse sur la figure des femmes, dont beaucoup font queue à la porte des *water-closets*, la vessie émotionnée, — la place de la Concorde : une apothéose de lumière blanche, au milieu de laquelle l'obélisque apparaît avec la couleur rosée d'un sorbet au champagne, — la Tour Eiffel, faisait l'effet d'un phare laissé sur la terre par une génération disparue, une génération de dix coudées. (6 mai)

Premier symptôme de l'Exposition une odeur de musc insupportable se dégageant de la foule qui vague, une odeur de musc insupportable dans un café de boulevard, où il ne se trouve que des hommes. (7 mai)

Il se rassurerait aisément s'il voyait ce que nous oserons appeler le véritable sens de l'Expo. A notre avis, cette apparente parade d'orgueil national est une manifestation de modestie, et la marque d'une volonté de rassurer l'Europe. Sur le devant de la scène se dresse la République, armée, terreur des monarques et des possédants. En réalité, la France s'est faite sage pour inviter l'Europe, et le militantisme n'est plus que parole verbale. Personne n'est dupe des attitudes et des couplets ronflants, et il faut bien interpréter les démonstrations de force, l'exposition des fusils et des canons : un soldat exercé, dont la réputation n'a pas sombré dans le désastre, un paysan docile et vigoureux, conduit par des polytechniciens et armé par de bons arsenaux, propose ses services aux puissances qu'inquiètent les caprices dangereux et les ambitions de l'Allemagne. Les Russes peuvent voir qu'il n'est pas absurde de compter sur nous, sur nos régiments, sur notre or, pour prendre à revers l'éternel *Drang nach osten*. L'Angleterre constate qu'elle pourra faire de nous, en face de l'Allemagne, ce qu'elle a fait de la Turquie en face des Russes, un verrou bien placé et solide que l'on tire si nécessaire. Autre sens secret, devant diffuser dans le public subtilement : le culte du travail, cette nouvelle religion proclamée par cent mille bouches sous l'encens officiel est lui aussi un masque, sous lequel il faut s'entendre à demi-mot : en fait, on annonce au peuple ce qu'il souhaite vraiment, on comble le vœu qu'il exprime en se



gaussant d'un discours officiel auquel ses auteurs mêmes ne croient pas. On promet l'entrée dans le règne de la paresse, en présentant aux visiteurs les esclaves qui désormais se fatigueront pour lui. L'un est de chair et de sang, c'est l'homme colonisé, peuplant les étendues de plus en plus immenses d'où son labeur tirera pour nous toutes les richesses du monde, au bout du fusil de son garde-chiourme. L'autre est une réalité hypostasiée, la Fée Electricité, la magicienne qui répandra partout un fluide invisible mais miraculeusement actif, qui paraîtra n'être lui-même le fruit d'aucun labeur, puisque la source en sera cachée. Paix, voluptueuse paresse, dans son décor baroque qui fait rêver les naïfs, l'Expo calme les tensions en promettant l'âge d'or. On a beaucoup raillé à l'occasion du Bicentenaire la section de la Paix sociale à l'Exposition de 1889 — mais l'Expo tout entière ne serait-elle pas un immense Congrès Socialiste ?

Il est en tout cas une perspective bouchée devant les regards du Vieux Goncourt — celle du transfert de Sacralité. Il voit bien le caractère exotique-érotique de la Nouvelle Babel, ce rêve Moyen-Oriental de pacotille où la danse du Ventre focalise l'attention du public et les rêves de ceux qui ne sont pas encore entrés. Il se gausse, et il n'a pas tort, d'une République qui accueille avec une déférence inquiète les rares monarques qui daignent en somme élever la roturière jusqu'à leur lit et ne l'en méprisent pas moins. Pour les Plébéiens, les *heureux rebelles*, qui nous gouvernent, les Temps sont accomplis, Paris au Centre du Monde l'illumine, les Rois rendent les armes et les suzerains comiques des indigènes viennent porter tribut. Mais un vrai prince, comme le Prince de Galles, un *Grand Roi*, savent d'un mot, d'un caprice, rétablir la Vérité, faire tomber le décor moral d'une comédie bonne à abuser les enfants des écoles. Ils viennent faire la fête dans le restaurant et le lupanar de l'Univers, et le Shah dont nos Boulevardiers font un monarque de Vaudeville, le grotesque symbole d'un Orient qui croit encore régner, *nous remet à notre place*, et quelle place !

Les journaux, qui ont raconté la visite du shah de Perse à la prin-

cesse Mathilde, n'ont point raconté comment elle s'était passée. La princesse a reçu, avant la visite du souverain persan, un message qui lui demandait de lui faire préparer : "Un verre d'eau glacée, des gâteaux et une chaise percée." On plaça la chaise percée dans un coin de la bibliothèque en bas, et Primoli avait choisi son endroit pour faire un instantané du shah en position ; malheureusement, le shah voulut que la chaise percée fût placée à l'image d'un trône, au milieu de la pièce, et Primoli fut déçu... "Un saligot, s'écrie la princesse, un saligot!" (14 août)

On attendrait d'autres historiettes censurant la reconquête du passé et la main étendue sur l'avenir, et qu'il faudrait décrypter comme celle que nous venons de citer. Au contraire, vaste silence... rien qui concerne la divinisation des Grands Ancêtres par la sculpture (comme dans l'Ile de Pâques), le triomphe du système décimal dans cette extraordinaire *Centième* (quel rêve impossible pour Goncourt dramaturge !), la régularisation de l'Univers, dont les Idées viennent converger de tout l'espace au foyer de la Lumière, cependant que rayonne la Promesse d'une Ere nouvelle, dont les Siècles des Siècles substitueront leur sage et raisonnable ordonnance aux *règnes* si bêtement inégaux. L'Histoire a pris le pouvoir et à son tour fabrique du mythe, déchaîne un Carnaval que dominent les Géants de 92, anime l'usine à rêves (quel décor de cinéma avant la lettre!), décrète les nouveaux jours fastes et les nouveaux jours néfastes, du Dix Août à la Saint-Barthélémy. Promesses de bonheur, et bien décidés en réalité à réconcilier les classes en faveur de la Bourgeoisie urbaine, bénéficiaire des coups d'encensoir des manuels, le Centenaire et l'Expo annoncent en réalité un Néo-Conservatisme enté sur une Grande Peur, et recommencent dans l'Idéal, pour éviter de refaire dans la réalité. Le caractère abstrait du Pouvoir permet de rendre innocent ce mélange de Robida, de Jules Verne et de Loti, auquel correspond le carton-pâte historique des cérémonies. L'Ancien Régime recommençait selon la Nature (le Roy est mort, Vive le Roy!), la République recommence en rêve, insérant l'exceptionnel dans le banal par la vertu de la *date* (notre religion nationale) et la magie de la reconstitution, en évitant l'erreur qui avait consisté, en 48, à *jouer* vraiment et

trop juste la Première République (Juin avait vite suivi Février!). On s'enferme prudemment dans les Origines : Hercule au berceau étrangle les serpents, souffre, milite, il triomphe, *il a triomphé* : que demander de plus ? Il serait sacrilège, insinuent les mandarins de Paris, d'aller au-delà du retour cyclique des rites de mémoire, comme en Chine... Mais les considérations sur le Sacré sous ses différents anamorphoses ne peuvent pas plus pousser dans le *Journal* que des fleurs sur le béton.

\*

\*      \*

Le temps passe, et la plus adroite contre-offensive de l'Histoire va l'emporter, *doit* l'emporter dans notre perspective... Tout s'est décidé à Londres, vrai pivot du Monde, capitale du véritable Empire, port de l'Univers, et faiseur de Paix sur tous les continents, y compris notre turbulente Europe. La Foire du Champ-de-Mars a associé (chose neuve) les idées de République, d'argent facile, de prospérité, de bonne vie et de tranquillité. Les cochers de fiacre et les hôteliers se frottent les mains, les conscrits n'ont pas envie de prendre la direction de l'Est, les journaux à un sou font de Carnot un grand homme. Rouvier a rassuré les capitaux, et Spüller tous les conservateurs, et d'abord ceux de Londres. La Bourse a joué le Pouvoir en place alors qu'elle avait joué Brumaire et Décembre — et les Socialistes ont consenti à leur hara-kiri électoral. Pour ceux qui, comme nous le sommes, sont attentifs aux *signes*, la machine à dater, qui avait marqué de jour en jour les étapes de la victoire d'une Contestation en 1789, marque en 1889 celle de la victoire d'un Pouvoir, et le 6 octobre, Paris, qui, en 1789, avait fait entrer son *Boulangier* dans ses murs l'en chassera en 1889... Puis la machine à dater datera de nouveau à l'endroit.

1790 Fausse réconciliation	1890 Le Ralliement
1791 Dérapage dans le sang : au Champ de Mars, la troupe tire	1891 La troupe tire à Fourmies
1792 La Guerre	1892 Succès socialiste
1793 La terreur à l'ordre du jour	1893 La Terreur noire
1794 La guillotine met fin à à la Terreur	1894 La guillotine met fin à la Terreur

En attendant, tout est prêt pour que la réforme du mode de scrutin produise son effet. Les antirévisionnistes, tant bien que mal, forment bloc. Le vieil homme semble alors détaché des événements, ou peu s'en faut. Ils sont pourtant passionnants, et encore une fois l'Histoire paraît hésiter. L'assaut héroïque des boulangistes reconstitue un instant le Midi blanc et s'empare de l'Est. Les socialistes ont traîné des pieds devant les urnes, c'est visible... Mais, si le second tour est encore incertain, les républicains poussent un soupir de soulagement — ils attendaient pire. Que pense Goncourt ? un sentiment de déception filtre tout de même derrière l'expression de ce qui sera le plus ressassé des lieux communs réactionnaires, l'opposition du pays légal et du pays réel tyrannisé par un menu caprice des chiffres, voire par une "majorité" qui n'est qu'une minorité du corps électoral :

Une singulière forme de gouvernement, ce suffrage universel qui ne tient aucun compte des minorités, quelque nombreuses qu'elles puissent être. C'est ainsi que si les 36 millions de Français, hommes et femmes, votaient et qu'il y eût d'un côté 18 millions moins une voix et de l'autre 18 millions plus une voix, les 18 millions moins une voix pourraient être gouvernés absolument à rebours de leurs croyances, de leurs sentiments politiques, de leurs tempéraments de conservateurs ou de républicains. (24 septembre)

On sait les résultats du second tour. Bien souvent ils n'ont été acquis que d'extrême justesse. Constans aurait-il bourré les urnes ? En tout cas il n'avait cessé de crier victoire

avant l'heure pour décourager l'ennemi, et le *Journal* en porte le reflet. Avant même le scrutin, Goncourt enrage du triomphe de l'adversaire, et l'on ne manquera pas d'observer qu'il le voit toujours sous le même angle, celui de l'implacable progrès des juifs :

Songe-t-on qu'au jour d'aujourd'hui, nous avons soixante-huit préfets juifs et que cette prépotence de la race dans l'administration française n'est rien auprès de l'influence occulte des petits conseils sémitiques, en permanence dans chaque cabinet de chacun de nos ministres ? Et dire que nous devons le bienfait de cette nomination judaïque au grand Français Gambetta, que, sur le souvenir de son physique, je continue à croire un juif. (4 octobre)

Il n'est pas question ici de juger Boulanger. Nous verrions volontiers en lui une sorte d'agent provocateur de l'espèce supérieure, qui aurait échappé au contrôle des Républicains radicaux et n'aurait plus su quelle attitude adopter, coincé entre des ambitions personnelles soudain développées en lui et les moyens de reprise en main que pouvaient garder ses anciens patrons. Quant à sa maîtresse, ancienne maîtresse d'un prince allemand et stipendiée par Constans, elle l'aida, bien entendu, à ne pas agir dans les moments décisifs, dans l'intérêt et de Bismarck et du Ministère. Cela expliquerait fort bien un certain nombre de faits qui ne trouvent pas d'explication dans le cadre de l'étiologie habituelle : l'allure hannetonante de la démarche de Boulanger, l'extrême réserve des princes de l'Eglise, le silence de la Hiérarchie, les propos ahurissants du général détruisant les effets positifs de son action par des petites phrases stupéfiantes immédiatement colportées. Cette explication remplacerait avantageusement celles qu'on donne habituellement, et qui invoquent la suffisance bien connue du beau Candidat, la fatigue, l'usage de la morphine etc. Il faut que le Boulangisme ait été bien fort pour livrer dans ces conditions-là sa dernière bataille avec quelques chances de succès.

Si l'on refuse cette interprétation, on verra dans le Boulanger de 1889 un homme dont l'heure historique est passée. Elle a sonné en 1886, lorsqu'il a réconcilié par sa person-

ne, par les manifestations auxquelles il présida, par vingt mesures que l'on crut démagogiques, et qui furent profondément efficaces sur le terrain essentiel du moral, l'armée avec la Nation. Il est facile de mépriser les hommes politiques du temps, écrasés dans la perspective historique entre les pères fondateurs de la République et ceux de 1918 auréolés par l'épreuve et la victoire, Clemenceau formant lien entre les deux équipes — mais comment prendre au sérieux Tirard et Floquet ? Or, jamais la France n'a été mieux gouvernée : pendant que Rouvier prépare l'Alliance Russe en ouvrant au tsar le coffre-fort français, que Floquet jette les bases d'une nouvelle Entente Cordiale, qu'Etienne et d'autres encore travaillent à nous doter de l'Empire, réservoir des forces qui nous permettront de ne pas être écrasés, dans la guerre d'usure, par le potentiel allemand, que la *Jeune Ecole* du Ministère de la Marine, en faisant primer le bâtiment léger sur le cuirassé, rassure définitivement l'Angleterre, Boulanger encourage, intuition géniale, ceux qui dotent notre armée du fusil Lebel et du 75. Moment prodigieux... on a beaucoup admiré Bismarck feignant d'avoir peur de Boulanger pour faire voter les crédits militaires par une assemblée réticente — n'avait-il pas deviné, en grand homme d'Etat, la mise en place d'un avenir fatal à son œuvre ? Ici l'on retrouvera Clemenceau, qui a choisi Boulanger, laissant les historiens perplexes... Quels mécanismes secrets sont donc à l'œuvre derrière la toile de fond de la comédie politique ? Le Tartarin de Longchamp est, sur un autre plan, celui qui forge vraiment les armes de la Revanche qu'il semble incarner... qu'il semble seulement ?

Goncourt ne voit pas si loin mais tire sans le dire une leçon bien claire des événements : la République est plus solide qu'il ne l'avait cru, meilleure manouvrière, moins naïvement bavarde et foncièrement gâtée qu'il ne le pensait. Il a aussitôt une bien meilleure opinion de la nomenclature opportuniste, au point de ne pas hésiter, quelques mois plus tard, à dîner avec le ménage Floquet. (Qu'elles sont charmantes les femmes des hommes à poigne !) Quel aveu de soumission devant la Force ! Elle sera la loi du vingtième siècle, c'est visible. Mais la République n'a pu attirer ces nouvelles sympathies que dans la



mesure où elle a fait figure de grande puissance conservatrice en face des trublions, ce qui la coupe des socialistes qui sont ses créanciers. L'axe de notre vie politique vient de se déplacer. L'aristocrate pragmatique prend acte : l'aristocrate de l'antiquité combattait le tyran, l'aristocrate moderne le recherche.

En attendant, Goncourt visite l'Exposition avec un esprit apaisé. Les foules exagérément hilares continuent à provoquer son dégoût, mais elles ne paraissent plus menaçantes et le vieil écrivain se laisse aller au plaisir de la contemplation de tant de choses extraordinaires. Jamais son sens de l'observation n'a été aussi aigu et il reste le témoin le plus réellement intéressant au milieu de la décourageante pile de comptes rendus. Le *Journal* revêt alors son aspect le plus décidément passionnant, série de petits poèmes en prose que nous lègue l'œil le plus pénétrant de son temps. Cette capacité miraculeuse à donner l'impression de la présence réelle parvient à être émouvante, et c'est l'un des charmes les plus étonnants d'un ouvrage énorme que nous apprécions fort sans trouver ridicules les motifs qu'ont d'autres lecteurs de le détester.

Impossible de ne pas déposer les armes devant cette merveille de *rendu* :

J'entre à l'exposition au pavillon des forêts, à une heure où la lumière commence à devenir un rien crépusculaire, et c'est pour moi vraiment comme l'entrée dans un palais magique, bâti par les fées de la Sylviculture, dans ce palais aux colonnes fabriquées avec ces vieux troncs d'arbres, qui ont pour ainsi dire les couleurs naturellement obscurées des ailes des papillons de la nuit. Et si je pouvais détacher mes yeux du *bouleau verruqueux*, avec ses taches blanchâtres sur ses rugosités vineuses, du *cerisier merisier*, avec son enrubannage coupé de nœuds, qui ont quelque chose du dessin contourné d'une armoire de Labelle, du *fagus*, du hêtre comme tacheté, moucheté, d'éclaboussures de chaux sur son tronc lisse si joliment grisâtre, de l'*épicéa élevé*, avec son écorce qu'on dirait sculptée sur toute sa surface de folioles rondes, du *populus canescens* au joli ton verdâtre, qu'avaient adopté comme fond les grisailles amoureuses du XVIIIe siècle. (11 octobre)

ou ces pénétrantes remarques qui ouvrent sur l'abîme :

A l'exposition.

Antiquités cambodgiennes. Ces monstres à bec d'oiseau qui ont l'air d'appartenir à une période d'êtres *plésiosaures*, ces sphinx en forme de *cynocéphales*, ces éléphants à l'aspect d'étranges colimaçons, ces griffons qui semblent les féroces paraphe d'un calligraphe géant en délire. Et au milieu de l'ornementation de queues de paon, d'yeux de plumage, ces divinités à plusieurs bras, ces attelées d'hommes à la pantomime inquiétante, ces danseuses aux formes de fœtus, coiffées de tiaras, au rire *héliogabalesque* ... Oh! ce rire dans ces bouches bordées de lèvres comme on en voit aux masques antiques! Et encore ces têtes aux oreilles semblables à des ailes de chauve-souris, et avec l'ombre endormie et heureuse sous leurs paupières fermées, et avec l'épatement sensuel de leur nez, et qui ont comme la tranquillité jouisseuse d'un sommeillant en une pollution nocturne... Tout ce monde de pierre a quelque chose d'hallucino-générique, qui vous retire un moment de votre temps et de votre humanité. (15 octobre)

Tout cela console de tant de pages irritantes. Le Centenaire a peu inspiré et mal inspiré l'auteur du *Journal* illustre. Gageons qu'il s'illusionnait quand il menaçait les Républicains (en catimini, dans ses notes seulement...) du polémiste forain qu'il *aurait* pu être, s'il l'avait voulu :

Vraiment, en ces jours de Constans, de Thévenet, de Rouvier, de Beaurepaire, je me sens des velléités de faire de la littérature politique... Je regrette de n'être plus jeune, il me semble que j'aurais été un polémiste moins *Palais-Royal* et à la dent plus mauvaise que Rochefort. (20 août)

Il n'est même pas réellement amusant (sinon à ses dépens) en commentant l'actualité entre ses soieries japonaises. Après tout, le seul coup redoutable qu'il porte n'est-il pas... de parler peu de ce qui retient l'attention de tous, de ce dont le Gouvernement veut faire l'*événement* par excellence, transformant une année comme les autres en année sainte, la mettant *hors de pair* — cependant que le *Journal* suit son chemin, banalisant par la routine, refusant de reconnaître l'exceptionnel par le seul fait d'en parler sans cesse... ou de n'en pas parler du tout. L'*événement n'existe plus*, noyé au milieu de cent

choses qui le ramènent à leur niveau — le mot même de Centenaire n'est pas prononcé. On y pense, bien sûr, mais comme à ces obligations officielles qui d'avance lassent et écoèrent. L'année unique se fond dans la suite des temps, et seules les allusions (elles ne sont pas très nombreuses) à l'Expo différencient 1889 de 1888 ou de 1890 dans le Journal d'Alceste, ennemi de tous les hommes (et parfois de ses meilleurs amis), mais avant tout ennemi d'Israël, banquier des ambitions heureuses de ceux qui ne veulent pas rester à leur place.

Tout compte fait, *La Patrie en danger* grandit dans cette perspective. Oeuvre de *bonne volonté*, tentative de synthèse maladroite mais "sympathique", révélant dans le personnage du Comte l'idéal secret des auteurs, éclairant leur aristocratie foncier, ébauchant la résurrection d'une société qui résume leur idéal humain en trois personnages, le réactionnaire sceptique, la grande dame à la *hauteur* implacable, la jeune fille nativement sublime, bref trois parangons de *sang pur*, elle retient l'attention non dans la mesure où elle anime des êtres indépendants mais où elle dénude, et, osons le terme, psychanalyse les auteurs. D'autre part, solidement scolaire, à la façon du théâtre des Jésuites, elle n'est pas indigne, si l'on sépare le domaine de la pure littérature de celui de l'art dramatique, d'une commémoration capitale. Avouons qu'elle est même, à cent ans de distance, *l'événement* à cet égard, méprisé, bien sûr, par les contemporains. L'ironie du sort aura voué à un piteux échec la meilleure évocation par quelque art que ce soit (et cela dit le niveau de l'art officiel !) de la Grande Révolution. Une autre marque d'ironie la faisait sortir du cerveau de deux ennemis, discrets mais résolus, de l'idée même de Révolution (qu'on se rappelle l'ignoble comparaison avec les hémorroïdes : de la merde et du sang...) et de 89 en particulier. Le gouvernement aurait dû encourager secrètement cette tentative patriotique de réconciliation, cette reconnaissance par l'Adversaire du caractère grandiose, prodigieux, sans exemple, de la catastrophe fondatrice, assez apocalyptique pour précipiter aux Enfers la perfection même de la Civilisation, sa fleur suprême, en faisant

surgir, chose inimaginable, des bourreaux dignes de la victime.

*Pour élargir le débat, ou le syndrome de Céline*

Nous ne pouvions évidemment pas parler de toutes les têtes "pensantes" qui célèbrent à leur manière, de 1888 à 1894, tous les anniversaires, de Vizille à la Grande Terreur. Le vieil Edmond n'est qu'une des bouches du chœur. Une thèse n'épuiserait pas le sujet. De l'examen Goncourt sort, bien entendu, encore moins original, mais moins bas : il a tant de complices ! Il n'est même pas question de les évoquer, de Gyp à... Claudel (quel plus effrayant rêveur de coups de force que l'auteur de *Tête d'or* !). Bien sûr son éternel "tous les politiciens sont des canailles, tous les partis se valent" lasse, mais on notera en sa faveur, pour conclure, quelques détails intéressants. Il a bien vu l'importance du phénomène Tour Eiffel, dont le centenaire sera le cœur vivant du... Bicentenaire. Cet homme vieilli, aigri, chahuté, a l'élégance de ne pas piétiner le vaincu, réfugié dans une île de Jersey qui, cette fois, ne suscita pas un nouveau Prométhée. Il avait retrouvé son mépris dans Boulanger, il évite de le salir abattu, et cette aristocratique défausse est plus digne que le méprisable "Bonsoir Messieurs" d'Arthur Meyer, voix d'une caste nobiliaire qui se vengeait d'avoir dû présenter les dames à Boulanger. Enfin il évite l'anarchisme élégant et facile des jeunes : il appartient à la génération de ceux qui ont vu la Commune...

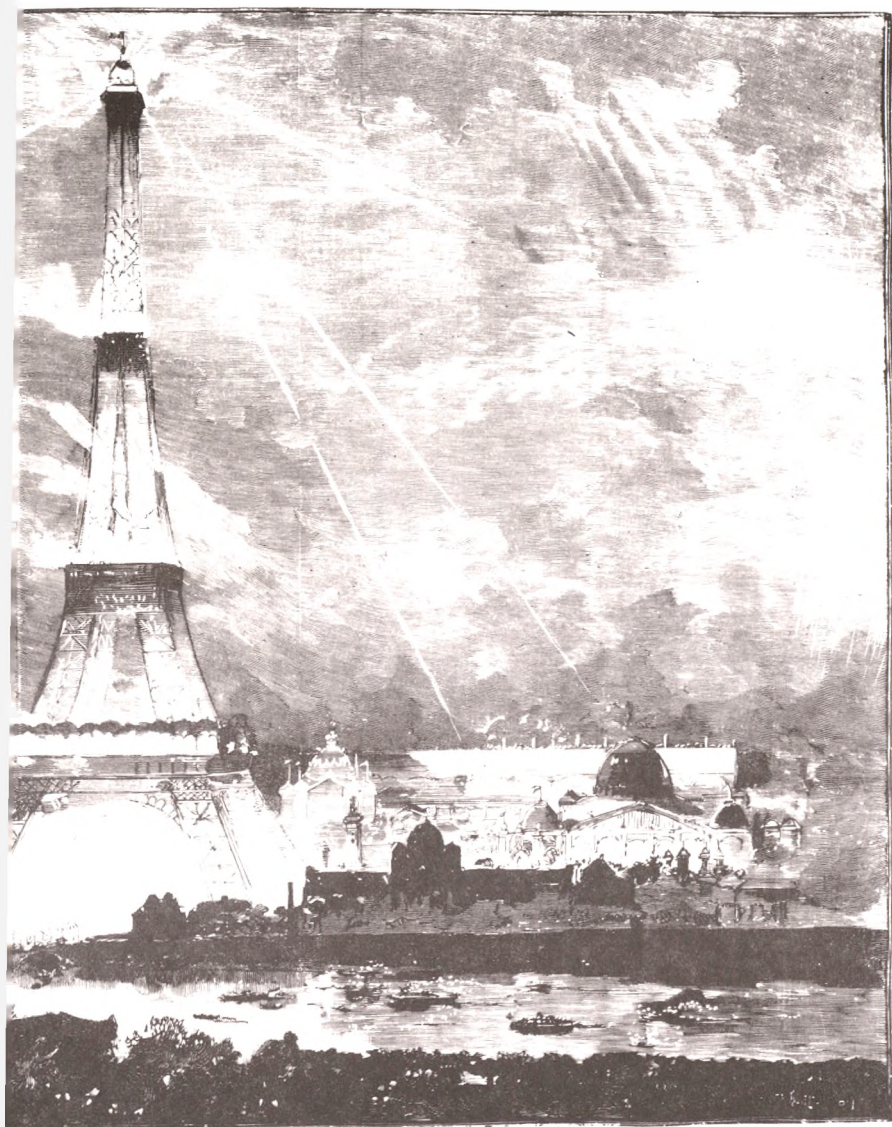
Il faudrait bien sûr examiner aussi l'ensemble de son œuvre, et voir encore une fois dans l'antisémitisme la donnée essentielle — mais pour affirmer aussitôt qu'il s'agit là (et le souvenir historique nous paraît sur ce point l'objet d'une censure) du lieu commun des esprits dans l'aristocratie depuis le temps de Chateaubriand. Ce n'est pas seulement de Toussenel à Drumont, mais des philosophes aux aristocrates que l'antisémitisme a glissé. Goncourt est à cet égard très relativement paradoxal : aristocrate, voltairien, antisémite. Un antisémitisme assez fort pour lui servir visiblement d'armature morale au lendemain de la rude déconvenue de *La Patrie en danger*, où il avait voulu en somme réaliser à son profit un transfert de sacralité (fort équivoque, mais celui-là même que réalisait parallèlement Boulanger !). On invoquera avec un sourire la dramatique mésaventure d'un autre antisémite qui avait compté sur une autre Exposition universel-





LES FÊTES DU 1<sup>er</sup> MAI — Les illuminations et l'embrasement de l'





sur Eiffel - Vue prise du Trocadéro. — D'après l'illustration originale de M. M.



le, et délira de plus belle après sa désillusion. Faut-il parler d'un syndrome de Céline ?

Notre jugement sur le *Journal* a pu paraître sévère. Il est entendu qu'il ne se justifie que sous un angle d'attaque donné, et qu'il faut louer chez Goncourt une vertu essentielle, la sincérité de l'enregistrement immédiat. Il voit Méténier et ne voit pas Bergson... C'est la preuve que le *Journal* n'est pas refait — tant de journaux, à commencer par celui de Gide, donnent l'impression d'être refaits après coup ! Goncourt n'a pas le sens du sacré, avons-nous dit — nous l'avons encore moins : nous aimons l'authentique sauf en matière de sacré, nous voulons le Carnaval sans abstinence, et la Fête sans famine... C'est très froidement que, penchés sur 1889, nous décelons le transfert du sacré sur l'espoir, le baiser Lamourette du Temps et de l'Eternité (sous un monarque tout est faste !), la magie blanche du retour carnavalesque de l'aboli, et ses risques de magie noire, l'art qu'eut la République de transformer notre affaiblissement en martyr du Juste et du Vrai (que l'on compare avec le Jubilé de Victoria, cet étalage de forces réelles !). Il suffisait, pour que l'Europe admette la chose, que la fermière casquée laisse le militantisme aux nouveaux fous de Dieu, les missionnaires d'Abd-ul-Hamid, qui allumèrent dès cette époque le feu auquel nous nous brûlons aujourd'hui. En revanche, dans les profondeurs, des choses graves s'agitent, et 89 n'est pas sacré que pour ceux qui le combattent : derrière le duel du Celte Boulanger et du Romain Constans, il faut voir la célébration d'un succès de ce qui est romain sur ce qui est germanique. La France a été libérée en 1789 d'une oppression millénaire, et la conquérante du ciel, la tour Eiffel, est un défi, un symbole masculin. En revanche l'arche de 1989 sera réconciliatrice, symbole féminin, et la célébration ne s'inspirera plus du triomphe romain mais d'un autre paganisme, celui du Nord. Ainsi va le monde... En ce qui concerne Boulanger, on signalera que les Républicains, par l'intermédiaire des manuels scolaires et d'autres média, ont réalisé une forme originale de censure du souvenir. Il était impossible de chasser complètement Boulanger du passé. La ruse consiste à en faire un aventurier illuminé (n'a-t-il pas sur les fourneaux de pipes la tête du curé d'Ars ?) qui perd bêtement ses chances en quelques minutes et n'est plus qu'un pantin que Paris délaisse pour d'autres amusettes. Les fonctionnaires du temps en jugèrent autrement. On put vraiment penser le 1er janvier que le Centenaire, comme la guerre de Troie chez Giraudoux, pourrait bien ne pas avoir lieu... et quand Boulanger vient à Tours au Printemps, il y a des soldats, baïonnette au

canon, jusque dans les Prébendes ! A l'intérieur de la mystification susdite, Barrès devient précieux. Il avait besoin d'une nuit du 27 au 28 particulièrement dramatique — il est aisé de retourner contre ses amis le romancier de *L'Appel au soldat* (cette idée de Louis XVI !). Mais cette prise de vue ne peut s'opérer que de loin : en 1889 le Centenaire est suspendu au-dessus de sa propre catastrophe.

Au moment où la Troisième voit s'achever le cycle des dix-huit premières années de son existence (les cycles de dix-huit ans commandent notre vie publique, les Expositions, elles, se succèdent selon un cycle de onze ans, rythme des maxima des taches solaires), elle penche vers la mort, et qu'on ne dise pas que la coalition hétéroclite que menait Boulanger, sous l'enseigne de ses discours vides, était condamnée à voler en éclats dès l'arrivée au pouvoir. Les alliages sous vide sont les plus solides, et Boulanger maître des croix, des titres et des prébendes, eût régné... dix-huit ans, comme Napoléon III qui avait su durablement séduire et Proudhon et La Rochejacquelin.

L'examen du *Journal* permettrait de former d'avance le stock d'idées qui servira de doctrine au gros de la Droite française du XXe siècle, avant que Vichy ne forme le faisceau, ou bien ne noue la gerbe, selon l'image qu'on préfère. On notera que l'athéisme ou l'extrême méfiance à l'égard du Christianisme aide beaucoup à la clarification et à la cohésion de cette doctrine droitiste, orientée vers l'efficacité. Ceux qui la défendent (en étant perpétuellement sur l'offensive), ce sont les passagers du fiacre d'un mot illustre de Vigny : ils cherchent tous le bon cocher. Vœu international d'ailleurs (car la prodigieuse résistance de l'Ancien régime est un phénomène européen). On sait que si la préférence alla souvent aux maréchaux, un caporal éloquent peut paraître suffisant : au moment où le général Boulanger échoue (vainqueur, il eût été maréchal), naît un enfant prénommé Adolphe.

Le régime fut sauvé, entre autres choses, par l'équivoque *essentielle* de son Adversaire tel que nous croyons pouvoir le définir : abcès de fixation devenu gangrène. Il nous était impossible d'énumérer tous les autres facteurs qui sont entrés en jeu, et qui ont empêché Boulanger de réussir le 2 décembre légal que réalisera Hitler. Il y avait une crise en France, mais elle n'était pas assez violente, le racisme n'y remuait pas les mêmes profondeurs noires depuis le Moyen Age, le nationalisme n'y était pas adultéré par le fait d'avoir hérité de valeurs révolutionnaires, et, si la démocratie portait dans l'Allemagne de 1930 le signe de la défaite sur le

front comme dans la France de 1889, l'entrepreneur de choses nouvelles (*novas res moliri* !), le Catilina moustachu se montra doué de la qualité essentielle : faire passer à la trappe ses amis aussi vite que ses adversaires. Au contraire, c'est Mackau-von Papen qui phagocyté Boulanger. Ajoutons l'art avec lequel Constans inventa le non-événement en se servant du procès des Boulangistes en Haute-Cour, le désir de paix, la crainte d'un nouveau siège, l'effet dissuasif de la menace d'un retour à un ancien régime bien plus effrayant que le Second Reich. Ce n'est qu'en apparence que l'année 1889 semble descendre du 27 janvier (il est trois sortes d'années : descendantes, ascendantes comme 1851, acméiques comme 1789) — mais les Républicains n'en jugeaient pas ainsi sur le moment même : ils sont étonnés d'être, et entreprennent de réconcilier leur fragilité avec le Temps, se sacrent eux-mêmes au canon, veulent sans cesse suggérer aux sceptiques, dans un pays où l'on n'existe que par références, la volonté de Dieu. La génération, toujours mythique dans les familles, des arrière-grands-parents prend la place de Pharamond et Cléo celle du Christ.

Maurice Penaud  
Université de Tours

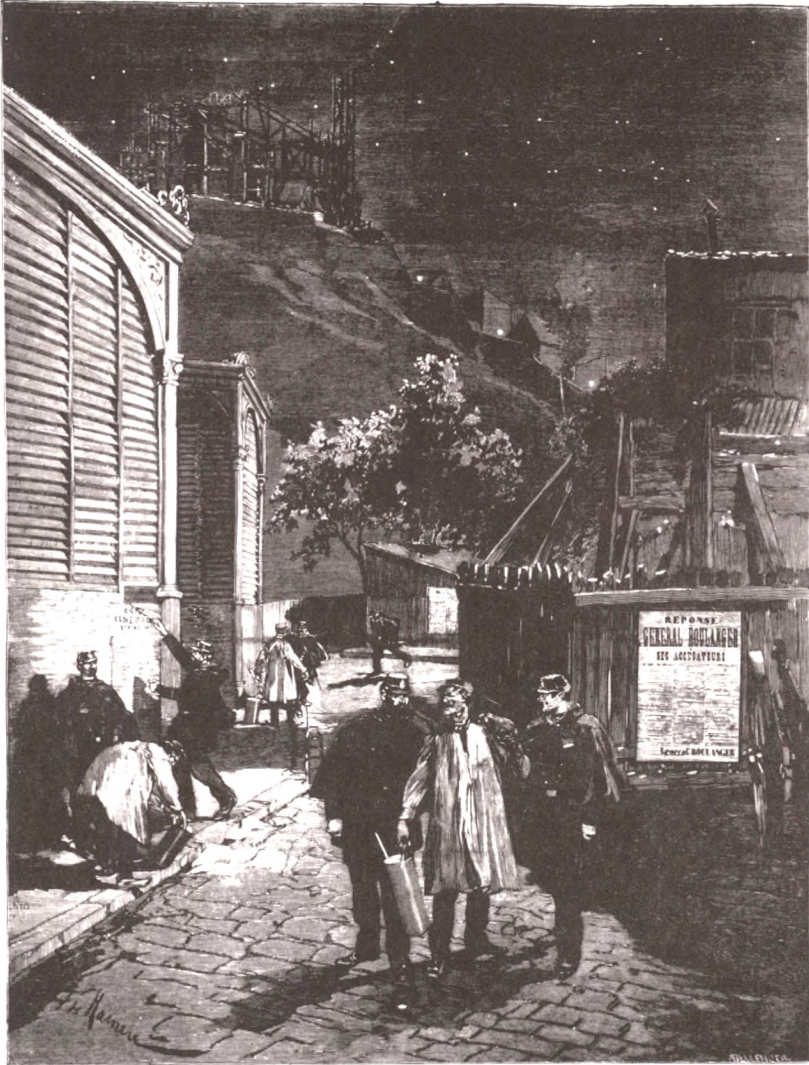


# L'ILLUSTRATION

Prix du Numéro 75 centimes

SAMEDI 21 SEPTEMBRE 1889

47<sup>e</sup> Année. — N<sup>o</sup> 21



— A. HENRI. ELECTRIQUE  
L'ILLUSTRATION DE LA VILLE DE LAUSANNE EN 1889



**LES DERACINES :  
BARRES,  
LES LUMIERES, ET L'ENERGIE NATIONALE**

Entre l'époque où Barrès en situe l'action (1880-1885) et leur date de publication (1897), *Les Déracinés* occupent une espèce de position décisive par rapport à la commémoration de la fondation de la France moderne par la Révolution. Plus précisément, ils sont liés au centenaire par deux éléments concomitants : l'un, d'ordre social et politique, est l'établissement définitif d'une certaine France républicaine avec le triomphe ambigu de la démocratie représentative ; l'autre, de même nature, mais avec une dimension culturelle plus vaste, qui touche aux fondements de la mémoire nationale, est le rapport étroit de l'œuvre avec le grand livre critique dans lequel Taine, de 1876 à 1891, va du bilan de la fracture révolutionnaire à un procès de la société de la méritocratie républicaine, ou soi-disant telle : les dernières pages des *Origines de la France contemporaine*, sur l'école de la République, fabrique de déclassés et d'inadaptés, héritage conjoint des Lumières et de la Révolution, sont en relation évidente avec le roman de Barrès.

On sait bien cependant que, quel que soit le parrainage que le publiciste-philosophe accorde à Roemerspacher, le roman est autre chose qu'une illustration des thèses tainiennes. Et cela surtout parce qu'il déplace la perspective du procès fait à l'héritage éclairé et révolutionnaire. Parce qu'il veut être un premier tableau féroce des politiciens issus de l'opportunisme radical, et surtout des forces sociales qui les vivifient, des notables et de la classe intellectuelle aux journalistes miteux et

aux répétiteurs de collège, il ne prend pas d'abord en compte les polémiques sur l'influence délétère de l'intelligentsia ou la violence révolutionnaire ; et l'objet de l'attaque, c'est finalement l'héritage post-thermidorien, idéologue et libéral, actuellement en cours de restauration...

C'est pourquoi il faut partir d'une mise au point sur l'es-pèce de syncrétisme historien depuis longtemps repéré chez Barrès, soucieux de réintégrer tous les confluent, des Lumières à la Révolution et au monde napoléonien, dans le grand fleuve de l'énergie nationale, pour bien saisir, en contraste, la valeur du tableau destructeur de ce qu'on considère aujourd'hui comme l'héritage conjoint du siècle éclairé et de la Révolution : la démocratie représentative et le règne de l'opinion. Car le génie de Barrès est de jeter un pont entre les deux faces, entre l'avert et le revers de ce libéralisme, règne des élites éclairées et des *leaders* sociaux et/ou intellectuels, et cosmopolitisme et universalisme ici baptisés kantien. C'est l'occasion de cerner autour du centenaire de la Révolution un moment du procès de l'idée démocratique en France, à travers le conflit de l'individu comme énergie et de l'individu comme social, à travers la critique de la communauté conçue comme nation ou comme pensée du contrat.

Il est à peine besoin de rappeler comment pour Barrès, tout ce qui a fait l'être historique de la France, et qui est constitutif de son énergie nationale, peut, doit être repris comme élément de culture, au sens fort du terme : vision d'une entité hiérarchisée et concertante, qui n'est pas sans rappeler certaines conceptions métaphysiques. S'agissant de notre France moderne, on voit ce contempteur de l'intelligence, cette "petite chose à la surface de nous-mêmes", faire l'éloge de l'ancienne bourgeoisie éclairée diffusant les Lumières ; et il est peut-être plus près dans son éloge de la réalité des faits que ceux qui s'en tiennent à l'exaltation d'une intelligentsia. Écoutons-le parler de :

cette honorable et vigoureuse bourgeoisie provinciale qui semble aujourd'hui saignée ou supprimée par les grandes secousses de la

Révolution, par les guerres de l'Empire, par le fonctionarisme, mais qui tout de même a duré assez pour assurer aux idées de l'Encyclopédie une diffusion telle que, jamais plus, semble-t-il, la France ne sera privée de leurs parties essentielles.<sup>1</sup>

Quant à la Révolution elle-même, le romancier laisse au hobereau Saint-Phlin le soin, non pas de la justifier, mais de lui conférer une sorte de légitimité originelle, le lien de sang et de contrainte prenant au niveau de la communauté nationale une valeur positive qui transcende le domaine privé :

Mon aïeule a été guillotinée en 93. Nous sommes une vieille famille du Barrois autonome. Ainsi la Révolution nous a été imposée. Et la France aussi nous a été imposée. Mais enfin, bien que la Révolution et la France aient été faites contre nous, nous ne pouvons empêcher que nous soyons leurs fils.<sup>2</sup>

L'énergie nationale n'est pas seulement à la fois le corollaire et l'opposé de l'unité nationale dite jacobine (ici, elle est restituée à ses vraies origines). Elle procède d'une espèce de fusion historique dans le temps ce qui conduit à confronter, d'une certaine façon et dans certaines limites, la position barrésienne avec les grandes leçons de Chateaubriand, quelles que soient les critiques de celui-ci contre "l'école fataliste". On voit donc dans les *Déracinés* à la fois l'éloge des *Origines* de Taine et celui de l'*Histoire de la Révolution française* de Michelet, "sublime épopée" ; et on sait le rôle que jouera à la fin du roman l'enterrement de Hugo, qui servira de contrepoint à un étrange dénouement. Le cadavre glorieux de l'homme qui, selon les paroles de Sturel, âme d'élite, semblait essentiel pour maintenir l'unité et la fraternité françaises<sup>4</sup>, représente le côté spirituel d'une œuvre de mort nécessaire dont les atrocités de Racadot et de Mouchefrin sont le pendant ignoble — et indispensable...

On voit du reste qu'il ne s'agit pas d'idéologie consolatrice mais d'une relation à l'identité nationale qui veut allier l'être historique à des configurations inconscientes sur quoi il y aurait beaucoup à dire. Notre propos était de rappeler d'abord le pôle idéal par rapport auquel prennent sens pour

Barrès les éléments conflictuels dont il croit faite la société française de son temps. Au lieu que ce syncrétisme historien aboutisse à une idéologie conciliatrice, tout juste bonne à être une autre forme d'opportunisme, il débouche sur la dénonciation d'un système social, qui est la mauvaise forme de l'héritage éclairé, source de tensions dirimantes et corruptrices qui mettent en péril l'unité mythique et mystique de l'être national. La France républicaine issue des Lumières et de la Révolution sous leurs espèces progressiste et libérale est en proie à deux ordres de contradictions délétères, qui corrompent l'énergie historique de la nation : celles qui naissent des conditions de la formation et de la domination des élites républicaines issues de l'expansion du système scolaire et universitaire ; celles qui s'expriment dans le décalage entre l'idéologie universaliste qui se voudrait dominante et les jeux d'intérêts qui sous-tendent la mascarade de la démocratie représentative. On voit qu'on a là la formule politique du roman des "déracinés"...

S'agissant du Barrès de 1897, il serait insuffisant de faire de son hostilité à l'élite républicaine, à la république des professeurs, comme on le dira plus tard, un prolongement d'une sorte d'anti-intellectualisme : Sturel vante le "vrai intellectuel" qui n'aurait pas peur de la vie comme le frileux M. Taine, et qui, à l'inverse du "kantien" Bouteiller, serait "un magnifique joueur mené par les seules émotions du jeu" <sup>5</sup>. Et on ne ramènera pas non plus cela à un provincialisme historique de la terre et des morts, au lamento sur l'arrachement à leur milieu originel des petits Lorrains fascinés par la ville-pôle de la centralisation et du pouvoir. Il s'agit en fait d'une vision sociale plus précise que cette mythologie, à partir de laquelle le publiciste s'en prend non pas à l'idéologie d'inspiration vaguement "condorcettiste" d'expansion du progrès par l'éducation : comme dans les derniers chapitres des *Origines*, Barrès établit un rapport entre le nombre des candidats à l'accession aux élites par le mérite personnel et, à la fois, l'étroitesse de la sélection et le processus réel de promotion des nouveaux notables, qui vivent d'un idéal d'élévation sociale et le contrôlent féroce-ment. Certes, Barrès ne prend pas la défense du "peuple", qui n'existe pour lui que comme engrais obscur de

l'être national, quelles que soient les références passagères à Michelet. Il n'y a pour lui que la plèbe qu'il hait, et les deux déracinés populaires, Racadot et Mouchefrin, sont "bons pour la voirie" (qui a son rôle et son utilité). Mais l'objet privilégié de son animosité, c'est le "prolétariat des bacheliers", ramassis de demi-intellectuels (le mot existe ici, avant les manifestes dreyfusards), vivier de leur parti, force corruptrice d'aigris et de déclassés grouillant sur la montagne Sainte-Geneviève. Cela en fait une réalité double : d'une part, c'est un danger pour l'ordre, bon quelle que soit sa nature. On n'ira pas chercher très loin les sources des pseudo-historiens comme Augustin Cochin :

Ce qui renverse un gouvernement et qu'il faut toujours surveiller, ce sont les déclassés, qui, dignes d'y prendre leur place, se heurtent à des obstacles infranchissables.<sup>6</sup>

Mais d'autre part, quel que soit le péril de cette "surproduction du mérite", ce petit peuple qui dans le meilleur cas nourrit la cohorte des journalistes, des polémistes, des avocats, a un rôle positif, si l'on peut dire, pointé par le banquier Reinach : il est à la fois un ferment et un soutien complice, dans le cadre d'un jeu féroce :

Dans notre système, cela (le renversement du gouvernement) n'est pas à craindre. Nous accueillons tous ceux qui sont en mesure de s'imposer. Nous sommes précisément un personnel de déclassés.<sup>7</sup>

Ce qui intéresse Barrès, c'est bien le procès du mythe pédagogique des Lumières, dont le professeur kantien Bouteiller s'est fait le théoricien. Il ne s'agissait pas seulement pour lui d'un idéal de promotion, mais d'une sorte de réalisme social qui avait aussi son degré de vraisemblance — et de cynisme. La dynamique laïque de l'instruction obligatoire, unie à une morale et à une philosophie civiques simples serait l'outil rêvé d'un meilleur rendement du corps social, formé à la discipline et à l'accomplissement encore plus qu'à l'observation des lois. Le propos de Barrès est de montrer en perspective l'articulation des deux points de vue : idéalisme *et* utilitarisme social

d'une part, darwinisme social de l'autre. Après quoi, il n'y aura plus qu'à demander aux bonnes gens de revenir aux hiérarchies "naturelles"...

Toutefois, ce qui est le plus susceptible de nous faire réfléchir aujourd'hui, c'est la critique de l'idéologie universaliste républicaine, dont Barrès croit pouvoir montrer qu'elle sert de cache-misère à l'apothéose de la démocratie représentative. On sait qu'elle concerne la personne et la philosophie *enseignée* du professeur de philosophie "kantien" Bouteiller (nous venons de le voir s'exprimer autrement dans le cercle de Reinach), prétendu double du très réel Burdeau que connut Barrès. On sait que sur un plan plus général, il ne s'agit pas d'un artefact : le néo-kantisme républicain de Renouvier pendant et après 1848, exprimé jusque dans un *Manuel républicain* et un *Petit traité de morale à l'usage des écoles primaires* en témoigne ; et A. Thibaudet fit l'esquisse de l'histoire de cela voici presque soixante ans<sup>8</sup>. On remarquera surtout qu'il s'agit pour les publicistes nationalistes de pervertir radicalement la figure du philosophe psychopompe bienfaisant et directeur de conscience, ramené au statut de manipulateur dans une histoire où il n'est en fait qu'un comparse de second ordre. Cela se perçoit aux trois niveaux immédiatement repérables de la critique de l'idéologie universaliste, qui importe beaucoup plus à Barrès que la dénonciation de toutes les formes de violence pour lesquelles il éprouve une fascination quasi pathologique qu'il cherche à peine à cacher.

Il y a un premier aspect de caractère philosophique ou doctrinaire sur lequel on serait tenté de passer rapidement, tant il est lié à des formulations idéologiques bien des fois commentées. Il convient cependant de regarder de plus près l'opposition d'un "kantisme" ramené à quelques impératifs de la raison pratique sur l'universalité des maximes de nos actions, à la passion de l'*enracinement* comme source d'une volonté naturellement droite. Barrès ne propose pas face à l'affranchissement de l'homme éclairé une espèce de naturalisation sociale et historique de chacun, mais au fond quelque chose qui a les couleurs d'une autre libération, si on veut bien articuler les aspects de sa pensée. Au départ, il y a la Lorraine concrète et di-



versifiée, chargée d'une lourde mémoire dont sont dépositaires tous les réseaux de notables, de paysans et d'artisans : dans cet horizon n'apparaissent pas les sujets abstraits et puissants de la modernité économique, de la rationalité industrielle à cette universalité par le dénuement que fut le prolétariat. Mais de là sourd une exigence de réconciliation de chaque individualité avec son rapport à la paix et à l'ordre dans un lieu vivifiant, qui n'est jamais donné aux citoyens prétendus égaux de la république idéale. Ce rapport, Barrès ne veut pas qu'il soit ressenti comme un endormissement conservateur ; il le lie — il voudrait le lier à une exaltation des énergies nationales et individuelles dans le même mouvement : car il admet dans cette perspective une philosophie de la lutte, une espèce de *bon* darwinisme social, car le même principe peut exister dans l'univers sain comme dans l'univers corrompu. Le procès que fera vingt ans plus tard Thomas Mann dans un livre terrible<sup>9</sup> à ceux qu'il appellera les intellectuels de la civilisation par opposition aux intellectuels de la culture prendra aussi bien sa source sur ce que veut méconnaître l'humanisme petit-bourgeois du bon droit, aujourd'hui reconnu comme la seule philosophie sociale possible.

Le deuxième aspect de la critique de l'idéologie universaliste est lié à l'affabulation romanesque, en un sens plus étroit. Rien n'est plus utile parfois dans l'analyse d'un roman que de confronter les courbes du destin de deux personnages sans rapport apparent, voire en état d'exclusion réciproque : ici, le professeur Bouteiller, et la séductrice orientale Astiné Aravian, la maîtresse orientale de Sturel, promise aux appétits de vol et de massacre de Racadot et Mouchefrin. Le cas de Bouteiller est clair : le défenseur d'une morale rigide peut dévoiler, nous l'avons vu devant Reinach, l'implicite soigneusement caché de son idéal. Mais surtout, il représente l'homme de la compromission : on sait que le destin final de ce bâtard monstrueux de Gambetta et de Kant est d'être l'illustration de l'accomplissement de la vérité de l'opportunisme. On part d'un enfant du peuple, boursier, élève de la rue d'Ulm, agrégé etc., conforme à bien des égards au *pattern* Péguy ou Guéhenno, pour arriver à un député qui assurera son élection grâce à l'argent de la

compagnie de Panama. Que Barrès se délecte de la dégradation morale des êtres ! Voilà à quel prix Bouteiller peut seulement espérer faire vivre sa marchandise intellectuelle. Astiné est l'inverse de Bouteiller ; princesse orientale fabuleuse (on n'y croit guère), elle va au-devant, *volens nolens*, de la turpitude vue comme turpitude, et elle concilie de façon assez classique les caractères de l'étrangère et de l'amoraliste. Mais sa mort atroce a une sorte de côté purificateur par quoi son côté impur acquiert une grandeur poétique de meilleur aloi que grâce à l'orientalisme un tantinet ridicule des débuts. C'est cette indignité qui paradoxalement la rapproche de Bouteiller. Celui-ci, notons-le, n'est l'objet d'aucune condamnation morale : il incarne même un accomplissement de l'énergie qu'il a prétendu (intellectuellement) méconnaître, et Barrès commente son destin en ces termes :

La vie est une brutale. Nul n'est contraint de se donner à la politique active, mais celui qui s'en mêle ne crée pas les circonstances.<sup>10</sup>

On voit là s'exprimer un pessimisme social qui a pour Barrès un extraordinaire pouvoir de séduction. Il est même le lieu d'une jouissance qui donne intérêt à la vie. On n'est pas loin d'*Un homme libre*, mais on est loin des simplifications sur la terre et les morts.

Toutefois, ce qui oppose le plus fondamentalement Barrès au message éclairé et à l'héritage du message éclairé n'est pas là. Cela se trouve dans ce qui sous-tend le dynamisme des héros du roman, à divers degrés, et dans la conception de la relation des individus au pacte social, plus précisément encore dans la dissociation d'une doctrine du Droit et de la fondation de la communauté, telle qu'on la perçoit dans le dénouement de l'œuvre.

D'une certaine façon, Barrès reprend un mouvement et peut-être une contradiction internes au siècle des Lumières et à la Révolution. On était parti d'un anti-héroïsme de principe admirablement exprimé par Montesquieu dans le *Dialogue de Sylla et d'Eucrate* et dans les *Pensées*, quelles que fussent ses faiblesses pour le point d'honneur "féodal" :

## LES DERACINES

Pour qu'un homme s'élève au-dessus de l'humanité, il en coûte trop cher à tous les autres.

Et l'héroïsme qu'admirent les hommes n'est pas souvent celui que la morale approuve<sup>11</sup>. On avait abouti à de dangereuses variations sur une morale esthétique du génie et de l'énergie, tout comme on avait pu se complaire dans des formes extrêmes de l'affranchissement qui supposaient la pratique de l'asservissement. Avec une perversité intellectuelle qui pourrait forcer d'une certaine façon l'admiration, Barrès place ses héros plus ou moins médiocrement ou héroïquement conquérants dans le prolongement de cette dynamique et de ce retournement. Cela se place d'abord sur le plan de l'accomplissement individuel : il est à peine besoin de rappeler les propos de Sturel lors de la fameuse scène du serment devant le tombeau de Napoléon, "professeur d'énergie", propos qui évoquent clairement la contradiction que nous avons désignée :

Je considère l'idéal moderne de la bourgeoisie française, même libérale, même républicaine, comme ennemie de la grande personnalité et de la grande liberté.<sup>12</sup>

Corrélativement et complémentaiement, ce n'est pas un lien à la *res publica* abstraite qui met les individus en marche, lorsqu'il faut aussi envisager leur lien organique possible à la société, qui n'est pour Barrès ni la société civile au sens classique (couronnée par une forme d'organisation politique) ni la société civile au sens post-hégélien qu'on invoque habituellement aujourd'hui. Ce lien, pour le caractériser, Barrès n'a pas recours à des théoriciens traditionalistes, mais à Robespierre, lors d'une extraordinaire discussion autour de son rapport à la Convention sur la relation des idées morales et religieuses avec les principes républicains<sup>13</sup> :

L'exaltation du devoir social ne peut se faire qu'autour d'une foi.

De même que pour le gouvernement révolutionnaire, la cause de la liberté absolue supposait la référence à l'immortalité de l'âme, de même la communauté ne peut se mettre à vivre

organiquement que dans l'exaltation de mythes mobilisateurs où la "grande personnalité" et la "grande liberté" trouvent aussi leur compte.

Cela suppose une vision du corps social, qui ne peut vraiment s'accorder avec la conception d'un état de Droit qui le transcende, et on atteint là le point ultime du divorce avec l'héritage éclairé, et le moment où Barrès fait apparaître à la fois des vérités redoutables et une esthétique politique qui fait de toute communauté le théâtre de conflits dont jouissent les esprits supérieurs : ce qui paraît, notons-le, difficilement compatible avec la "foi sociale" dont il vient d'être question à moins que celle-ci ne soit la garante de la beauté du spectacle. C'est dans le dénouement du roman que cette vision du corps et de la scène de la société apparaissent à plein, dans le tableau mémorable des funérailles de Hugo et dans l'aboutissement misérable des destinées de Racadot et de Mouchefrin. L'intensité de la ferveur collective sert de contrepoint à une réflexion sur le lien de l'individu à la collectivité. Roemerspacher a sauvé Mouchefrin de la guillotine, à laquelle n'a pas échappé Racadot, son complice et son égal dans l'assassinat d'Astiné Aravian, son supérieur dans la basse hiérarchie du prolétariat des bacheliers : des deux enfants de la plèbe dévoyés, il faut que ce soit le plus intellectualisé qui paie, et que le gnome abject reste là pour témoigner de ces limbes où s'agite crapuleusement une espèce de demi-humanité. Mais à cela, il y a une justification proprement idéologique. Roemerspacher explique pourquoi il a laissé subsister Mouchefrin, comme le témoignage de la contradiction de la société humaniste et libérale avec ses propres principes de promotion :

J'aurais dû livrer Mouchefrin... J'ai hésité... Si l'individu doit servir à la collectivité, celle-ci doit se servir de l'individu. J'ai hésité à perdre un misérable en m'autorisant d'une doctrine dont on n'avait pas songé à le faire bénéficier. Car, je le reconnais, s'il a tant souffert et s'est ainsi dégradé, c'est par le milieu individualiste et libéral où il a été jeté.<sup>14</sup>

Le procès est double : cette société d'une part n'applique pas vraiment son humanitarisme de principe et par là elle auto-

rise toutes les transgressions — celle de Mouchefrin, et aussi celle de Roemerspacher ; et d'autre part son éthique universaliste est liée à la dissolution réelle de solidarités que le règne de la politique devait instituer.

Etrange roman, par moments puissant et lyrique, féroce et profond, par moments mal écrit et bassement polémique, journalistique et carrément abject. Ce que fait apparaître la confrontation avec notre héritage éclairé, c'est que l'action de l'œuvre est d'une certaine façon contradictoire avec son projet. Barrès aurait voulu rassembler, unis dans la sève nationale, une foule d'éléments contradictoires, principes féconds mis en acte par un nouveau César. En réalité son œuvre est puissamment *dissociatrice*. Ce que les Lumières et leur postérité avaient mis en correspondance, ce que l'illusion éclairée avait pris pour un aboutissement de l'Histoire, alors qu'il s'agissait simplement des éléments d'une dramaturgie à transformations: universalisme et patriotisme, contractualisation du politique et service de l'humanité — tout cela, Barrès croit pouvoir révéler comment entre les mains des élites républicaines la disjonction et l'éclatement le menacent, par l'effet conjugué de l'argent corrompeur et du hobbisme social, et, plus encore, par leur escamotage de surface. Le voilà essayant de montrer avec délices ce qu'il croit être la décomposition de ce que la Révolution avait en fait hérité de plusieurs siècles d'Histoire (il l'oublie le plus souvent), l'union de la nation et de l'Etat ayant abouti aux noces d'une nation abâtardie et d'un Etat avili et pillé, parce que l'Etat a absorbé l'idée nationale en utilisant le masque d'une démocratie représentative issue d'un pacte social. Le paradoxe inquiétant est qu'à ces vieilleries arrogantes, qui n'en finissent pas de ressusciter, liées à des conjonctures récurrentes et à des inerties en très longues périodes de la société française, la fable que Barrès invente donne un fond de réalité qui tire en fait sa force de la mystification inhérente aux politiques de l'humanisme républicain, toujours prêt à faire croire qu'il existe des solutions politiques ou juridiques générales et conciliatrices aux drames d'une société. On pourra toujours se reconforter en observant comment les mythologies de l'énergie

nationale salvatrice ne s'incarnent en fait que dans des réalités funéraires, entre Invalides, Arc de Triomphe et Panthéon — à quoi il faudrait ajouter le rituel des exécutions publiques. Elles ne font par là que participer de la force symbolique de lieux de police sociale, auxquels la tradition républicaine fut d'ailleurs elle aussi plus ou moins longtemps attachée.

Georges Benrekassa  
Université Paris VII

- 
1. *Les Déracinés*, Paris, Gallimard-Folio, 1988, p. 356.
  2. *Ibid.*, p. 339.
  3. On sait que Chateaubriand appelle ainsi les historiens qui acceptent comme un bloc la totalité de la Révolution dans notre héritage national.
  4. Voir *Les Déracinés*, *op. cit.*, p. 434.
  5. *Ibid.*, p. 362.
  6. *Ibid.*, p. 304.
  7. *Ibid.*
  8. A. Thibaudet, "Pour l'histoire du parti intellectuel", N.R.F., XXXIX, 1932.
  9. *Considérations d'un apolitique*, trad. fr., Paris, Grasset, 1975.
  10. *Les Déracinés*, *op.cit.*, p. 497.
  12. Voir *Pensées*, in Montesquieu, *O. C.*, éd. de La Pléiade, T. I, p. 1305.
  13. *Les Déracinés*, *op. cit.*, p. 283.
  13. *Ibid.*, p. 337.
  14. *Ibid.*, p. 492.



RENAN  
OU  
LA COMMEMORATION  
REVOLUTIONNAIRE  
A REBOURS :  
IDEALISER, DEPASSER, OUBLIER

En 1889 lors du premier centenaire de la Révolution, l'attitude de Renan traduit de remarquables ambivalences, qui, par-delà l'éclairage apporté sur les opinions et positions complexes d'un des grands maîtres à penser de l'époque, ouvrent à des réflexions plus générales. Eloges pétris de réticences, double discours soulignant les horreurs révolutionnaires autant que les grandeurs!... tout en demandant la culture de la mémoire, Renan refuse le culte commémoratif.

Comment comprendre ces positions ? Sont-elles, comme Renan le prétend parfois, significatives de certains désarrois et déceptions d'une génération ? Elles sont, en tout cas, à relier aux apparentes conversions qui conduisirent Renan des enthousiasmes pro-révolutionnaires de 1848 — dans *L'Avenir de la science*, la Révolution est présentée comme acte fondateur de l'histoire de l'humanité — aux sévères jugements de 1870-1871 — dans *La Réforme morale et intellectuelle*, que de maux attribués aux illusions et à l'héritage révolutionnaires !

A l'examen ici proposé des positions renaniennes on donnera un autre enjeu : inviter à la réflexion sur le sens des commémorations et sur leur articulation à l'histoire qui se fait. Et, de ce point de vue, confronter les attitudes et arguments de Renan et ceux de quelqu'un qui, comme Comte par exemple, est un fervent partisan des fêtes et rites commémoratifs, peut

être intéressant et révélateur.

## DISCOURS DE CIRCONSTANCE : AMBIVALENCES

### Paris, à l'Académie française : "embaumer"

Le 21 février 1889, l'Académie Française reçoit parmi les "immortels" M. Jules Claretie, historien, chroniqueur et romancier. La réponse à son "Discours de réception" est faite par Ernest Renan. Comment ne pas évoquer le Centenaire de la Révolution française entre historiens qui eurent ensemble pour maître le grand Michelet<sup>2</sup> ? Et Jules Claretie est, de plus, auteur d'un ouvrage sur *Les derniers Montagnards, Histoire de l'insurrection de Prairial an III*. Renan profite donc de l'occasion pour résumer en quelques pages les ambivalences de sa fascination pour la Révolution.

Tout commence par des éloges et Renan affirme ses communion d'idées et communauté de sentiments avec Claretie : évocation de "l'affection qui [les] attachait au maître" (II, 1067), aveu d'un incorrigible idéalisme partagé (II, 1068), reconnaissance d'un "attrait irrésistible" "pour ces dévouements instinctifs, cette façon de jouer avec la mort" qu'illustrent les "caractères de la Révolution" (II, 1068). L'historien du christianisme proteste ainsi de ses connivences répétées avec l'historien de la Révolution :

Nos goûts en histoire, sont, je crois, à peu près les mêmes. Nous avons, si j'ose le dire, la même clientèle, les fous, les exaltés. Les causes fanatiques me sont si chères que je ne raconte jamais une de ces héroïques histoires sans me mettre de la bande des croyants pour croire et souffrir avec eux. Votre Camille Desmoulins, vos condamnés de Prairial, vous les aimez : vous vous passionnez pour chacun d'eux. Je les aime après vous, avec leur œil mélancolique, ces longs cheveux qui leur donnent un air d'apôtre, ces convictions ardentes, ce style à la fois déclamatoire et touchant. (II, 1079-1080)

Mais la passion de Renan pour cette “clientèle” historique est sans concession : pas question de faire silence sur sa “folie”, pas question de l’en sauver. Renan est implacable : d’où “la petite différence” dont il prend acte par rapport à Claretie.

Nous sommes d’accord sur ce point que la marche du monde se fait par l’impulsion des fanatiques et des violents. Seulement, vous protestez quand on les guillotine... Après tout, ils l’ont voulu.

On pourrait dire que Renan réactive ici une sorte de philosophie de l’histoire à la Hegel, pour laquelle il avait dès 1848 avoué — et traduit — quelque fascination : tout se passe comme si la “Raison” de l’histoire devait se manifester dans l’histoire à travers une sorte de bacchanale sacrificielle, une “passion” dont les hommes sont instruments et victimes. Dès *L’Avenir de la science*, Renan évoquait précisément les “déchirements nécessaires” dont les révolutions étaient les moments douloureusement privilégiés ; et il dissociait déjà le point de vue de l’événement-avènement de la raison et celui des hommes qui en furent les promoteurs (1848, III, 989-991)<sup>3</sup>. Ailleurs et plus tard, Renan reprenait l’idée des rondes infernales et branles macabres sur un autre ton (1873, IV, 1421-1422)<sup>4</sup>. En fait, à la lucidité terrible, terrifiante et même pourrait-on dire terroriste des textes de 1848, à la terreur plus mystique de 1873, Renan substitue dans le discours de 1889, et non sans une pointe d’humour, des arguments qu’on pourrait dire plus romantiques :

Les carrières de ce genre doivent être courtes. Figurons-nous Camille Desmoulins et Lucile mourant en 1840 ou 1845. Ce serait aussi choquant que de nous figurer Jeanne d’Arc vivant soixante-dix ans. (1889, II, 1080)

Il reste cependant que Renan a pour les révolutionnaires bien peu de complaisance : ce sont des “possédés” qui, s’ils firent l’histoire, ne surent pas vraiment ni pourquoi ni comment. La Révolution fut grande parce qu’elle fut “un de ces grands mouvements qu’une volonté supérieure domine et dirige”, et

non point par la grandeur de ses acteurs, que Renan juge plutôt durement : “fous”, “incapables”, “scélérats”, “furieux”, “enragés”, “étourdis” au mieux.

Ces ouvriers d'une œuvre de géants, envisagés en eux-mêmes sont des pygmées. C'était l'œuvre qui s'emparant d'eux les faisait grands. La situation les saisissait, les enfiévrant, les transformait selon ses besoins ; quand l'accès était passé, ils se retrouvaient ce qu'ils avaient été auparavant, c'est-à-dire des médiocres. Votre Camille Desmoulins, je ne vous blesserai pas je crois Monsieur, en vous disant que c'était vraiment peu de choses : une paille enlevée par le vent, un étourdi, un gamin de génie, un écervelé que l'enivrement de l'heure entraîne. (*ibid.*)

Et Renan de prouver alors la naïveté grandiose de ces “possédés”, poussés par “la force des choses” (*ibid.*), par le style déplorable, horriblement boursoufflé de leurs discours et littératures. Ces hommes ne furent que les “héros d'un jour”, des instruments d'un “esprit qui les avait un moment soutenus” et non point des génies.

On soulignera ici la distinction entre “héros” et “génie” qui court ainsi dans le texte de Renan. Du côté des “héros” un Camille Desmoulins, un Romme, un Bourbotte, un Duroy ; mais ils furent plus ou moins héros malgré eux, “inconscients sublimes” et “grands hommes” si l'on veut : grands hommes de l'éphémère. Du côté des “génies”, il y a Napoléon, vrai “grand homme”, car son œuvre par bien des côtés sans doute redoutable et regrettable, fut durable en tout cas : en dépit des sévères réticences de Renan sur les inflexions de l'histoire ainsi imposées, il est clair que, pour lui, c'est l'Empire qui a fait de la Révolution une “épopée”. Et Renan souscrit en fait aux jugements de Napoléon sur les révolutionnaires :

Napoléon fut dans le vrai en faisant d'eux des expéditionnaires et des sous-chefs. (*ibid.*)

Que doit être alors une commémoration fidèle à l'esprit de la Révolution ? Pas question d'appeler à sa prolongation ou à l'imitation. Puisqu'alors “on ne visait qu'à l'effet du moment”, il faut garder à ces événements leur vraie grandeur qui

était celle de l'éphémère. Ce serait maintenant, affirme Renan, un contre-sens historique que d'élever des statues à ces hommes : "erreur" et "manque de goût" se combinent dans de telles pérennisations.

Les pires ennemis des grands hommes de la Révolution sont ceux qui, croyant leur faire honneur, les mettent dans la catégorie des grands hommes ordinaires... Ces hommes ne furent pas grands, ils furent les ouvriers d'une grande heure... Nous les aimons, à condition qu'ils soient les derniers de leur école. (*ibid.*)

Le souci de Renan est alors d'endiguer les effets pervers d'une admiration historique déplacée : il veut saluer l'événement en insistant sur son statut événementiel, et en montrant que reconnaître sa véritable valeur universelle, c'est lui reconnaître sa singularité. D'où, pour le centenaire, ces propositions commémoratives :

Les centenaires ne sont la faute de personne ; on ne peut pas empêcher les siècles d'avoir cent ans. C'est bien fâcheux cependant. Rien de plus malsain que de rythmer la vie du présent sur le passé, quand le passé est exceptionnel. Les centenaires appellent les apothéoses, c'est trop. Une absoute solennelle avec panégyrique, rien de mieux ; un embaumement où le mort est enveloppé de bandelettes pour qu'il ne ressuscite plus, nous plairait aussi infiniment. (*ibid.*)

Aussi Renan insiste-t-il sur la nécessité de ne point trop développer un culte révolutionnaire. La commémoration intempérante de la Révolution peut conduire à la perpétuer, et à réengager l'histoire dans les chaos et les violences. Ce qui fut glorieux en son temps peut devenir dangereusement incontrôlable. A chaque époque sa noblesse et sa vérité.

Gardons-nous au moins de tout ce qui pourrait faire croire que de tels actes d'imprudance juvénile et d'irréflexion grandiose peuvent se recommencer. C'est la gloire d'une nation d'avoir dans son histoire de ces apparitions prodigieuses, qui n'arrivent qu'une fois... mais c'est là aussi un danger. L'essence de ces apparitions est d'être uniques. Elles sont belles à condition de n'être pas renouvelées. La Révolution doit rester un accès

de maladie sacrée... La fièvre peut être féconde, quand elle est l'indice d'un travail intérieur ; mais il ne faut pas qu'elle dure ou se répète ; en ce cas c'est la mort. La Révolution est condamnée, s'il est prouvé qu'au bout de cent ans, elle en est encore à recommencer, à chercher sa voie... (1889, II, 1083-1084)

L'histoire ne peut, ne doit pas se répéter. Depuis ses premières œuvres, Renan n'a cessé de voir l'histoire comme "éternel devenir", "*fieri* continuel" d'une humanité toujours en marche, et de faire de ce constat le "grand progrès de la réflexion moderne (1848, III, 873)<sup>6</sup> ; aussi la Révolution doit passer comme passent toutes choses, les pires et les meilleures. Et s'il y a une loi de l'histoire dont on doit se souvenir pour bien commémorer selon Renan la Révolution française, c'est la loi de toutes les révolutions : qu'il faut en finir avec elles.

Dans les multiples parallèles établis par Renan entre la Révolution française et la révolution chrétienne des temps anciens, le thème est d'ailleurs souvent présent :

Cette révolution ne s'acheva pas sans protestation (...) En un sens on peut dire que ce fut là une décadence, une diminution de cette spontanéité qui avait été jusqu'ici éminemment créatrice (...) En un autre sens, cependant, une telle transformation était la condition essentielle de la force du christianisme (...) La démocratie est quelquefois éminemment créatrice ; mais c'est à condition que de la démocratie sortent des institutions conservatrices qui empêchent la fièvre révolutionnaire de se prolonger indéfiniment (1879, V, 437-438). Le christianisme, comme tous les partis qui veulent vivre, se discipline lui-même, retranche ses propres excès (...) Une poignée d'exaltés, courant au martyre, décourageant la pénitence, condamnant le mariage, n'est pas l'Eglise (...) Après la liberté, il faut la règle. (1882, V, 999-1000)

Les ivresses chaotiques, les désordres, les douleurs, bref, les crises sont créatrices. A condition d'en sortir.

Sous le ton mi-badin de la proposition renanienne pour une commémoration-emmaumement, c'est-à-dire une momification, perce donc une inquiétude qui finit par être une sorte d'appel à l'oubli.



## Le pardon breton : oublier

En 1889 précisément, à l'un de ces Dîners celtiques dont il était un adepte fervent, le discours que Renan choisit de prononcer est... un éloge de l'oubli (II, 996-998). C'était, il est vrai, à l'occasion d'un "Pardon", qui prête bien à l'invocation de Saint Yves pour "garder des riottes, des zizanies". Mais c'était surtout en 1889, et personne ne peut douter de la surdétermination que l'historien donne à son "sermon laïque". Là encore Renan opte pour un certain humour, mais il ne dissimule point ses visées et leurs enjeux politiques :

Du reste, n'est-ce pas ? je suis un curé raté... J'aurais voulu prêcher dans un pardon en Bretagne, et ce que j'aurais aimé prêché, je le répète, c'est la pacification.

Et Renan de déplorer ces temps où l' "on s'entre-déchi-re", et de remonter l'histoire pour rappeler uniment les commémorations douloureuses d'événements récents — ceux de la Commune — et plus anciens — ceux de la Révolution :

Je ne vois jamais la nouvelle église de Montmartre sans faire diverses réflexions... J'en voudrais faire un temple à la paix, à la concorde, à la pitié, à l'oubli. J'y voudrais une chapelle pour toutes les victimes, pour tous les vaincus, pour tous les martyrs. Louis XVI y aurait sa place à côté de ses bourreaux... En tout cas, qu'il ait un temple ou non, que l'Oubli tienne une large part dans nos actes et nos pensées.

Or ne retrouve-t-on pas là des thèmes qui courent dans toute l'œuvre de Renan. Dès 1848 *L'Avenir de la science* dénonçait les partis pris :

Malheur à qui fait les révolutions ! Heureux qui en hérite. Heureux surtout ceux qui, nés dans un âge meilleur, n'auront plus besoin, pour faire triompher la raison des moyens les plus irrationnels et les plus absurdes. Le point de vue moral est trop étroit pour expliquer l'histoire. Il faut s'élever à l'humanité, ou, pour mieux dire, il faut dépasser l'humanité et s'élever à l'être suprême où tout est raison et où tout se concilie. (1848, III, 991)

L'appel à la conciliation, au pardon et à l'oubli des folies des temps révolutionnaires est autrement modulé en 1886, dans le "drame philosophique" *L'Abbesse de Jouarre*. C'est la très romanesque histoire de Julie-Constance de Saint-Florent, deux fois liée — d'abord par son vœu, puis par son amour pour le feu marquis d'Arcy — au passé qu'elle s'interdit d'oublier. Mais le drame se dénoue enfin, et très symboliquement, le jour où les cloches carillonnent pour annoncer le Concordat, lorsque Julie consent enfin à oublier son histoire, ou plutôt à l'assumer comme un véritable passé. Alors l'ex-abbesse s'autorise à aimer un vaillant général républicain. Cette union d'une héroïne de l'ancien régime et d'un héros du nouveau, consacre la fin des exaltations révolutionnaires et l'espoir de réconciliations fécondes. L'avenir appartient à qui sait "embaumer" le passé pour ne plus le revivre.

## L'HISTOIRE CONTRE LA COMMÉMORATION

### Devoirs de l'historien

C'est alors d'un double point de vue que s'explique la réserve renanienne sur la commémoration révolutionnaire.

D'une part, sur le fond, sur les événements de la Révolution, Renan a toujours énoncé des jugements ambivalents : s'il en reconnaît les grandeurs, point question d'en masquer les horreurs. Toujours il s'est appliqué à doser admiration et lucide critique :

Toujours grande, sublime parfois, la Révolution est une expérience infiniment honorable pour le peuple qui osa la tenter ; mais c'est une expérience manquée (...) Cela est bien simple, la Révolution a tout désagrégé (...) ceux qui liquidèrent si tristement la banqueroute de la Révolution préparèrent un monde de pygmées et de révoltés (...) La Révolution a jeté la France dans un état de crise héroïque, qui parfois la met au-dessous de tous et lui enlève les avantages des gens sensés, mais qui la marque au front pour une destinée mystérieuse. Je ne voudrais pas que l'on coupât

## RENAN, LA COMMEMORATION A REBOURS

cette fièvre divine qui fait notre grandeur. Mais il faut prendre garde qu'un accès n'emporte le malade. (1868, I, 12-13; 27)

Ecrit à mi-parcours de l'œuvre de Renan, ce texte expose bien la complexité permanente de ses opinions. Si la Révolution fut source de bienfaits, elle a aussi "commis des crimes sans nombre" (1863) ; elle fut "grande et terrible", "élan extraordinaire" mais d'une déconcertante "facilité à embrasser les chimères" (1879) ; pleine d' "ivresses tour à tour brillantes et sombres"(1882, I, 780)...

Aussi, d'autre part, les réserves commémoratives sont énoncées au nom des exigences méthodiques de l'historien professionnel. En fait la méfiance envers la commémoration ne fait que reprendre une irritation souvent exprimée contre "la naïve école" de ceux que Renan appelle les historiens apologétiques (1871, I, 455) :

En France, il devint de règle de faire des histoires de la Révolution sur le ton apologétique et admiratif. (1869, I 492)

Et Renan de dénoncer le

principe que nous avons entendu proclamer de nos jours : «La Révolution, on l'adore, ou on la maudit ; on ne la critique pas» (1882, I, 780) ;

et d'oser avouer au cours d'un parallèle esquissé entre Henri Martin et Michelet, un choix qui ne laisse guère de doute : H. Martin fut

un révolutionnaire juste pour le passé. Il comprenait qu'il n'y a pas de nation sans histoire (...) Les exquises ou étincelantes fantaisies de M. Michelet étaient à la fois plus et moins que l'ouvrage de conscience réclamé par l'intérêt public. M. Henri Martin se dévoua. (1885, I, 816)<sup>7</sup>

Que fait donc l'historien Renan au temps des fièvres commémoratives ? — D'abord, il confirme la nécessité de lire l'histoire de la Révolution dans la longue durée, ce qu'il ne cesse de dire et d'illustrer, surtout depuis 1851<sup>8</sup>. En fait, dès 1848 Renan dénonçait "l'illusion d'optique" qui se reporte à la

“gigantesque cataracte” révolutionnaire en négligeant “l’histoire antérieure” (1848, III, 1029, voir aussi 747). Le thème est, comme nous l’avons montré ailleurs, constamment repris<sup>9</sup>, et d’une façon telle, en soulignant si fortement la singularité remarquable de l’événement Révolution française, que sa lecture dans la longue durée devient paradoxalement à la fois affirmation et déni de sa portée universelle :

Au fond, la Révolution française qu’on prend toujours comme un fait général de l’histoire du monde (Hegel lui-même a commis cette erreur) est un fait très particulier à la France, un fait gaulois si j’ose le dire, la conséquence qui fait que le Gaulois supporte tout excepté l’inégalité des rangs sociaux, et de cette logique absolue qui le porte à réformer la société sur un type abstrait sans tenir compte de l’histoire et des droits consacrés. (1858, II, 83-84)

Par ailleurs, Renan comme historien se détourne de plus en plus nettement de la méditation de ce passé trop proche qui a tant séduit ses maîtres et contemporains. Même si, comme il est facile de le montrer, la Révolution française le hante, Renan n’en a pas écrit l’histoire. Il l’a pourtant inscrite plusieurs fois à son programme... pour d’éventuelles vies futures<sup>10</sup> ! Mais l’*Histoire des origines du christianisme* achevée, il s’est lancé en amont, dans l’*Histoire du peuple d’Israël*. Le second tome paraît précisément en 1889, et certains y ont vu une réponse implicite au centenaire<sup>11</sup>.

Mais il faudrait aussi souligner que, après 1889, Renan bouscule l’ordre de ses programmes historiques pour d’autres vies : une histoire de la Révolution française, programmée en 1866 au troisième ou quatrième rang, l’est au tout premier en 1891. On est tenté de voir dans cette révision des urgences, un certain souci de répondre à ces “apothéoses” auxquelles le centenaire a donné lieu et dont Renan avait dénoncé les excès.

## **Les responsabilités politiques de l’historien-citoyen**

Car méditer le passé ne saurait être pour Renan fuite des

prises de position sur le présent. Tout au contraire. L'histoire ne saurait être des considérations inactuelles. La réserve renanienne par rapport aux ferveurs commémoratives est donc autant un acte d'historien soucieux par respect du passé de ne point taire les atrocités d'une époque certes grandiose, qu'un acte historique d'un citoyen contemporain, engagé dans et pour son temps, soucieux, par respect du présent, de ne point le condamner à de mauvaises répétitions.

En fait, là encore, Renan est fidèle à des thèmes constamment développés :

Ce qui importe par-dessus tout, c'est que l'attachement fanatique aux souvenirs d'une époque ne soit point un embarras dans l'œuvre essentielle de notre temps... Si 89 est un obstacle pour cela, renonçons à 89. Rien n'est plus fatal à une nation que ce fétichisme qui lui fait placer son amour-propre dans la défense de certains mots, avec lesquels on peut la mener, pourvu qu'on s'en couvre, aux derniers confins de la servitude et de l'abaissement. (1859, II, 17-18)

Les thèmes sont d'ailleurs ici déployés en "hommage" aux révolutionnaires, selon une rhétorique de la défense de l'esprit contre la lettre :

Il faut en rendant hommage aux sentiments qui animèrent les auteurs de ce mouvement extraordinaire, faire ce qu'ils feraient eux-mêmes, renier des conséquences qu'ils n'avaient ni voulues ni aperçues. (*ibid.*)

Plus tard, Renan reprend la thèse de l'impossible répétition de l'histoire et de la nécessité de n'y point croire :

Les grands accès n'ont plus d'utilité, et, d'ici à longtemps, les héroïques folies que le passé a déifiées ne réussiront plus. L'enthousiasme de 1792 fut une belle et grande chose mais une chose qui ne peut se renouveler (1876, II, 783). Les fortes fièvres, même disparues, ont toujours une tendance à recommencer... Même en ses heures d'assoupissement, [la France] a des tremblements convulsifs...(1882, I, 780)

En fait ces textes sont quelque peu ambigus, car dans le premier l'interdit reste provisoire — "d'ici à longtemps" ne signifie pas "jamais" —, d'où les inquiétudes du second.

Il semble donc qu'il y ait une certaine gêne chez Renan qui, d'une part, affirme l'irrépétable<sup>12</sup>, mais d'autre part, semble bien le redouter. Sa non-participation aux fièvres de la commémoration a décidément un sens militant.

## CONFRONTATIONS POSITIVISTES

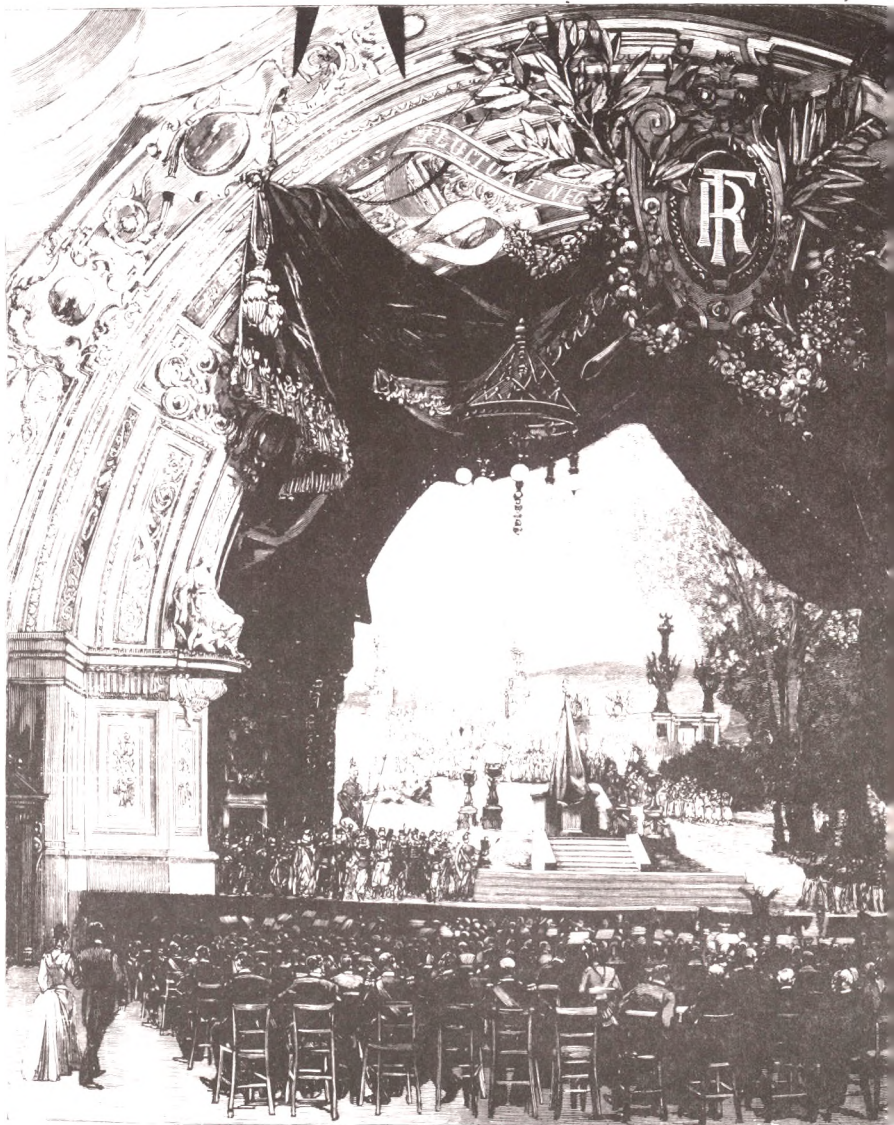
Afin de mieux éclairer les enjeux et les rapports à l'histoire sous-jacents aux propos sur les modes de commémoration de la Révolution, des analyses comparées, ou plutôt différentielles, seront maintenant menées. Auguste Comte paraît pouvoir être ici un bon révélateur.

Comte et Renan ont, à première vue, des avis tout à fait opposés sur le rôle de la commémoration. Pour Comte, elle est le rapport même à l'histoire. Entretenant la mémoire de l'humanité, elle est le fondement même du lien social, elle apprend à tous les hommes leur solidarité, leur coopération par et pour "l'ordre et le progrès", et elle est le premier des rites que Comte instaure lorsqu'il songe à promouvoir la philosophie positive et la "sociologie" en "religion de l'Humanité" : dès 1851, Comte élabore le *Calendrier positiviste* ; il suspend la rédaction du *Système de politique positive* pour celle du *Catéchisme positiviste* où l'importance de ces rituels est tout particulièrement soulignée, et l'organisation de "L'Avenir Humain"<sup>13</sup> insiste toujours sur la portée socio-politique d'un tel rapport à l'histoire. La promotion comtienne systématique de la commémoration traduit-elle une sérénité — peut-être aussi une certaine naïveté — dont l'inquiétude renanienne veut préserver ? Renan a souvent reproché à Comte une vision grossière de l'histoire et un rationalisme étroit, sans psychologie<sup>14</sup>. Est-ce que les différends repérables et déterminants ici relèvent de ces désaccords ?

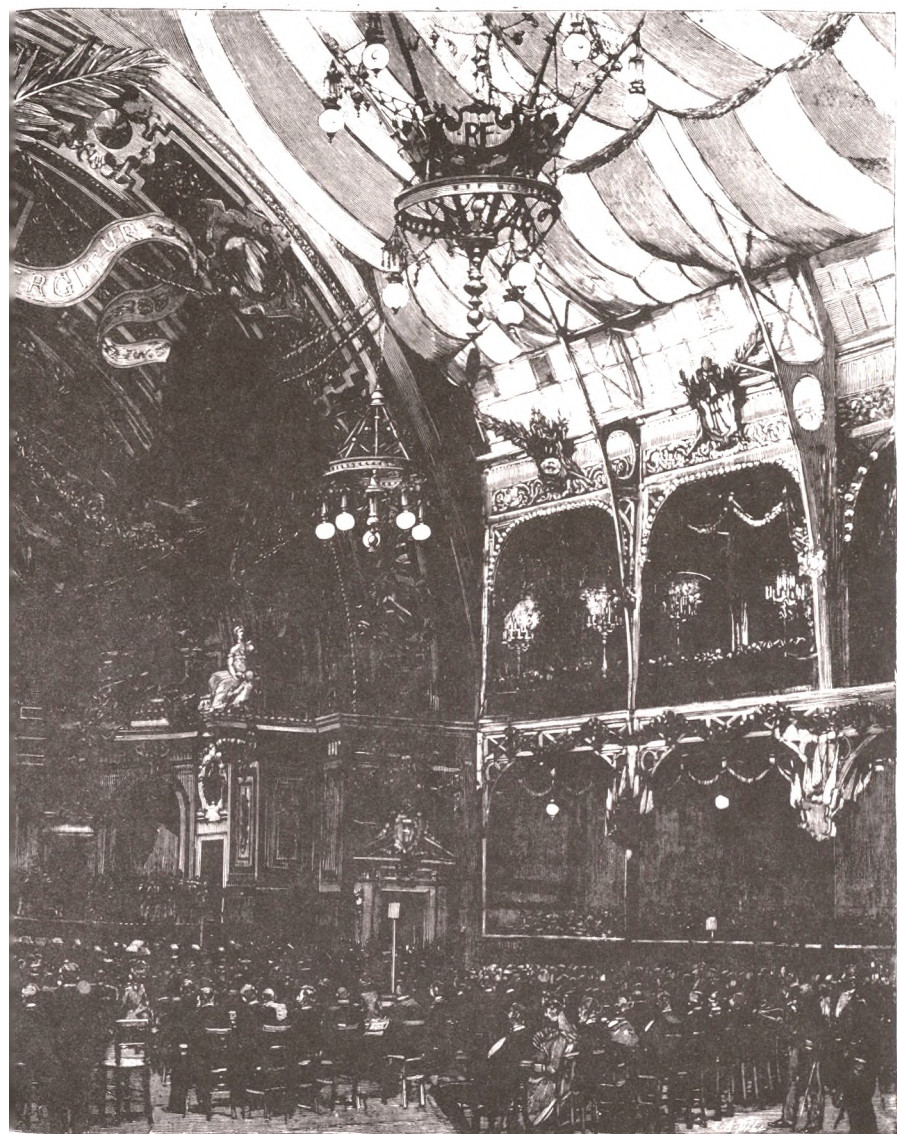
L'étude précise des propos de Comte, et plus particulièrement sur la Révolution, invite à nuancer plus finement les divergences. En fait, pour Comte aussi la commémoration a







LA REPRESENTATION DU « TRIOMPHE DE L



«REPUBLIQUE» — Le chœur des soldats et des marins.





*f* *più f* *molto largamente*  
 Venez à moi! — Venez à moi! Vous qui souffrez pour la jus-ti-ce! Fauvres des hé-ri-tés, martyrs, —

*f* *cruc* *ff* *più f* *più rall. allarg*  
 — suivez ma loi! — Il faut que le clairon ter-ri-ble reten-ti-se... la jus-ti-ce, la jus-ti-ce, la jus-ti-ce, c'est

*f* *cruc* *f* *cruc* *più f* *cruc* *allarg*  
 moi! — Accourez à ma voix des con-

*più f* *sans presser* *cruc* *f* *allarg*  
 — fins de la terre mortels — affamés d'équité! — Fé-lé-ve sur vos fronts l'eu-ri-vier salu-taire, Sym-bole de con-corde et de fra-

*a tempo* *f* *più f* *sans presser* *f*  
 — ter-ni-té! — à la sou-r-ce de vé-ri-té — Que l'homme de l'ivre du mal — se desol-

*più f* *allarg*  
 — te — re! — Car la nuit est vaincue et le monde éclaire — Au so-leil — de la li-ber-té —

*p* *cruc* *scrn - do* *f* *allarg.* *ff*

DELMET & Co.





quelque chose de l'exorcisme, du souci d'installer définitivement le passé comme passé : quand le *Calendrier* ordonne soigneusement les "grands hommes", élevés au rang de "types de l'Humanité", c'est aussi ce qu'on doit appeler une rationalisation-sublimation.. Dans la commémoration, Comte veut organiser un comportement relevant de l'affectif, par lequel il espère appuyer les injonctions de la raison : les rites du "culte" et du "régime" sont destinés à accompagner, à soutenir les interprétations du "dogme"<sup>15</sup>. Un autre point est à mentionner : lorsqu'il inscrit quelqu'un comme une sorte de "saint" du nouveau calendrier, Comte précise bien qu'il s'agit de célébrer en lui un véritable "organe" de l'Humanité/Grand-Etre, bien plutôt qu'un individu ; c'est précisément parce que tel "individu" a su dépasser son individualité pour s'incorporer à l'être collectif et travailler à ses progrès qu'il mérite cette inscription honorifique offerte comme modèle à imitation. Le rituel de l'enterrement positiviste, couronné par la cérémonie d' "incorporation" sous-tend ces invitations aux pratiques de commémorations. Enfin, il faut aussi remarquer une curieuse absence des révolutionnaires français parmi les "saints" positivistes<sup>16</sup> : cet ostracisme, que l'on peut renvoyer à une sorte de fascination-répulsion pour la Révolution principalement considérée comme le moment négatif, "critique", de la "transition" vers la positivité organisée, traduit des jugements historiques complexes que des analyses globales laisseraient échapper<sup>17</sup>.

Soit donc à reprendre le parallèle-confrontation entre Comte et Renan. Reste bien une divergence essentielle dans le rapport envisagé entre histoire et commémoration, qui répercute en fait des divergences dans leurs choix philosophiques plus généraux. Disons, pour faire vite ici<sup>18</sup>, que tout ou presque tout se joue sur la conception de l'articulation de l'individuel et du tout. Comte s'attache plutôt délibérément aux "grandes lignes" de l'histoire, alors que Renan aime en fouiller les détails, suivre ce qu'il en appelle les "flexuosités"<sup>19</sup>, repérer les paradoxes de l'action de ceux qui la font. Alors confronter le parti pris de Comte pour les commémorations collectives, et disons "collectivisantes", qui sont traitement d'intégration et en fait de désindividualisation, et l'embaumement commémoratif propo-

sé par Renan permet de mieux en souligner certains caractères. D'une part, c'est par une individualisation maximisée que Renan cherche à dénier, à endiguer une universalisation où il voit des dangers ; d'autre part, il en appelle à la rationalité historique, et non à la communion-contagion affective dont il ne cesse de dénoncer les risques de dérapage. Mais alors, au moins sur ce point, le rapport à la commémoration invite donc à nuancer fermement, voire à échanger les références : c'est le positiviste Comte qui table sur la sensibilité et l'imagination, et l'historien-psychologue Renan qui défend contre elles un plus strict rationalisme !

Tout ceci appelle aussi un autre commentaire. Par-delà la diversité de leurs positions et propositions, Comte et Renan n'ont-ils pas, en fait, un même objectif ? Celui-là même qu'un autre auteur a formulé à propos de cadavre encombrant : comment s'en débarrasser ? Au fond, l'un et l'autre savent et disent combien la Révolution a marqué, marque et marquera l'histoire de France. Et que celle-ci ne peut se débarrasser aisément de celle-là.

Les festivités et débats du récent bicentenaire n'ont point démenti Renan :

Comme tout ce qui est grand, comme tout ce qui dépasse la commune mesure des forces humaines, la Révolution française sera durant des siècles le sujet dont le monde s'entretiendra, sur lequel on se divisera, qui servira de prétexte pour s'aimer et se haïr, qui fournira des sujets de drames et de romans. (1869, I, 479)

Annie Petit  
Université de Clermont

---

Les Oeuvres de Renan, citées ici, le sont d'après l'édition *Oeuvres Complètes* établie par Henriette Psichari, Paris, Calmann-Lévy, 10 tomes.

1. Voir notre article "Philosophie de l'histoire et Révolution selon Ernest Renan", à paraître dans *Révolution et romantismes européens*,

Publications *Nella Sede dell'Istituto per gli Studii filosofici*, Naples, 1990.

2. Voir II, 1067-1069.

3. "Les déchirements sont nécessaires (...) L'avenir les absoudra, en les blâmant, comme nous absolvons la grande Révolution, tout en déplorant ses actes coupables et en stigmatisant ceux qui les ont provoqués (...) Il faut de ces redoutables sapeurs qui ne se laissent point amollir aux pleurs des femmes et ne ménagent point les coups de hache. Les révolutions seules savent détruire les institutions depuis longtemps condamnées (...) Rien ne se fait par le calme : on n'ose qu'en révolution"... "L'avenir explique et arrive à dire froidement : il a fallu qu'il y eût aussi de ces gens-là. Du reste cette réhabilitation d'outre-tombe n'est pas pour eux de rigoureuse justice ; car ils sont presque toujours immoraux, ils ont trouvé leur récompense dans la satisfaction de leurs brutales passions." (III, 989, 990, 991 ; et aussi III, 885, 998)

4. "Comme ces rondes infernales où, selon la croyance du moyen âge, on voyait Satan formant la chaîne entraîner à un gouffre fantastique des files d'hommes dansant et se tenant par la main, de même la révolution ne permet à personne de sortir du branle qu'elle mène. La terreur est derrière tous les comparses ; tour à tour exaltant les uns et exaltés par les autres, ils vont jusqu'à l'abîme ; nul ne peut reculer." (1873, IV, 1421-1422)

5. Les jugements complexes et ambivalents de Renan sur Napoléon mériteraient une étude particulière. En gros Renan a toujours combiné des jugements que l'on pourrait dire para-hégéliens à des réticences sur les inflexions de style admiratif et peu libéral que Napoléon a imposées aux conceptions socio-politiques : — d'une part, Napoléon est un de ces grands hommes qui font l'histoire par et dans la brutalité ("Qu'eût fait Napoléon avec des raisonneurs ?" III, 782, et voir aussi 1144, n. 144) ; — d'autre part Napoléon a tout particulièrement travaillé à la manifestation de la raison dans l'histoire : toute son œuvre, dont le Code Civil est pour Renan le couronnement, l'atteste (voir par ex. I, 479-481). Renan exprime donc à la fois une admiration profonde pour la grandeur et le génie napoléoniens, et des réserves sur le "despotisme" par lequel ils se sont manifestés.

6. "Le grand progrès de la réflexion moderne a été de substituer la catégorie du *devenir* à la catégorie de l'être, la conception de *relatif* à la conception de l'absolu, le mouvement à l'immobilité. Autrefois tout était considéré comme *étant*... Maintenant tout est considéré comme en voie de se

faire" (III, 873-874 ; c'est l'auteur qui souligne). Ce thème est souvent traité par Renan voir par exemple l'opposition du *in esse* au *in fieri* reprise dans les *Dialogues et Fragments philosophiques*, Lettre à Marcellin Berthelot. (1863, I, 637, 647)

7. En fait les relations de Renan et de Michelet sont assez complexes : voir notre article "Rencontres historiques : Jules Michelet - Ernest Renan", à paraître dans *Mélanges offerts à Paul Viallaneix*, Ed. CEDES-C.D.U., 1990.

8. "J'appelle *esprit moderne* la grande résultante du mouvement intellectuel et social qui, latent et obscur durant les premiers siècles du moyen âge, s'est développé depuis le XIIe siècle d'une manière continue, et a trouvé sa formule définitive en 1789" et Renan bâtit une sorte de Loi des trois états où "protestantisme, philosophie, révolution" sont présentés comme "les trois phases du développement moderne." (1851, II, 154-155)

9. Voir notre article cité *supra*, note 1.

10. Dans *Les Apôtres*, Préface (1866, IV, 463-464) : Renan programme "une histoire d'Alexandre", puis "une histoire d'Athènes", puis hésite entre "soit une histoire de la Révolution française, soit une histoire de l'ordre de Saint-François". Puis, dans *Feuilles Détachées*, (1891, II, 1020), l'ordre devient celui-ci : d'abord l'histoire de la Révolution française "d'une manière qui la présenterait comme un accès de fièvre grandiose, étrange, horrible et sublime", puis une "histoire d'Athènes", puis une "histoire de la science et de la libre pensée", puis une histoire de Bretagne et... une histoire de la Chine et de la littérature chinoise.

11. Voir Laudyce Rétat, "Ernest Renan et la révolution", *Etudes renaniennes*, n° 74, pp. 3-16.

12. Voir par exemple la critique de ce "parti républicain qui, plein de funestes erreurs qu'on répand depuis un demi-siècle sur l'histoire de la Révolution, s'est cru capable de répéter une partie qui ne fut gagnée, il y a quatre-vingts ans, que par suite de circonstances tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui, s'est trouvé n'être qu'un halluciné, prenant ses rêves pour des réalités." (1871, I, 324)

13. "L'Avenir humain" est le titre du dernier tome du *Système de politique positive ou traité de Sociologie*, paru en 1854.

14. Voir en particulier les jugements sévères de *L'Avenir de la science*, 1848, III, 847-849.

15. "Dogme", "culte", "régime", définissent les trois parties sous lesquelles Comte organise la religion de l'Humanité dans le *Catéchisme*

*positiviste.*

16. Le Calendrier positiviste a eu plusieurs éditions : la première, d'avril 1849, est reproduite en Annexe du t. V de la *Correspondance d'Auguste Comte*, Paris, Vrin, coll. Archives Positivistes, pp. 292-314 ; d'autres éditions qui diffèrent assez peu — quelques déplacements hiérarchiques et quelques nouveaux noms — ont été présentées dans le *Catéchisme positiviste* (1852) et au t. IV du *Système de politique positive* (1854).

17. Voir nos articles : — “La fin positiviste de la révolution”, dans *Actes du Colloque international “La Légende de la Révolution”*, juin 1986, Centre de recherches révolutionnaires et romantiques, Diff. ADOSA, 1988, pp.509-540 ; — “Le Romantisme social d'Auguste Comte” dans *Actes du Colloque “Romantismes et socialismes, 1800-1848”*, Lille, octobre 1987, Etudes de littérature étrangère et comparée, n° 82, 1989 ; — “La révolution occidentale selon Auguste Comte. Entre histoire et utopie”, *Actes du Colloque “A. Comte, Philosophie et Révolution”* mai 1989. A paraître dans la *Revue de Synthèse*, 1990 ; — “La mort de la révolution dans le positivisme comtien”, *Actes du Colloque “La Révolution et la mort”*, Toulouse, mars 1989, à paraître aux Presses Universitaires de Toulouse-Le Mirail, 1990.

18. Nous renvoyons aux études plus précises citées *supra*, notes 1, 11, 17.

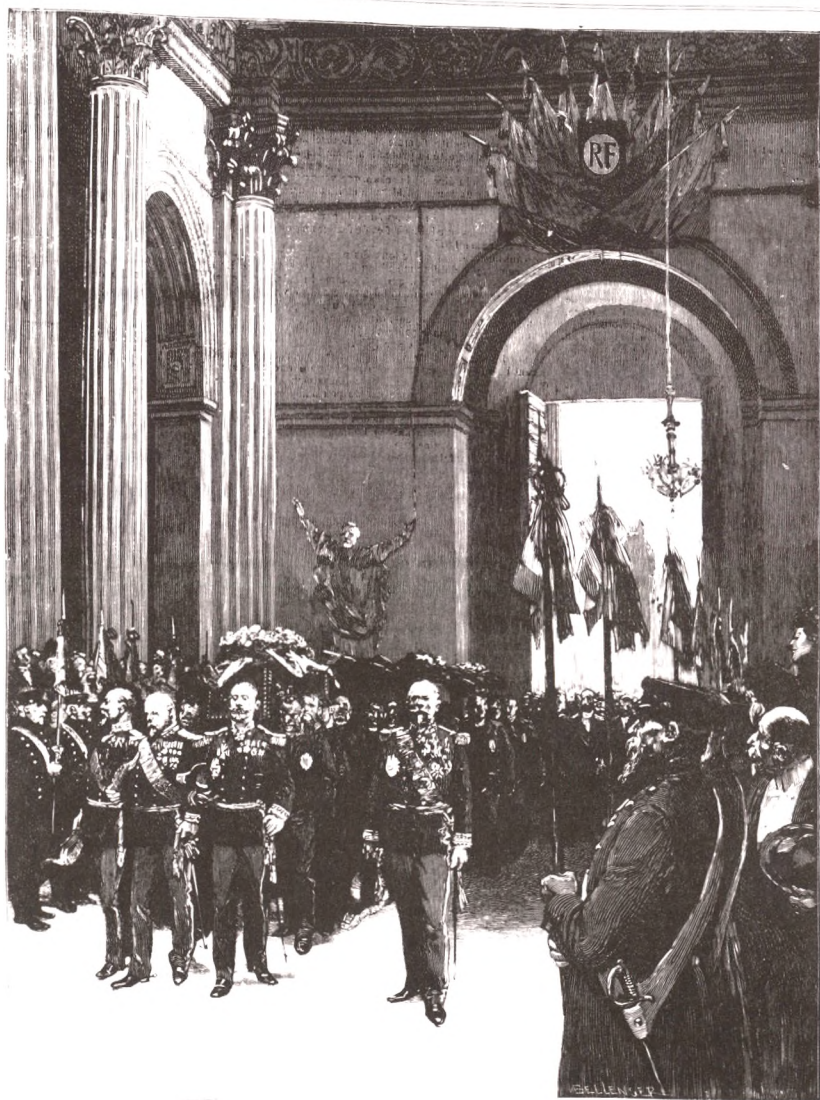
19. Voir 1848, III, 847.



# L'ILLUSTRATION

SAMEDI 10 AOÛT 1889

L'Année - N. 224



DE L'ASTHÈNE

La cérémonie de la remise des décorations à la Tour d'Azouville (Bordeaux)



## COMPAYRE, LECTEUR DE CONDORCET

Ce n'est pas la faute de la Révolution si elle n'a pu réaliser tout ce qu'elle avait conçu. Le temps lui a été mesuré (...) Elle nous a légué des principes plutôt que des institutions.

G. Compayré, 1883

### Situer Compayré

1792, 1883, 1989 : ces trois dates tissent et retissent les fils d'une certaine mémoire ; un peu en marge du Centenaire, cependant. L'année 1883 nous semble essentielle : G. Compayré réussit à inscrire Condorcet aux programmes des Ecoles normales ; geste commémoratif par excellence, dont nous voudrions rappeler l'importance. Par ce geste, le Centenaire deviendra un immense atelier de lecture et de réédition des classiques de la Révolution.

Le rôle de G. Compayré dans l'instauration de l'instruction publique durant la troisième République demeure encore largement méconnu. Or, c'est lui qui fait lire les classiques de l'éducation à toute une génération de réformateurs de 1870 à 1911<sup>1</sup>. Enseignant, administrateur et député il restera le fidèle compagnon de F. Buisson et de J. Guillaume dans la rédaction

du *Dictionnaire de Pédagogie* ; il dirige une collection, *Les grands éducateurs*, qui vulgarise les principaux auteurs de l'histoire de la philosophie de l'éducation<sup>2</sup>. Il publie, annoté, commente les plus grands textes : Locke, Fénelon, Montaigne et Condorcet. À côté de ces éditions et de ces monographies on lui doit deux synthèses. En 1879 une *Histoire critique des doctrines de l'éducation en France depuis le seizième siècle* (Paris, Hachette, — 4e édition 1883) et une *Histoire de la pédagogie* (Paris, P. Delaplane — 12e édition 1897). [Nous renvoyons à l'édition 1897 de ce texte].

Dans les introductions de ces textes, il donne la clé de sa démarche historique et philosophique :

On voit ce que pourrait être une histoire de l'éducation : une sorte de philosophie de l'histoire à laquelle rien ne serait étranger, et qui scruterait dans ses causes les plus variées et les plus menues comme dans ses origines les plus profondes, la vie morale de l'humanité.

Il demandera à l'histoire de l'éducation d'être un moment de la pédagogie elle-même : les problèmes présents sont souvent et mieux formulés dans le passé que par nous-mêmes. Même si G. Compayré ne cache pas ses complaisances pour un certain éclectisme, c'est toujours guidé par un souci d'intelligibilité qu'il se tourne vers le passé. Il est en quête de moments d'instauration fondamentale. On lit dans l'*Histoire de la pédagogie* (p. XIV) :

Dans les études classiques organisées par les humanistes de la Renaissance, on voit poindre le grand éclat littéraire du siècle de Louis XIV ; de même dans les études scientifiques prônées il y a cent ans par Diderot et par Condorcet, se préparait l'esprit positif de notre temps. L'éducation du peuple est à la fois la conséquence de tout ce qu'il croit et la source de tout ce qu'il sera.

Ce rapport à l'histoire demeure critique et réussit avec un certain bonheur une lecture actualisante mais non polémique des grandes oeuvres ; G. Compayré détectant les principes fondateurs de l'école républicaine évite les pièges de l'érudition mais aussi du culte héroïque des grands hommes. Ainsi il

nous invite à nous tourner vers les erreurs commises dans le passé à propos de l'éducation pour relativiser nos innovations et repérer les contradictions en réinstaurant les principes :

Il n'y a pas jusqu'aux chimères et aux erreurs pédagogiques de nos devanciers qu'il ne soit profitable d'étudier. Ce sont en effet autant d'expériences manquées qui contribuent aux progrès de nos méthodes en nous avertissant des écueils qu'il convient d'éviter.<sup>3</sup> (*Histoire de la pédagogie*, p. XIV)

Repérant l'importance des erreurs comme médiations pour l'apprentissage et l'instruction des élèves-instituteurs, il se fait l'écho de l'exigence didactique chez Condorcet. Sa démarche historique, grâce à ce statut de l'erreur, ne sera pas "historiciste" mais critique : il cherchera dans les doctrines passées les œuvres fondatrices où s'exhibent les principes. Il faut donc éclairer la pédagogie par toute son histoire pour avertir les réformateurs trop zélés et ne jamais céder aux abus de langage ; cette précaution de méthode est aussi une prise de position politique :

Car sous un gouvernement libéral et dans une société républicaine, il est de plus en plus nécessaire que les citoyens soient instruits et éclairés. La liberté est chose dangereuse si elle n'a pas l'instruction pour contre-poids.<sup>4</sup> (*Ibid.*)

Par cette précaution historique, l'éducation évite toute dérive cléricale car l'étudiant apprendra à y confronter les principes fondateurs, les pratiques quotidiennes dans les classes, et les institutions. Ce travail d'explication de G. Compayré verra son aboutissement dans la présence de l'histoire de l'éducation et de la pédagogie dans les programmes officiels des Ecoles normales<sup>5</sup>. C'est dans ce contexte philosophique que prend place et s'explique la lecture que nous propose G. Compayré de l'œuvre scolaire de la Révolution en général et de l'œuvre de Condorcet en particulier.

1792, 1883, 1989 : il sera donc ici question d'une "anamnèse", d'une "abréaction" du Centenaire dans le Bicentenaire.

## Compayré, émule de Condorcet

Si le travail de G. Compayré sur Condorcet n'a pas la minutie de J. Guillaume ni le lyrisme inspiré de J. Ferry ou de J. Jaurès, il faut lui reconnaître un immense mérite : on n'y décelé aucune trace d'hagiographie. Condorcet est ici un appel à penser.

De 1870 à 1911, G. Compayré ne cesse de présenter, de commenter, d'expliquer l'oeuvre de Condorcet sur l'instruction publique<sup>6</sup>. Il prépare ainsi le travail de J. Guillaume qui de 1889 à 1907 publiera toutes les minutes du Comité d'instruction publique : dans ce travail monumental le *Rapport* de Condorcet occupera une place centrale.

En effet, en donnant à lire Condorcet à sa génération G. Compayré s'inscrit dans le **temps commémoratif**. Cette temporalité commémorative n'est plus simplement historique ; elle ne revient pas à la quête d'une filiation justificative ; il semble s'agir d'une véritable quête des principes fondateurs *a priori*. Tout se passe comme si l'auteur voulait réinscrire Condorcet dans l'avenir : c'est l'avenir qui joue le rôle de principe régulateur. La commémoration se fait "retour sur soi" et recherche d'un projet pour le futur. Faute d'un terme plus simple nous dirions que la démarche de G. Compayré est **transcendantale**.

Par cette référence au "transcendantal", la III<sup>e</sup> République échappe, dans son rapport à la Révolution, à l'"abstraction" sans renoncer à l'exigence théorique — l'assimilation du théorique et de l'abstraction constituant la constante de l'argumentation contre-révolutionnaire, depuis J. de Maistre et de Bonald : la Déclaration des droits de l'homme serait "mauvaise" parce que "abstraite" de part en part...

Pour G. Compayré la commémoration de 1789 devient l'occasion d'une "anamnèse prospective" : le Bicentenaire a-t-il connu pareille remise en cause, pareille "décentration" ?

Sur le plan méthodologique, G. Compayré suivrait — *mutatis mutandis* — une logique "poppérienne" de la falsification et non une logique — idéologique — de la vérification. Il semble dire au texte de Condorcet : *peux-tu me dire en quoi*

*nous aurions tort ?*

D'autre part, G. Compayré n'est sans doute pas étranger au choix du *Rapport sur l'instruction publique* figurant dans les programmes officiels des élèves-instituteurs en février 1883 ; depuis des années il ne cessait d'en rappeler l'importance capitale, dans le sillage de J. Ferry. Se tournant vers Condorcet et la Révolution et résumant sa pensée, mais aussi le programme scolaire de la IIIe République, Compayré écrit dans son introduction au *Rapport* (voir notre édition p. III) :

Les principes que nous proclamons aujourd'hui ils les ont formulés ; les solutions que nous essayons de mettre en pratique, après un siècle d'attente, ils les ont décrétées.

G. Compayré parle même du "berceau laïque et philosophique" de l'école publique.

Mais G. Compayré ne cherche pas ici une filiation simplement éponymique mais bien la confirmation d'une série d'actes fondateurs et déductifs. Jamais Condorcet n'est convoqué pour justifier une politique gouvernementale partisane ; bien plutôt il permet de repérer la fidélité à une tradition philosophique et politique de l'instruction publique, déjà longue, qui de Condorcet à Lakanal, les Idéologues, Arago et Jules Ferry combine l'idée d'école et l'idée de la République.

Les œuvres de Condorcet, les *Cinq Mémoires* mais surtout le *Rapport* servent de références pour critiquer et "dédogmatiser" les initiatives institutionnelles de la IIIe République. Ainsi, par exemple, G. Compayré demande à Condorcet de "critiquer" les programmes d'éducation civique (voir la note de la page 113 où l'auteur semble "demander son avis" à Condorcet en ce qui concerne les programmes du 24 juillet 1882)<sup>7</sup>. Cette démarche est révélatrice de la lecture que fait Compayré de Condorcet : lecture actualisante, réinstauratrice, critique et déductive<sup>8</sup>. Pour les fondateurs de la IIIe République comme pour Condorcet, l'école est une idée avant d'être une institution, voire une administration : elle a des finalités philosophiques avant d'avoir une utilité sociale. C'est bien cette filiation transcendante que G. Compayré cherche

dans Condorcet et dans la philosophie des Lumières : ces références ne cesseront d'accompagner l'instauration de l'école de J. Ferry<sup>9</sup>. La référence à Condorcet servira à mesurer l'écart entre les principes affirmés, les prises de position pratiques et ce qu'il reste à faire.

### Une lecture à deux voix

Cette absence d'hagiographie permet à G. Compayré de prendre position et de juger sa propre époque ; d'où cette lecture à deux voix que cette édition de 1883 autorise. Nous y lisons conjointement un texte et une interprétation avec à chaque fois un siècle de distance (1792,1883,1989). Cette double distance nous offre la possibilité de "contextualiser" notre propre lecture et notamment en tâchant de repérer les reculs mais aussi les avancées de G. Compayré vis-à-vis de Condorcet. Se pose alors, en filigrane, l'étrange question : en ce qui nous concerne, lecteurs de Compayré et de Condorcet en 1989, quels sont nos avancées et nos reculs face aux principes à l'œuvre dans le *Rapport* d'avril 1792 ?

### Les reculs de Compayré

C'est en effet avec une grande surprise que nous voyons ce lecteur de la III<sup>e</sup> République remettre en cause les analyses de Condorcet sur la gratuité (introduction, page XXI et notes des pages 2, 6, 7 et 43) ou sur l'idée d'égalité dans l'instruction (note de la page 44). Et nous devenons tout à fait perplexes à la découverte des réactions de G. Compayré devant l'instruction des femmes (notes des pages 61 et 62) : ces réactions permettent de mesurer l'actualité du texte de Condorcet et d'appliquer pour G. Compayré lui-même les analyses d'erreurs qu'il nous conseillait de mener dans l'étude de l'histoire de l'éducation. Mais il ne faut pas oublier la montée très prégnante des puissances cléricales de 1800 à 1880 en France et la



haine que les penseurs réactionnaires nourrissent contre Condorcet (le cas de Bonald par exemple) et l'idée d'instruction publique (Bonald lui opposait l'idée d' "éducation sociale"). Plus explicables seraient les curieuses analyses de G. Compayré sur la prétendue "religion du progrès" chez Condorcet (voir les notes des pages 2 et 70). G. Compayré se représente le progrès chez Condorcet à travers le discours officiel du saint-simonisme et du positivisme et à travers les critiques caricaturales que la fin du XIXe siècle développe. Pris dans la "double idéologie" du progrès, le "Condorcet" de G. Compayré devient sur ce point une caricature<sup>10</sup>. On peut avancer les mêmes conclusions lorsque G. Compayré s'en prend au prétendu "encyclopédisme" de Condorcet : jamais l'auteur du *Rapport* ne souhaite accumuler dans la tête des enfants les résultats empiriques des savoirs mais il souhaite que l'instruction, justement appelée élémentaire, enseigne les bases de tous les savoirs ; à charge pour chacun de combiner pour soi ces éléments.

G. Compayré confond l'ordre didactique et l'ordre encyclopédique. (Peut-être est-il victime d'une illusion rétrospective : voir Condorcet à travers les seules Ecoles centrales des années 1796-1802 voulues par Lakanal.) Cette confusion de G. Compayré est sans doute encore la nôtre : sur ce point Condorcet est à redécouvrir (ne dit-on pas sans cesse que les programmes sont toujours trop chargés ?). De même G. Compayré fait trop rapidement sienne l'argumentation de Daunou contre la Société nationale présentée comme une "église académique". Quelques années plus tard J. Guillaume présentera toute la documentation et permettra de nuancer le jugement hâtif de G. Compayré. Le manque de précision de Compayré sur la question de la Société nationale est perceptible dans la note de la page 76 où l'auteur fait comme si la Société nationale pouvait être remplacée par le ministère de l'Instruction publique. Il s'agit là, selon nous, d'un malentendu : la Société nationale est indépendante de la puissance publique pour Condorcet. En fait, G. Compayré, par modération politique peut-être, tire Condorcet vers Lakanal et parfois vers Daunou (voir introduction de l'édition page XXII). Sur tous

ces points G. Compayré est en retrait : que s'est-il passé depuis 1883 qui peut ainsi nous permettre de le contester ? Mais c'est en lisant le texte de Condorcet lui-même que ces reculs de G. Compayré nous apparaissent : **Condorcet nous permet de critiquer G. Compayré lisant Condorcet**. Tout se passe comme si le texte de Condorcet opérait une sorte de travail philosophique propre et cherchait à "se défendre". La nouvelle question devient : les avancées de G. Compayré vis-à-vis de Condorcet révéleront-elles certaines de nos propres avancées — voire de nos reculs vis-à-vis des analyses de Condorcet ?

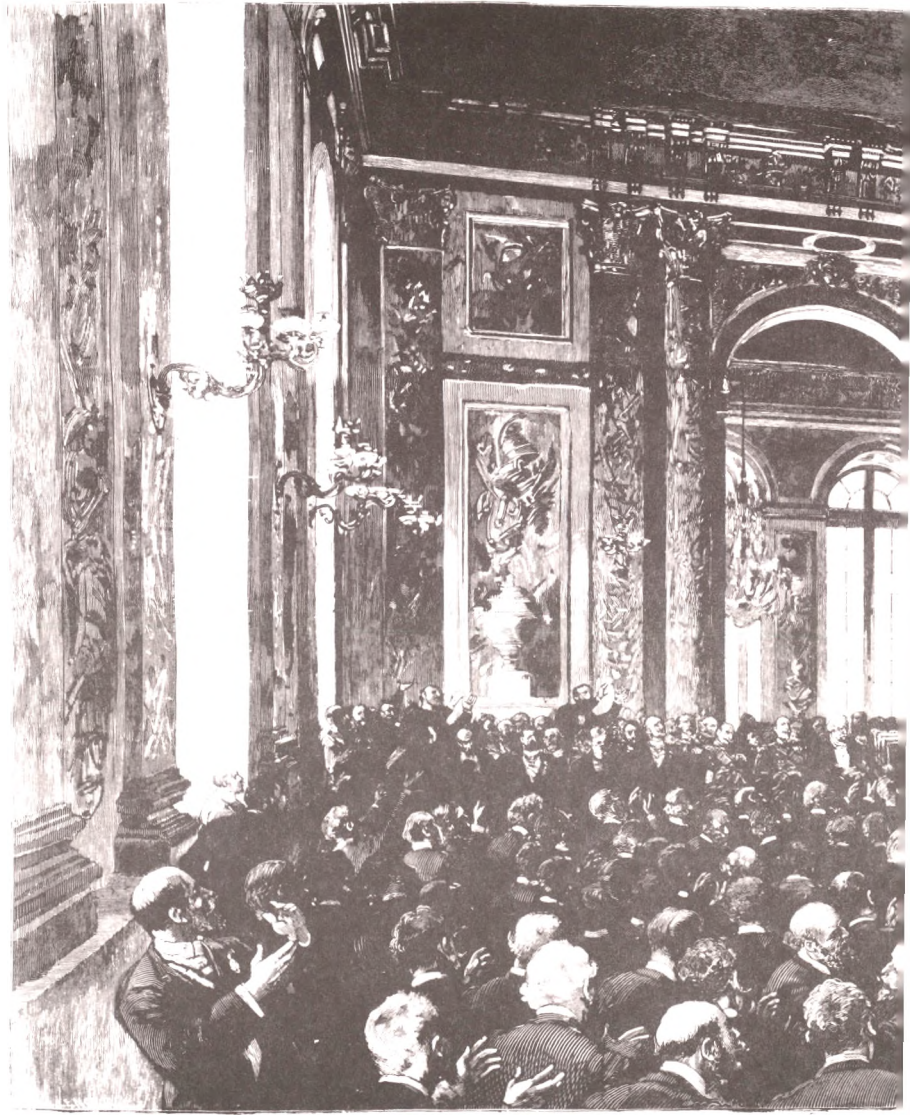
### Les avancées de Compayré

Sur trois points G. Compayré et la III<sup>e</sup> République estiment prolonger la pensée de Condorcet<sup>11</sup> ; ce souci de prolonger l'œuvre de la Révolution sera aussi celui de J. Guillaume cinq ans plus tard, en 1889, année du Centenaire.

\* Tout d'abord l'obligation scolaire, trop implicite chez Condorcet qui, après le combat de J. Macé et de J. Ferry, fut proclamée et instituée. (Voir l'introduction pages XII et XIV.) G. Compayré en fait un principe intangible. Sur ce point il développe l'œuvre de Condorcet<sup>12</sup>.

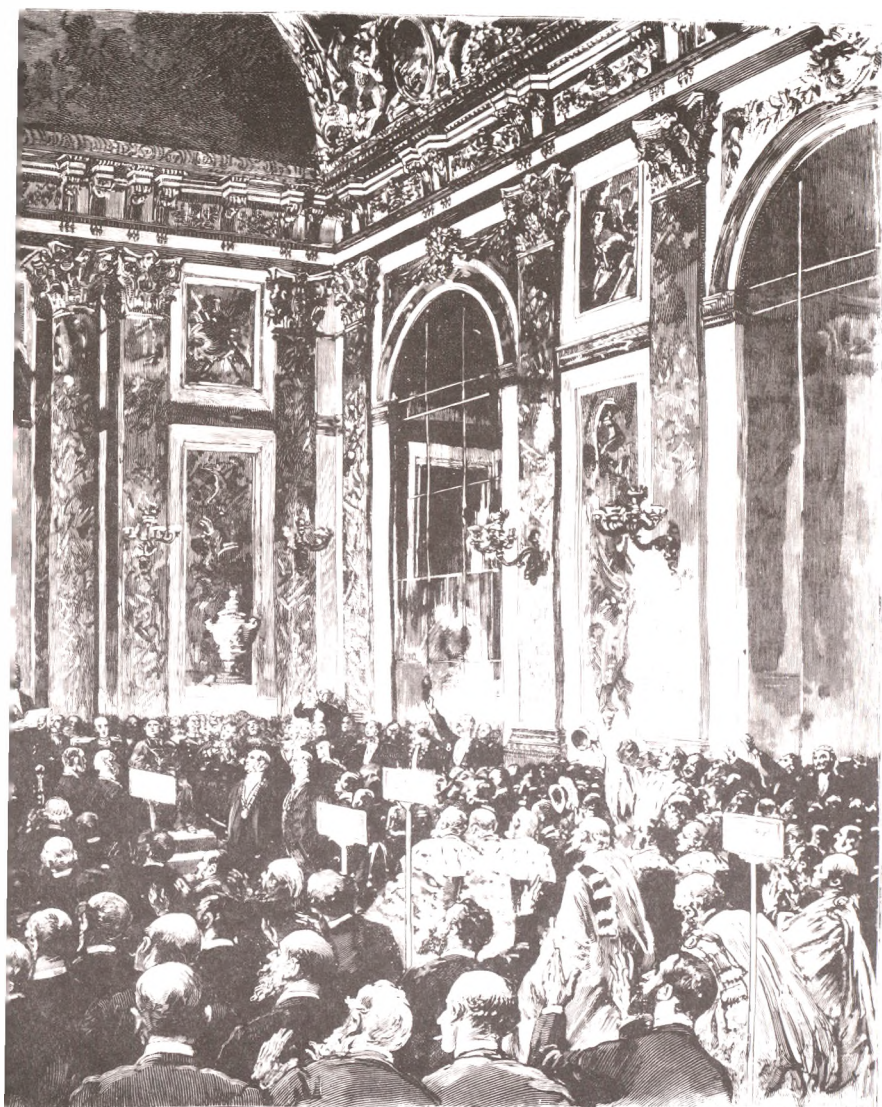
\* Ensuite, G. Compayré remet en cause chez Condorcet l'hégémonie de la rationalité scientifique (notes des pages 3, 20, 22, 24, 25, 27, 28, 29, 117, 119). Il projette peut-être trop de présupposés scientistes chez l'auteur du *Rapport*, mais il relève un des points faibles de l'argumentation de Condorcet : avoir trop vite assimilé la culture littéraire gréco-latine à la pédagogie rhétorique — notamment jésuite de l'Ancien Régime. Certes la main-mise cléricale sur les esprits y était perceptible, mais il y a là un réductionnisme redoutable que G. Compayré dénonce. Sur ce point avons-nous bien compris l'avertissement de G. Compayré ?





LE CENTENAIRE DE 1789 A VERSAILLES. — Le Cosmos (1889)





mémorative de l'ouverture des Etats-Général, dans la galerie des Glaces.





\* Enfin, G. Compayré (dans les notes des pages 19, 20, 38 et 82) signale une lacune dans le *Rapport* de Condorcet : les Ecoles normales primaires et la question de la formation des maîtres en général. Ces Ecoles normales consolident selon Compayré l'édifice souhaité par Condorcet. Ces institutions préparent les compétences scientifiques et didactiques des maîtres et les prémunissent contre toute pression cléricale. Depuis 1880 seuls les régimes cléricaux et obscurantistes — comme le gouvernement de Pétain — ont osé toucher aux Ecoles normales (on lira avec profit l'article "Ecoles normales primaires" du *Dictionnaire* de F. Buisson, édition 1911). Avec une théorie des manuels scolaires, une théorie de la laïcité, de l'exigence didactique et donc des Ecoles normales — innovation indispensable — G. Compayré trouve dans le texte de Condorcet les composantes fondamentales de l'école républicaine.

L'obligation scolaire, la réhabilitation des humanités classiques et la réinstauration laïque des Ecoles normales (voulues par Garat et Lakanal) constituent les trois avancées capitales de la III<sup>e</sup> République, et les véritables prolongements critiques de l'œuvre de Condorcet. Là encore les points aveugles de Condorcet sont à l'origine de futurs progrès : la démarche méthodologique initiale de G. Compayré se trouve confirmée. Il va sans dire que si l'on néglige quelques instants ces reculs et ces avancées, G. Compayré, comme ses contemporains, est un lecteur attentif et admiratif de Condorcet ; il rejoint ainsi C. Hippeau, J. Ferry, J. Guillaume, J. Jaurès et Alain<sup>13</sup>. Comme eux il salue dans le *Rapport* la soif d'égalité, le respect des enfants, l'idéal laïque et des innovations institutionnelles (comme les Ecoles primaires supérieures, l'instruction des adultes ou la Société nationale des sciences et des arts) ou enfin le souci de produire de bons manuels scolaires<sup>14</sup>. Le *Rapport* d'avril 1792 aide ces hommes de la III<sup>e</sup> République à se situer dans une tradition philosophique et politique mais sans démobiliser leur courage ni leur esprit critique : il s'agit pour eux de relire pour réinstaurer. La mémoire républicaine en ce temps prenait vo-

lontiers l'aspect d'une bibliothèque. G. Compayré s'est plu à l'enrichir.

## De Compayré à Jaurès, de l'École à la République

Quelques années plus tard le travail de G. Compayré sera repris. A partir de 1889 tout d'abord par J. Guillaume, qui patiemment republie tout le travail du Comité d'instruction publique depuis ses origines : on lit dans ces volumes somptueux la lente genèse du *Rapport*, les amendements et les mises au net définitives. Nous y renvoyons. Cette œuvre de J. Guillaume — véritable hommage à Condorcet — s'est voulue acte de mémoire du Centenaire.

Deuxième reprise de l'œuvre de Condorcet par Jaurès : le texte du *Rapport* n'est plus analysé pour lui-même comme auparavant ; l'œuvre de Condorcet sur l'école est réinscrite dans l'avènement de la République elle-même<sup>15</sup>. Jean Jaurès élargissant la perspective de départ, "républicanise" le Condorcet de G. Compayré et rend intelligible l'articulation des plans scolaire et politique. On lit dans *L'Histoire socialiste de la Révolution française* (Editions sociales, tome I, p. 1058) à propos d'un texte de juillet 1791 sur la République :

Condorcet avec beaucoup de sérénité et de grandeur, défendit l'idée républicaine. C'est le premier manifeste de philosophie politique où la République soit vraiment affirmée avec force, et non comme un rêve lointain, mais comme l'immédiate nécessité.

Jaurès dans un autre passage conclut :

Le vrai problème reste donc celui-ci : organiser la liberté à l'intérieur même de l'enseignement national. La liberté ne doit pas être une annexe de la Nation, un refuge où s'abriteraient ceux que tyrannise l'Etat : la liberté doit imprégner l'Etat laïque enseignant.

Cet Etat laïque, c'est la République amie de l'instruction

publique. Condorcet, faut-il le redire, est à l'origine de ces deux idéaux révolutionnaires.

Charles Coutel  
Université de Lille I  
ENF Arras

---

1. Retenons du *Dictionnaire de biographie*, Paris, 1961, les renseignements suivants :

**COMPAYRE** (Jules-Gabriel). Né à Albi, le 2 janvier 1843, il termina au lycée Louis-le-Grand ses études classiques commencées à celui d'Albi. Reçu à l'Ecole Normale Supérieure en 1862 (dix-neuf ans), il fut docteur en philosophie en 1872 ; ses deux thèses : *De Ramundo Sebundo ac de theologiae naturalis libro* et *La Philosophie de David Hume* ont été récompensées par l'Académie française. Il professa alors successivement aux lycées de Pau, de Poitiers et de Toulouse. En 1876, il fut nommé professeur adjoint à la faculté des Lettres de Toulouse. (...) En 1880, il vint à Paris, chargé de professer un cours de pédagogie à l'Ecole Supérieure des Institutrices de Fontenay et prit une part active, avec Ferry, Steeg, Pacaut et Buisson, à l'élaboration des programmes des examens supérieurs de l'enseignement primaire. L'année suivante, candidat républicain aux élections législatives du canton de Lavaur (Tarn), il fut élu contre Daguillon-Pujol, député sortant bonapartiste, et réélu en 1885, au scrutin de liste : ses interventions dans tous les débats sur les lois scolaires (enseignement gratuit et obligatoire) furent très applaudies. Faisant partie du groupe de l'Union républicaine, il a été secrétaire de la Chambre, rapporteur du budget de l'Instruction publique, de la loi sur le traitement des instituteurs en 1888 et 1889. Ayant échoué contre M. Paulhe, conservateur, aux élections de 1889, il reprit sa place dans l'université en 1890 en qualité de recteur de l'Académie de Poitiers, puis de Lyon, de 1895 à 1908. Il ne se représenta pas aux élections municipales du canton de Lavaur qu'il représentait depuis 1883. Il cessa également d'être vice-président du conseil général. En 1893, au retour d'une mission à l'exposition universelle de Chicago et

après avoir visité les principales villes des Etats-Unis, il fit un rapport sur l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur aux Etats-Unis et fut promu alors officier de la Légion d'Honneur. Il réorganisa l'Académie de médecine. Nommé inspecteur général de l'enseignement secondaire en 1908, il mourut à Paris le 24 février 1913, peu de temps après sa mise à la retraite.

2. Dans l'Avant-propos de cette collection, G. Compayré en énumère les buts :

“Enfin, ce n'est pas seulement l'histoire que nous voudrions raconter. Notre ambition est plus haute : elle consisterait à confronter avec les pensées d'autrefois les opinions d'aujourd'hui, les besoins et les aspirations de la société moderne, et à préparer ainsi la solution des problèmes pédagogiques qui se posent devant le vingtième siècle.”

3. En 1911 dans l'article “Histoire de la pédagogie” du *Nouveau Dictionnaire de pédagogie* de F. Buisson, G. Compayré écrit (p. 1546) répertant et illustrant la même problématique :

“D'ailleurs en matière d'éducation, les erreurs elles-mêmes méritent d'être étudiées et l'on a pu dire qu'elles constituaient autant d'expériences manquées qui contribuent au progrès des méthodes en signalant les écueils qu'il faut éviter ; on peut affirmer qu'une analyse approfondie des paradoxes de Rousseau, des conséquences absurdes auxquelles le conduit l'abus du principe de la nature n'est pas moins instructive que la méditation des préceptes les plus sages de Montaigne et de Port-Royal.”

G. Compayré mène une critique de tous les paradoxes de Rousseau, en 1901, dans *J.-J. Rousseau et l'Education de la Nature*. Collection “Les grands éducateurs”, Paris, P. Delaplane.

4. Cette formule de G. Compayré permet de nuancer le jugement de type sociologisant émis par J.L. Fabiani dans son excellent ouvrage *Les Philosophes de la République*, Paris, Edition de Minuit, 1988. On y lit p. 22, à propos de notre philosophe de la IIIe République :

“(…) C'est un de ces universitaires qui ont le plus contribué à constituer le problème pédagogique comme problème philosophique. Il affirmait : « L'éducation n'est plus une affaire domestique, mais elle est devenue un problème social » (*Annuaire des anciens élèves de l'ENS* 1914, p. 39-41). Dans cette perspective, la compétence pédagogique dérive de la compétence philosophique : l'éducation devient le territoire par excellence de l'intervention sociale du philosophe.”

Nous souscrivons à tout dans cette analyse ; à ceci près le terme “social” chez G. Compayré a une connotation sans doute politique et non sociologique ou seulement institutionnelle. L’instruction publique dans cette tradition républicaine n’est pas une éducation sociale. La République laïque ne gère pas (comme le veut la démocratie sociale) elle instaure des principes et des finalités notamment par l’école.

5. Voir à cet égard les articles “Histoire de la pédagogie” et “Ecoles normales primaires” du *Nouveau Dictionnaire de pédagogie* (1911) de F. Buisson. Actuellement il y a encore un enseignement d’histoire de l’éducation dans les Ecoles normales.

6. Voir dans son *Histoire critique des Doctrines de l’éducation*, *op. cit.* deuxième volume p. 272 à 321 puis dans *Histoire de la pédagogie op.cit.* 12e édition p. 303 à 326. Citons aussi les articles “Condorcet” dans les diverses éditions du *Dictionnaire* de F. Buisson (en y ajoutant le très fondamental article “Instruction publique”). Et bien sûr, en 1883, l’édition du *Rapport* d’avril 1792. Cependant c’est à F. Vial que G. Compayré confie la rédaction d’une monographie *Condorcet et l’éducation démocratique*, Paris, P. Delaplane, 1906.

7. Il faut ici se souvenir qu’en 1882 une offensive cléricale était parvenue à mettre à l’index divers manuels d’éducation civique dont celui de G. Compayré (ainsi que celui de J. Steeg, de P. Bert, et de H. Greville). (Voir L. Capéran *Histoire de la laïcité républicaine*, tome III, p. 26 à 34, Paris, Nouvelles éditions latines, 1961). Ce fait permettra de comprendre l’insistance de G. Compayré sur l’éducation civique tout au long de son commentaire du *Rapport* de Condorcet (voir les notes des p.11, 13, 30, 31, 76, 80, 113). On saisit mieux pourquoi G. Compayré semble faire parler Condorcet lui-même (voir la note p.113) : “Condorcet réclame ici, comme le programme du 24 juillet 1882, des exercices pratiques tendant à mettre la morale en action dans la classe même.”

8. Cette attitude de G. Compayré face à Condorcet nous semble typique : c’est en fait celle de la IIIe République en face de la Révolution française. On y voit le souci de réinstaurer d’une façon critique et non empiriste des principes et des finalités *a priori* de l’école mais aussi de la République. Si le terme peut être ainsi utilisé hors du contexte strictement kantien nous dirions volontiers que G. Compayré fait une lecture transcendantale du *Rapport* de Condorcet. La lecture du *Rapport* lui sert à opérer une déduction transcendantale de l’idée d’instruction publique prônée par la IIIe République. Rappelons que, chez Kant, la “déduction transcendantale”

est “par une métaphore empruntée à la langue du droit la justification de ce fait que des concepts a priori sont appliqués aux objets de l’expérience. (...) Cette déduction s’appelle transcendantale par opposition à la déduction empirique qui consisterait à découvrir ces concepts par une réflexion faite sur l’expérience elle-même et non sur son principe.” *Vocabulaire philosophique* de Lalande, Paris, P.U.F. 1968 p. 205 et 206. L’analogie avec Kant n’est bien sûr pas complète car les principes de l’instruction publique chez Condorcet sont non dogmatiques et révisables ; mais les philosophes de la IIIe République les feront fonctionner comme des idées régulatrices pour penser l’école en général. En somme, Condorcet préserve G. Compayré de l’historicisme et de l’empirisme sociologique. Il n’est pas certain que nous ayons conscience de ces deux dérives aujourd’hui dans nos définitions des finalités de l’école.

9. J. Jaurès dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* présente ainsi le *Rapport* de Condorcet : “(...) C’est la grande clarté de la science et de la raison , c’est la grande lumière du XVIIIe siècle qu’il veut communiquer à tous les esprits.” On lit dans l’excellent article de J. L. Poirier sur la IIIe République dans le numéro de janvier-février 1989 de *l’Enseignement philosophique*, p. 90 :

“La condition théorique du sens des principes de la laïcité et de l’instruction publique est fort claire. Les philosophes de la troisième République n’en faisaient pas mystère : c’est l’existence et la valeur de la raison, selon un concept tiré tout droit des «Lumières», éventuellement retravaillé d’après la critique kantienne. Sans cette notion de la raison l’idée d’une conscience autonome est une illusion creuse, et si le savoir scientifique ne relève pas d’une rationalité universelle, si le «rationalisme» est une idéologie datée, l’expression «instruction publique» recouvre une supercherie.”

On voit dans quel horizon se situe la lecture de G. Compayré.

10. Le mépris ou l’idolâtrie du progrès représentent les deux aspects d’un même aveuglement ; le concept de perfectibilité de Condorcet faisant sa place au négatif est plus complexe que ne le présente G. Compayré (voir l’Introduction de notre édition et la Préface de C. Kintzler). “Le fanatisme du progrès” dont G. Compayré fait mention est surtout le fait de Saint-Simon (sur ce point voir Baker, *Condorcet*, 1988, p. 491).

11. Voir la p. 325 de *l’Histoire de la pédagogie*, *op. cit.*

12. On lira sur cette importante question l’article “obligation” du



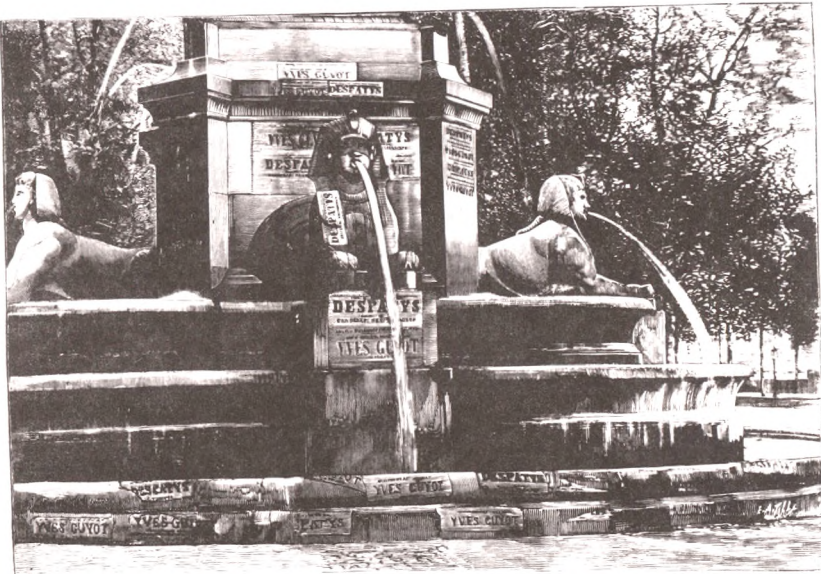
## COMPAYRE, LECTEUR DE CONDORCET

*Dictionnaire* de F. Buisson (édition 1911) et l'ouvrage de G. Compayré lui-même *J. Macé et l'obligation scolaire*, Paris, P. Delaplane, 1902.

13. On attend avec impatience la thèse de J. P. Schandeler sur les rapports de Condorcet avec la III<sup>e</sup> République (le titre en sera *Problématiques, pratiques et enjeux des lectures de Condorcet au XIX<sup>e</sup> siècle*). Alain en 1949 est tout admiratif devant Jaurès admirant le *Rapport* de Condorcet (*Journal* d'Alain du 31 octobre 1949, P.U.F. Quadrige, 1986).

14. A la page XVI de l'Introduction, G. Compayré date le *Rapport* d'Arbogast de la fin de 1793 : en fait ce *Rapport* est présenté le 26 novembre 1792.

15. G. Compayré, dans son commentaire du *Rapport* est attentif à l'itinéraire républicain de Condorcet (voir note p. 125). Sur le concept de République chez Condorcet voir l'*Histoire du Parti républicain en France* de G. Weill, Paris, Alcan, 1900 et C. Nicolet, 1982 (voir bibliographie). Ce thème est l'objet de notre thèse en cours d'élaboration : "La théorie de la République chez Condorcet : genèse et signification".



La fontaine de la place du Châtelet — Phil. H. G. Gouffon.  
ASPECT DES MONUMENTS DE PARIS PENDANT LA PÉRIODE ÉLECTORALE



**LE REGICIDE :  
UN FANTASME REVOLUTIONNAIRE DE  
GIRAUDOUX...**

**ou les suites imaginaires de 1889**

**Giraudoux ? Tiens!...**

Dans ce colloque consacré au premier centenaire de 1789, alors que des historiens de la Révolution, des spécialistes des XVIIIe et XIXe siècles présenteront et interrogeront dans une perspective scientifique cette commémoration de 1889 célébrée en France, en l'étudiant plus particulièrement dans le Centre, le sujet que je propose risque de paraître trop spécifiquement littéraire, marginal... et de plus totalement inconnu (et pour cause!).

Quelque part entre Condorcet et Barrès, sous le signe de 1889, la présence de Giraudoux ne provoquera-t-elle pas chez beaucoup cette remarque — qu'avec malice Paul Guimard a donnée en titre à un récent ouvrage : "Giraudoux ? Tiens..."

**"Le curriculum Bellac-Bessines-Pellevoisin-Cérilly-Cusset" <sup>2</sup>**

C'est du Centre, naturellement, que vient la première justification. Giraudoux, cet écrivain si parisien — qui a vécu près d'un demi-siècle entre quartier latin et quai d'Orsay, dont les pièces ont été créées à la Comédie des Champs Elysées et à

l'Athénée, ce diplomate qui a étudié en Allemagne et séjourné en Amérique, n'a cessé de proclamer, avec orgueil, son enfance au cœur géographique du pays, dans le Centre de la France.

Né en octobre 1882 à Bellac, il a de roman en pièce tissé autour de cette banale sous-préfecture, qu'il a peu habitée, un mythe apollinien qui l'a transfigurée en chef-lieu de la poésie pour harmonies provinciales. En Limousin, Giraudoux a passé ses premières années : âgé de 7 ans, il a sans doute assisté à Bessines aux festivités révolutionnaires de 1889. En Berry, il a fréquenté l'école primaire de Pellevoisin, fait ses études secondaires dans ce lycée de Châteauroux qui aujourd'hui porte son nom : dans les manuels scolaires, les histoires de Lamartine et de Michelet, il a appris les dates et les grands hommes, médité sur les principes et les excès de la Révolution de 1789.

### Giraudoux dans les lumières de 89

Cependant (la seconde justification se fera quelque peu attendre) dans l'œuvre de l'écrivain bellachon, il serait bien impossible de trouver un texte directement inspiré par cette fameuse Révolution française : aucune pièce — à la différence du théâtre historique de Romain Rolland, aucun roman n'emprunte intrigue ou héros à l'époque révolutionnaire. Dans l'abondante production girauducienne, un seul récit — article de circonstance consacré au quai d'Orsay — raconte avec précision les derniers moments de Bailly, maire de Paris, guillotiné pendant la Terreur<sup>3</sup>. A propos de 1789, Giraudoux ne s'est jamais prononcé, si ce n'est sous forme de boutade<sup>4</sup>. Et chez cet auteur qui pratique l'énumération onomastique comme une sorte d'incantation poétique, les noms — célèbres ou connus — de la Révolution n'apparaissent que rarement, comme par accident : l'index qu'en a dressé Colette Weil (pour le dossier "Giraudoux dans les lumières de 89", publié par les *Cahiers Jean Giraudoux* 18, p. 179 à 181) est, contre toute attente, peu fourni<sup>5</sup>.

Non sans raison Colette Weil pouvait donc, dans l'article liminaire de ce dossier, s'interroger : "Giraudoux et la Révolution ?", car "la Révolution française, à coup sûr, n'est pas le sujet principal de l'oeuvre de Giraudoux, et les thèmes révolutionnaires ne font pas partie de ses obsessions majeures"<sup>6</sup>. Mais une analyse plus attentive des brouillons et esquisses montre que, loin d'avoir été absolument ignorée, la Révolution, d'abord évoquée en de fréquentes allusions, a été de façon systématique éliminée au cours de la genèse. Devant cette remarquable censure, on ne peut que se demander, comme Colette Weil, "pourquoi la Révolution, présente dans les versions primitives, disparaît-elle presque intégralement des oeuvres définitives ?". Pour répondre avec elle, au terme de minutieuses recherches : "cette «disparition» est tout à fait conforme à l'habituelle méthode de travail giraudouciennne. Si Camille et Lucile Desmoulins, le maire Bailly, Mme de Lamballe s'évanouissent au fil des versions, c'est parce que, selon le mot de Jacques Body sur *Siegfried*, «le texte évolue dans le sens d'une précision historique décroissante»."

C'est ainsi que sous l'un des premiers textes de Giraudoux, d'inspiration en apparence purement autobiographique, où l'atmosphère provinciale se mêle à la vision nostalgique de l'enfance, la découverte des versions manuscrites successives a révélé un projet, énigmatique à bien des égards, où la Révolution jouait initialement un rôle essentiel et contradictoire... dont Giraudoux n'a, au terme de sa composition, gardé aucune trace.

## Deux manuscrits pour "De ma fenêtre"

En 1906, Giraudoux encore à ses débuts avait fait paraître, sous un pseudonyme, un court texte intitulé "De ma fenêtre", dans la revue *L'Ermitage* : en 1909, c'est avec ce récit que commence *Provinciales*, son premier recueil publié en librairie<sup>7</sup>.

A la lecture de ce texte inaugural, comment aurait-on pu soupçonner que la mince anecdote villageoise convoquait à

l'origine une foisonnante imagerie révolutionnaire, soutenue par de retentissantes déclarations théoriques ? Que derrière la silhouette à peine scandaleuse du père Voie se dessinait à l'ombre de la guillotine l'étrange personnalité du Régicide ?

Deux jeux de feuillets manuscrits, récemment retrouvés, l'attestent pourtant sans équivoque : Giraudoux avait au départ conçu un récit dont le héros était "le Régicide" (les deux versions successives portent ce titre), et la Révolution le sujet essentiel, bien qu'à aucun moment il ne procède à une sérieuse évocation historique, à une reconstitution d'époque<sup>8</sup>. Comme dans "De ma fenêtre", le narrateur est déjà un jeune garçon fort semblable à Giraudoux : un écolier de la troisième République.

Les deux versions — la première encore schématique, la seconde plus amplement développée<sup>9</sup> — organisent les événements de manière assez semblable. Elles racontent les réactions que provoquent dans l'existence douillette d'un enfant malade l'irruption d'un vieillard en qui s'incarne la Révolution ; cette "amitié" aux nuances contrastées s'achève par la mort du vieux Régicide, dans un climat de pathétique théâtral (on joue à son chevet une scène de sa pièce *Madame Roland*), prolongé par les panégyriques officiels que l'on prononce sur sa tombe.

### M. Grégoire, le Régicide

Le titre des deux versions l'indique clairement : l'étonnant Régicide se trouve au centre du texte : son apparition l'engendre ; sa mort le clôt. Le récit commente son physique, ses attitudes ; les jugements du jeune narrateur devant ses discours sur la Révolution et la République définissent la tonalité générale à son égard — bienveillante dans la première rédaction, hostile dans la seconde.

Ce Monsieur Grégoire se trouve être — contre toute vérité historique et par la magie de la fiction — l'un des "cinq petits-fils" de l'abbé Grégoire (qui n'eut en réalité aucune descendance). En vertu de cette hérédité, tout imaginaire, qui perpétue le surnom donné, injustement, à l'abbé révolutionnaire, il en arrive, au mépris de toute vraisemblance chronologique, à



déclarer, poussé d'abord par une identification purement idéologique : "Je suis le Régicide. C'est moi qui ai tué le roi."

Dans la seconde version, cette conviction s'est transformée en une obsession maniaque qui effraie l'enfant au lieu de le séduire. Autour de la mort de Louis XVI — et de l'exécution de plusieurs femmes (Madame du Barry, Madame Roland, la princesse de Lamballe, Marie-Antoinette), se constitue un récit qui d'une version à l'autre évolue considérablement. Par le glissement à peine perceptible de quelques détails, à la suite de certaines additions ou suppressions, le portrait du Régicide et, par conséquent, le regard porté sur la Révolution se transforment si profondément qu'en définitive la seconde version apparaît comme le négatif de la première.

Devant son Régicide, face à la Révolution, Giraudoux semble bien avoir hésité entre les principes de 89 et les excès de 93, entre l'adhésion et le rejet, entre l'admiration et la haine<sup>10</sup> : dans son imaginaire, le combat qui autour de la commémoration du centenaire avait opposé les deux moitiés de la France ne se prolongeait-il pas, comme un écho de 1889...

### Entre l'admiration et la haine

Dans la première version, le Régicide est "vieux, noir et bon", encore proche de la silhouette du prêtre, de son aïeul, l'abbé Grégoire. Son farouche réquisitoire antiroyaliste, loin d'effaroucher l'enfant-narrateur, provoque une familiarité affectueuse : le Régicide prend la place de la garde-malade, Urbaine, pour la lecture du coucher. Michelet et la Révolution évincent, sans les effacer totalement, les *Contes de ma mère l'oisie* !

Dans la seconde version, le Régicide est présenté comme un maniaque ; convaincu d'avoir voté la mort de Louis XVI, il est à ranger parmi les extravagants, les fous. Or "les petits enfants n'aiment pas les fous". Aux yeux du narrateur le personnage devient alors "collant et indiscret", dangereusement "trouble" comme dans son cauchemar : sa répugnance se mue en franche hostilité ; et le Régicide s'offre de plus en plus en

victime expiatoire à cet enfant possédé d'une violence venue d'au-delà de lui, poussé à une cruauté perverse — au nom de toutes les victimes, de l'enfant Louis XVII et de tant de femmes au cou tranché...

Le déplacement radical opéré dans le portrait du Régicide détermine donc un changement d'approche aussi total à l'égard de la Révolution.

Dans la première version, le discours antiroyaliste est direct, clair et cohérent : récusant toute fausse pitié envers les tyrans, il célèbre en un hymne vibrant les libertés républicaines. Cependant, lors de la représentation théâtrale au chevet du Régicide mourant, une reconstitution hautement fantaisiste de la captivité de Madame Roland ne mélange-t-elle pas 1793 et 1804, Sainte-Pélagie et le Temple, la Marseillaise et les chants vendéens ?<sup>11</sup> Et dans l'étrange rumeur qui parcourt le village : "Louis XVI a tué le Régicide", ne peut-on lire les prémices d'un complet retournement dialectique qui engendrera la deuxième version ?

Dans la seconde rédaction, le discours révolutionnaire focalisé sur les événements de 1793 prend une tonalité affective : parce qu'intuitivement le narrateur hait le Régicide et son encombrante sensiblerie (paradoxale compensation de la violence originelle), il se met à défendre le roi-martyr, à aimer Louis XVI. On entend désormais la Carmagnole, et le texte entoure le meurtre fondateur du roi de crimes qui le pervertissent<sup>12</sup>. Le Régicide occupe alors la position d'un accusé devant ce petit enfant devenu royaliste par provocation.

On sent confusément que Giraudoux, après avoir exalté la disparition de la tyrannie et les acquis de la Révolution, de la République sur un ton proche de Michelet (peut-être le modèle du premier Régicide...), prend soudain en considération le dossier des victimes. Et en toute honnêteté, il ne parvient pas, face à cette Révolution au double visage, sereine comme la Raison et sanglante comme la Terreur, à trouver une attitude unifiée<sup>13</sup>.

## Morts du Régicide. Nouvelle mort du Régicide

Ce n'est pas Louis XVI qui a tué le Régicide: c'est bien plutôt Giraudoux... à plusieurs reprises, à différents niveaux de l'écriture.

Dans le texte d'abord : les deux versions manuscrites s'achèvent de manière identique sur la mort (à la fois soulignée et escamotée grâce à la représentation théâtrale de *Madame Rol(l)and*) et sur l'enterrement du Régicide.

Mort-apothéose dans la première rédaction : l'ultime éloge funèbre vante la générosité, la douceur et même la légèreté du "révolutionnaire" défunt ; et une anecdote édifiante, pleine de sensibilité démocratique vient parfaire ce portrait en majesté.

Contre toute attente, après un portrait dévalorisé du Régicide et la réfutation de ses théories, la seconde rédaction reprend sa mort et son enterrement en des termes très semblables à ceux de la version antérieure. Après les discours officiels qui formulent les mêmes éloges, une note ultime de violence et de haine vient toutefois "rageusement" rappeler le souvenir de la princesse de Lamballe associé au meurtre symbolique d'un chardonneret, réplique castratrice à la mutilation du cou des femmes. En filigrane, la mort prend valeur de châtiement, de vengeance, d'expiation.

Hors du texte ensuite — et c'est cette nouvelle mort du Régicide que Giraudoux a voulu définitive : partagé entre l'admiration et la haine pour ce personnage fantasmagique qui s'imposait peu à peu à lui avec trop d'indiscrétion, avec une telle charge de violence, le jeune auteur a choisi de le supprimer, simplement. Débutant en écriture, il n'en dominait pas encore avec une maîtrise suffisante les ressources pour donner à ce débat intérieur, où hésitait son devenir politique, une forme littéraire qui lui convienne. "De ma fenêtre", texte provincial, frileux et maladif se recroqueville sur l'enfant sentimental qui analyse ses sentiments et ses sensations — et fantasme sur une silhouette effacée, rejetée, celle du père Voie : en fait, l'ombre du Régicide, vidée de tout son poids d'histoire, de toute sa vigueur idéologique, de tout son sang.

## Adieu à la Révolution

En accomplissant cette métamorphose du texte, Giraudoux effaçait toute trace de son projet "révolutionnaire", sujet peut-être trop ambitieux et certainement trop violent pour sa sensibilité. Projet avorté, et occulté si absolument que sans le hasard des archives et la curiosité des chercheurs, rien n'aurait permis de le soupçonner derrière les premières pages de *Provinciales*.

Mais n'est-il pas extrêmement significatif de découvrir aux origines mêmes de l'écriture giralducienne, présente pour être aussitôt biffée, obsédante et à jamais refoulée, cette Révolution qui venait, quelques années auparavant, de célébrer son centenaire ?

Dans la genèse de ce "Régicide" entrent de toute évidence les savantes lectures historiques, les réflexions d'un jeune normalien qui, sollicité par les affaires qui ébranlaient le pays dans ses profondeurs, s'interrogeait sur son engagement politique. Mais on ne saurait oublier qu'il avait, écolier de village studieux, lycéen de province appliqué, découvert dans ses manuels les premières images de la Révolution, impressionnantes et contradictoires : la prise de la Bastille et l'exécution de Louis XVI, la mort de Madame Roland et le serment du Jeu de paume. Et peut-être qu'au cours de l'été 1889, aux yeux du jeune Limousin de 7 ans, cette histoire de démocratie et de fureur, de liberté et de sang, s'est mise à devenir concrète, réelle<sup>14</sup> : sur le mode de la fête, du théâtre, s'incarnait toute cette mythologie de la Révolution, mise en scène par la République.

Tour à tour séduisante et terrifiante, admirée des uns et honnie des autres, la Révolution présentait à l'enfant, au jeune écrivain, un double visage : entre *le cul de guenon* et *la plus divine des femmes*<sup>15</sup>, il a refusé de choisir et pris congé, définitivement, de 89 et de 93<sup>16</sup>...

Mais l'existence — désormais connue — de cette tentative "révolutionnaire" modifie la lecture et l'analyse, pour "De ma fenêtre" comme pour *Les Gracques* ou *Electre*. Elle modifie de la même façon le regard que nous portons sur Giraudoux,

cet écolier du Limousin dont l'imagination a été ainsi impressionnée par les discours sur la Révolution et le climat de commémoration de 1889.

Guy Teissier  
Université de Tours

---

1. Paul Guimard : *Giraudoux ? Tiens!...*, Grasset, 1988.

“Ces trois points — interrogation, exclamation, suspension — [...] permettent à merveille à la langue parlée d'exprimer ce qu'on appelle un *étonnement poli*”.

2. *Littérature*, “Bellac et la tragédie”.

3. Ce texte “Quai d'Orsay”, publié dans *Paris 1937*, a été repris, avec une présentation et des notes de J.-N. Delétang, dans les *Cahiers Jean Giraudoux 13*, Grasset, 1984.

4. “Il y a 1789 où, évidemment, nous conquîmes quelques droits humains, mais où furent massacrés, en septembre — bonne saison pour les massacres — les derniers de ces rhytinas, aux mamelles plantées sur le thorax, qui avaient été pour les marins et les poètes le modèle des sirènes”, *Les animaux rappellent à l'homme d'aujourd'hui la vie naturelle*.

5. On comparera cette liste d'une vingtaine de noms aux impressionnants index qui ont été établis pour les noms propres de personnes, dans le *Théâtre complet* d'une part, et dans les romans d'autre part (Equipe de recherche Jean Giraudoux, Université François Rabelais, Tours).

6. Dans son article “Giraudoux postrévolutionnaire” (*Cahiers Jean Giraudoux 18*, p.169 à 178) Alain Duneau constate de la même façon : “Alors que si longuement, dans *Littérature*, il a analysé l'art classique en le rattachant à Louis XIV, et vilipendé la révolution bourgeoise de Hugo et des romantiques, Giraudoux n'accorde à la Révolution qu'une place minime dans son oeuvre et sa réflexion”.

7. *Provinciales*, Grasset, 1909. On consultera l'édition critique établie par Colette Weil, dans les *Oeuvres romanesques complètes*, tome I (à paraître dans la Bibliothèque de la Pléiade, automne 1990).

8. Sur les non-sens historiques allègrement accumulés par Giraudoux

dans ces esquisses, on lira "De la fantaisie historique révolutionnaire" par Jean-Noël Delétang, dans les *Cahiers Jean Giraudoux 18* (p. 71 à 75).

9. Ces deux versions sont reproduites intégralement dans les *Cahiers Jean Giraudoux 18*, Grasset, 1989, avec un appareil critique établi par Guy Teissier (p. 21 à 56).

10. Pour une analyse plus détaillée de ces hésitations, on lira l'étude de Guy Teissier : "Entre l'admiration et la haine" (*Cahiers Jean Giraudoux 18*, p. 77 à 83).

11. Pourquoi Giraudoux a-t-il fait écrire par son Régicide, qui défend l'idéologie montagnarde, une scène "onirique" sur la captivité de Madame Roland ? Faut-il voir une indication dans le lapsus permanent qui transforme sous sa plume le nom de l'égérie des Girondins en "Madame Rolland" (*sic*) ? Giraudoux parodie-t-il ici, volontairement ou inconsciemment, le "Théâtre de la Révolution" de Romain Rolland ? Il avait sans doute lu *Les Loups* (1898) et *Le Triomphe de la raison* (1899), il avait, peut-être, vu *Danton* (1901) ou *Le 14 juillet* (1902) à Paris.

12. Voir l'article d'Alain Duneau "Giraudoux postrévolutionnaire" (*Cahiers Jean Giraudoux 18*, p. 169 à 178) : "cette hypersensibilité à la violence individuelle, qui sans nul doute fait le fond de son psychisme, et qui l'amène à fuir l'expression de la violence de la mort même, semble bien être devenue une hypersensibilité à la violence collective".

13. Dans les œuvres de sa maturité, Giraudoux a mis "en scène" cette répulsion à s'engager entièrement dans une seule direction, un parti unique.

14. On me signale que dans le village berrichon de Pellevoisin où la famille Giraudoux s'installe en 1890 (le petit Jean fréquentera l'école communale et Estelle Faguette, la sainte du lieu), le curé a été guillotiné sous la Révolution.

15. On reconnaîtra dans ces deux termes les définitions contradictoires que donnent de la guerre Hécube et Démokos, dans *La guerre de Troie n'aura pas lieu* (Acte II, scène VI ; *Théâtre complet*, p. 527).

16. "Aujourd'hui la révolution sociale est faite et acquise. Elle a tout donné. Il peut être question de l'adapter, de la perfectionner, mais non de la recommencer" déclarait Giraudoux dans une interview du 1er décembre 1923 (*Cahiers Jean Giraudoux 14*, Grasset, 1985 ; p. 139).



## LE PREMIER CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE EN ITALIE

Si nous établissons une comparaison entre les polémiques et les débats qui se sont développés en France à l'occasion du premier centenaire de la Révolution française et ceux qui ont eu lieu en Italie, dans la même période, nous nous apercevons immédiatement du caractère circonscrit et même un peu provincial de ces derniers. Dans la France de la III<sup>e</sup> République, en effet, l'enjeu était important : il s'avérait nécessaire de consolider le nouveau régime républicain après l'humiliation de Sedan, d'enraciner dans les consciences les valeurs de 1789 désormais éloignées mais plus que jamais actuelles, de rétablir une identité nationale après un siècle de bouleversements politiques d'énorme gravité. Depuis le début des années quatre-vingt, on vit se multiplier en France les sociétés pour le centenaire : on créa à la Sorbonne la première chaire d'*Histoire de la Révolution française*, sous la direction d'Alphonse Aulard ; Danton est opposé à Robespierre avec des intentions politiques évidentes ; certains différencient nettement 1789 et 1793, d'autres renient les deux dates ou encore les exaltent, ou d'autres encore acceptent la seconde comme le résultat douloureux de la "nécessité historique". La réaction des légitimistes et des cléricaux se fera particulièrement dure et ils organiseront partout le "contre-centenaire". Un représentant du *ralliement* catholique proclame : oui à l'adhésion à la République en tant que forme de gouvernement mais pas à la Révolution.

En Italie, la scène politique et culturelle est tout à fait différente, bien qu'il n'y manque pas d'analogie avec la situation d'au-delà des Alpes ; nous pouvons affirmer que chez nous s'affrontent deux factions qui répondent à l'opposition traditionnelle entre modérés et démocrates, entre Droite et Gauche, dans un cadre dominé par les préoccupations de politique intérieure et internationale du jeune Etat unitaire. Cet Etat, il faut le rappeler, est une monarchie gouvernée depuis une quinzaine d'années par les hommes de la Gauche (c'est-à-dire la "*sinistra storica*" : une gauche libérale qui avait bientôt adopté des positions tout à fait illibérales et autoritaires, surtout avec Francesco Crispi) et liée par une alliance militaire avec l'Autriche et l'Allemagne, ayant une fonction antifrançaise.

Pour pénétrer le cœur du problème, je crois que l'on doit partir des polémiques politiques et littéraires qui sont nées des célèbres sonnets de Giosué Carducci, *Ça ira*, écrits en 1883<sup>1</sup>. Emerge de façon évidente de ce petit poème, l'image que le poète italien, lié à la gauche anticléricale, se faisait du moment le plus épique de la Grande Révolution : l'automne et l'hiver de 1792-1793. Le paysan qui saisit la charrue en criant "*Avanti, Francia, avanti !*" ; l'invasion étrangère guidée par Brunswick ; la capitulation dramatique de Verdun, le peuple décidé à résister jusqu'à la limite de ses forces, l'image terrible de Marat et les massacres de Septembre qui renouvellent l'extermination des Albigeois et des Huguenots ; le déchaînement de la Terreur comme réaction de défense et de punition ; les sans-culottes qui résistent et gagnent à Valmy, en repoussant les ennemis et les émigrés pendant que Goethe écrit : "*Al mondo oggi da questo luogo / incomincia la novella storia*". Ceci était, en résumé, la vision que Carducci possédait, à l'époque, de la Révolution.

La réaction à ses vers pleins de passion ne se fit pas attendre. Le plus illustre de ses critiques, l'ex-ministre de la droite libérale, Ruggero Bonghi, écrivit, dans un article publié le 22 juillet 1888 dans la "*Domenica Letteraria*", que le poète semblait heureux de dire lui aussi *ça ira*, mais sans se préoccuper d'où *ça aboutira*. Dans les vers de Carducci, il entrevoyait quelque chose de louche comme ce poison qui avait corrompu

toute la Révolution et qui minait encore la France un siècle après : la jalousie entre les classes exaspérée en guerre civile. Bonghi craignait que le poète veuille, avec ses vers, exhorter les classes inférieures à la rébellion contre l'ordre social, sans avoir la moindre idée d'un destin à leur indiquer. Comme tous les hommes de la droite de la fin du siècle, Bonghi était obsédé par la crainte de la montée en Italie des groupes radicaux, socialistes et anarchistes sous l'influence néfaste de la France républicaine, laquelle venait de vivre, après l'expérience de trois révolutions successives, l'expérience récente de la Commune. L'origine de tous les maux était donc — à son avis — dans la Révolution de 1789 que l'on voulait maintenant exalter, cette révolution, écrivait-il, "qu'on n'aura pas bien comprise tant qu'on ne cessera pas de l'appeler glorieuse". L'engouement de Carducci pour la Révolution française, du reste, était commun à beaucoup d'hommes de sa génération et ce n'était pas une nouveauté. Déjà quelques années auparavant, il avait écrit à un ami, en français : "Vive Marat ! A bas les Girondins et tous les gens de bien !", en maudissant Thermidor. Mais ceci était un témoignage d'humeur plus qu'une position politique articulée. Comme l'écrit Federico Chabod à ce propos :

Il était tout passion et fureur politique, mais certainement il n'était pas une tête politique.<sup>2</sup>

Dans sa réponse aux attaques de Bonghi, Carducci produisit sa meilleure prose. En reconnaissant comme ses auteurs préférés Louis Blanc et Jules Michelet et en reniant nettement Hyppolite Taine, il réaffirma son admiration pour la Révolution française et pour l' "épique" 1792, en justifiant également les horreurs et les massacres au nom de la nécessité suprême de défendre la patrie. A la différence d'historiens italiens comme Carlo Botta et Cesare Balbo, Carducci ne pouvait passer sous silence les graves responsabilités des souverains de l'ancien régime dont il déniait les soi-disant intentions de réformes :

*Altro che cataplasmi di riforme ci volevano a rifare il sangue di quel vecchio popolo italiano, di frati, briganti, ciceroni e cicisbei (...). I*

*Francesi ci spazzolarono, poniamo con la granata, dalla polvere delle anticamere e dal tarfo di sacrestia.*<sup>3</sup>

Mais la discussion entre démocrates et modérés ne s'exprimait pas toujours de manière aussi âpre et vive. L'historien dalmate italianisé Carlo Tivaroni, ex-garibaldien converti pendant les années quatre-vingts à la gauche modérée, s'efforçait, en fait, de présenter dans les pages de sa *Storia critica della rivoluzione francese*, publiée à partir de 1882 et inspirée de l'œuvre d'Edgar Quinet, la révolution comme un bloc homogène de forces tendant à un seul but, en annonçant certaines thèses "conciliatoires" qui seront successivement développées par Aulard. Il appartenait au groupe de radicaux italiens qui avaient accepté loyalement la monarchie et qui l'avertissaient de ne pas creuser sa tombe de ses propres mains, comme l'avait fait Louis XVI, imprudemment, en 1789. Loin d'être enclin à la lutte de classe, Tivaroni espérait que la bourgeoisie italienne aurait favorisé d'elle-même la jonction avec les groupes progressistes à travers une courageuse politique de réformes. En effet, Tivaroni condamnait les abus de la Terreur, en affirmant que le 18 Brumaire avait été préparé par le 31 mai et par le 2 juin 1793. "La force des circonstances" invoquée par Carducci, comme par Thiers et par Mignet, ne pouvait être, en aucun cas, une circonstance atténuante des massacres et des violences ; sa sympathie allait surtout aux Girondins dont il ne cachait pourtant pas les fautes. Quant aux Jacobins italiens qui avaient appuyé Bonaparte en 1796-1799 mais qui, contrairement aux Français, ne s'étaient jamais tachés de crimes graves, ils devenaient les véritables précurseurs de notre "*Risorgimento*" et surtout de Mazzini. La Révolution française n'avait donc pas été inutile pour l'Italie, comme le soutenait la droite monarchique, mais elle avait représenté la condition essentielle afin que la péninsule acquière sa liberté avec plus d'un demi-siècle de retard. Il est certain que la domination napoléonienne avait eu ses côtés négatifs, mais cela avait été comme "*la cura del ferro e del sangue ordinata ad un poltrone*", comme "*un fiotto di sangue novo*" dans les veines "*floscie et intorpidite*" de la vieille Italie<sup>4</sup>. Ce sont là des paroles qu'on

peut rapprocher des vigoureuses expressions de Carducci. Mais, malgré les efforts de Tivaroni pour “arrondir les angles”, l’approche des célébrations de 1889 ne pouvait éviter de raviver en Italie des contrastes mordants. On put déjà très bien le constater le 2 juin 1887, à la chambre des députés, quand le “leader” le plus prestigieux de la gauche radicale, Felice Cavallotti, de concert avec ses collègues Ferrari et Marcora, proposa une interpellation du ministre de l’Intérieur (proche de devenir premier ministre) Francesco Crispi (un ex-garibaldien “repenti”) à propos du refus du gouvernement italien de participer officiellement à l’Exposition universelle de Paris de l’année d’après. Cavallotti accusa le gouvernement d’avoir cédé aux pressions des puissances étrangères — et en particulier à celles de l’Allemagne de Bismarck — contre les sentiments de l’opinion publique et contre les intérêts de l’industrie et du commerce nationaux. “Nous sommes tous des enfants de quatre-vingt-neuf !”, affirmait Cavallotti, en rappelant la dette de l’Italie vis-à-vis de la France, non seulement pendant les guerres d’Indépendance, mais surtout pour l’esprit de liberté et d’émancipation des peuples que les principes de 1789 avaient représentés<sup>5</sup>.

La réponse de Crispi fut glaciale : il repoussa comme offensante l’accusation de politique servile envers l’étranger et comme sans fondement la protestation contre le refus de l’Italie de participer à l’Exposition de Paris ; si les autres grandes puissances n’y allaient pas, la participation isolée de l’Italie aurait revêtu une signification politique inadmissible. Quant à l’héritage de 1789, Crispi ne le reniait nullement, tout en affirmant que par le passé la “glorieuse révolution” anglaise et la révolution américaine avaient déjà affirmé les mêmes principes sans bouleverser toute la société. Par conséquent, il redimensionnait la portée des événements de 1789 en faisant remarquer que l’Italie aurait pu arriver aux mêmes résultats sans révolution<sup>6</sup>.

Mais revenons en 1889. Il faut souligner tout d’abord que le fait le plus significatif de l’année, dans le domaine de la culture, est la publication par Ruggero Bonghi, de l’œuvre posthume d’Alessandro Manzoni, *La rivoluzione francese del*

*1789 e la rivoluzione italiana del 1859*<sup>7</sup>, texte rédigé par Manzoni au cours des années soixante et empreint d'un net rejet de l'"illégalité révolutionnaire". Avec ce "repêchage" du texte manzonien inédit et inachevé, directement inspiré de la tradition contre-révolutionnaire et conservatrice de Bonald et de Taine et plein d'un moralisme profond ainsi que d'un pathos religieux apocalyptique, Bonghi s'efforçait de donner un appui incontesté à ses propres thèses, en faisant intervenir à ses côtés et avec tous les conservateurs, le père de la littérature italienne du XIXe siècle. En réalité, Manzoni reprenait — et parfois presque littéralement — les considérations déjà faites par Cesare Balbo dans le *Sommario della storia d'Italia* (publié pour la première fois en 1847), dans les *Pensieri sulla storia d'Italia* (écrits en 1840-41 et publiés, après sa mort, en 1858) et encore dans l'essai *Delle rivoluzioni* (écrit en 1850 et publié également après sa mort en 1855). Il suffit de rappeler son idée de faire découler tous les maux de la Révolution de la "constitution illégitime" du Tiers-Etat au sein de l'Assemblée Nationale, usurpant les pouvoirs d'un très bon roi qui s'était déjà occupé d'octroyer des réformes à son peuple et qui avait pu épargner à la France et au monde les horreurs et le poids d'une crise qui durait depuis plus de dix ans. Ou encore l'opposition insistante entre les deux révolutions "bonnes" — c'est-à-dire la "glorieuse révolution" anglaise de 1688 et la révolution américaine de 1776, toutes les deux, à son avis, presque pacifiques — avec la Révolution française, sanglante et cruelle. Ou encore le fait de mettre l'indépendance nationale avant la liberté, raison pour laquelle la lutte de la Grande Nation contre ses ennemis n'était importante qu'en tant que lutte pour la défense de l'indépendance nationale et rien de plus. L'utilisation politique du fragment manzonien de la part de Bonghi et du regroupement antirévolutionnaire en 1889 est, par conséquent, évident. Bonghi lui-même entreprit personnellement de renforcer l'historiographie conservatrice et contre-révolutionnaire dans de nombreux écrits et dans des discours prononcés pendant l'année, ainsi que dans un cycle de leçons prononcées à l'Université de Rome, publiées successivement en volumes<sup>8</sup>. Dans toutes ces pages, il reprenait et s'assimilait



les arguments de Manzoni (qui, d'ailleurs, appartenaient à Balbo) en soulignant que les victoires politiques et civiles attribuées à la Révolution française auraient quand même eu lieu s'il n'y avait pas eu ce bouleversement. Et toujours en suivant les idées manzoniennes, il affirmait qu'il était impossible d'opposer 1789 à 1793 étant donné que les germes de la Terreur étaient déjà tous dans la première Assemblée, laquelle avait détruit le gouvernement au lieu de le recomposer. A son avis, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789, "abstraite et spéculative", n'était qu'une fausse imitation de la déclaration américaine, "toute positive et historique", alors qu'il y avait deux maux que la Révolution avait laissés en héritage : le premier était le *virus* qui tourmentait encore la société, c'est-à-dire "la lutte criminelle entre les classes", le second — lié au premier — était le pouvoir toujours croissant, ou l'excès de pouvoir, des parlements et des partis politiques aux dépens du pouvoir exécutif, résultat de la "balourdise" de la Constitution de 1791, laquelle avait — à son avis — affaibli de freins et d'obstacles le pouvoir du roi, en le privant d'exercer sa tâche naturelle.

Défenseur d'un pouvoir exécutif fort et royaliste convaincu, Bonghi se trouvait toutefois dans une position différente de celle du premier ministre Crispi, ennemi convaincu lui aussi — comme on l'a vu — de l'esprit de 1789. Ce qui les séparait était surtout la politique étrangère : Bonghi, qui était toujours rangé dans la droite, était resté, malgré tout, un ami de la France alors qu'il se méfiait de l'Allemagne et de son Chancelier. Crispi, au contraire, bien que provenant de la gauche garibaldienne, était un défenseur convaincu de la Triple Alliance anti-française et il ne cachait pas son admiration pour Bismarck et pour sa conception autoritaire du pouvoir.

La nature des positions de Crispi émerge avec évidence des actes de la séance parlementaire du 3 mai 1889, quand les députés radicaux Ferrari et Pantano, au nom de Cavallotti absent, présentèrent une interpellation contre le gouvernement de Crispi qui avait accordé un congé à l'ambassadeur à Paris, le général Menabrea, avec l'intention d'éviter sa présence pendant les célébrations du centenaire de la Révolution. Ce fut une

bataille où tout était permis :

*Noi abbiamo il diritto — afferma Luigi Ferrari — di chiedere ai nostri conservatori, adoratori del genio del cancelliere tedesco, in forza di quali idee e quali principi intendano guidare i destini dei popoli*<sup>9</sup>.

Pantano demandait à son tour à Crispi de respecter les idées de 1789, desquelles était née la civilisation moderne<sup>10</sup>. La réponse du président du Conseil fut cinglante : il déclara qu'il n'existait aucun refus de la part du gouvernement italien étant donné que le gouvernement français n'avait pas invité officiellement le corps diplomatique aux célébrations parisiennes. Et il ajoutait avec une ironie mordante :

*Lasciamo, signori, l'oratoria e le frasi grosse e grasse ! (...) Siamo tutti figli della rivoluzione, e qual maggiore rivoluzione, o signori, di questa per cui noi siamo qui ? (...) Ogni paese ha le sue date illustri — et par conséquent — festeggi le sue.*<sup>11</sup>

L'Italie avait donc à fêter le 20 septembre 1870 : la "prise" de Rome.

La réplique de la gauche radicale à ce discours de Crispi arriva deux jours après, le 5 mai, de Milan où Felice Cavallotti présida une célébration publique de la première réunion des Etats-Généraux. En réponse aux "professeurs d'histoire improvisés" qui semblaient se scandaliser des sympathies italiennes pour la révolution de 1793, Cavallotti répondait que, sans aucun doute, les violences de la Terreur ne pouvaient être passées sous silence, mais la France s'était sauvée elle-même en 1793. La Révolution devait donc être considérée dans son ensemble, sans oublier les vengeances sanglante de la réaction royaliste et girondine ni les procès des derniers Montagnards.

*Voi processate la tempesta per le quercie da essa abbattute? — demandait-il à ses adversaires — Io mi guardo intorno per dovunque ella passò e benedico all'uragano che lasciò sul suo passaggio la selva umana risanata. (...) Vedo sparire le caste ; il sentimento dell'eguaglianza penetrato nelle moltitudini ; trasformati i lavoratori in cittadini*<sup>12</sup>.

Certainement, les Fouquier-Tinville, les Hébert, les Carrier ne

furent que des misérables mais “*certi storici lattanti*” devaient bien reconnaître ce que fut la vraie grandeur de la Révolution française. Avant de terminer son discours Cavallotti attaqua encore durement Bonghi pour avoir ressorti l’essai manzonien :

*Tutto questo, è vero, non salverà la Rivoluzione francese dagli anatemi di Alessandro Manzoni, o, meglio di coloro che, per odio a lei, han creduto opportuno disturbare le sue ceneri. Già io, se un giorno comandassi, una delle cose che farei sarebbe una legge contro i disturbatori dei grandi uomini morti (...). Ci volevano anche i retori disseppellitori, queste jene della storia per istrappare di bocca ai grandi uomini quello che per le loro ragioni non avevano creduto di dire in pubblico da vivi* <sup>13</sup>.

Si on laisse de côté les grandes personnalités politiques et littéraires de l’époque et si l’on feuillette les journaux et les revues comme *La Riforma* et *Il Secolo*, nous nous rendons compte de la curiosité et de la ferveur polémique avec lesquelles l’opinion publique évoquait une nouvelle fois les motifs de base du débat, sans qu’il y ait toutefois de nouveauté au niveau interprétatif. Aujourd’hui, ces écrits apparaissent plutôt médiocres, de même que les histoires “bleues” de la Révolution “racontée au peuple” qui ont été publiées par plusieurs éditeurs.

A remarquer, au contraire, les articles publiés par Auguste Franchetti sur la “*Nuova Antologia*” et en particulier celui qui s’intitule *Della rivoluzione francese e della coscienza politica nazionale in Italia*, qui affirmait — en contraste avec la ligne Balbo-Manzoni et avec des références à Tocqueville, Quinet et Taine — que

*(...) il bisogno d’indipendenza e quello di unità non penetrarono negli animi se non dopo il violento apostolato della rivoluzione francese* <sup>14</sup>.

A l’opposé on doit également signaler pour son esprit nettement réactionnaire le livre de Francesco Montefredini *La rivoluzione francese, la reazione socialista* — emprunté à l’œuvre de Taine, *Origines de la France contemporaine* — où il conclut par un appendice venimeux contre Carducci.

Le produit historiographique le plus sérieux et le plus équilibré, même s'il est aujourd'hui injustement oublié, me semble toutefois être le livre *La rivoluzione francese del 1789* de l'historien piémontais Ercole Ricotti — professeur à l'Université de Turin et sénateur de la droite libérale — , publication posthume de 1888. Ami et disciple de Cesare Balbo — qui l'avait dirigé vers la carrière d'historien, en l'invitant à abandonner sa profession d'ingénieur<sup>15</sup> — Ricotti avait donné pendant deux années consécutives (en 1870 et en 1871-1872), immédiatement après la défaite de Sedan et la chute de Napoléon III, un cours universitaire sur la Révolution française, en recueillant des notes pour une publication éventuelle en volumes. Cinq ans après sa mort (1882) et à la veille du centenaire de la Révolution, l'éditeur turinois UTET avait pensé faire imprimer le livre, malgré qu'il s'agisse d'un texte fragmentaire et peu organisé. La vision globale qui émerge des pages de Ricotti, toutefois, apparaît digne d'attention : il ne me semble pas que parmi les historiens italiens du XIXe siècle — auxquels Furio Diaz a dédié récemment un polémique pamphlet<sup>16</sup> —, il y en ait un autre qui ait su tirer profit de la leçon de Tocqueville. Mais ce qui frappe en particulier, c'est que cet élève de Cesare Balbo se soit radicalement détaché de son maître et de son interprétation. Dans certains passages, la distance entre Ricotti et Balbo (et par conséquent avec ses disciples, jusqu'à Manzoni et Bonghi) est abyssale et, à y bien réfléchir, la chose ne devra pas nous étonner trop : le temps qui a passé entre les années 1840 et les années 1870 avait amené sur la scène de nouveaux problèmes politiques, institutionnels et sociaux, entraînant de ce fait quiconque n'avait pas d'idées préconçues à considérer différemment les grands phénomènes historiques du passé et, en particulier, ceux du passé récent, comme la Révolution. Ricotti identifie, de façon explicite, les nouveaux phénomènes qui sont nés au cours du XIXe siècle (l'affirmation du libéralisme politique, la révolution de 1848, les guerres d'indépendance nationale, le ressort des nationalités, la "question sociale") avec la Révolution française et avec les principes de 1789. Et il ne cache pas non plus la valeur positive de la Révolution française bien qu'il en rappelle, mais

sans aucun moralisme, les excès et les horreurs.

Pour trouver, cependant, une œuvre historiographique italienne digne de comparaison avec celles que la France avait déjà produites avec Tocqueville et plus encore avec Aulard, il faudra attendre encore quelques années, au moins jusqu'en 1905, avec *La Rivoluzione francese (1789-1792)* de Gaetano Salvemini. Et c'est encore sur l'élan du centenaire de la révolution, en 1890, que Pasquale Villari avait fait connaître à son élève Gaetano Salvemini les œuvres de Montesquieu et de Tocqueville, de Guizot et de Taine, en l'encourageant à approfondir le problème historique de la Révolution française, de son origine et de ses développements. Pendant une entière décennie environ, le jeune historien médita sur cette thématique stimulante, en contact direct avec de grands maîtres français comme Aulard et Jaurès et à la lumière des problèmes que posait la crise de la fin du siècle, à partir des graves dangers que courut la démocratie italienne avec le tournant autoritaire de 1898-1899, et de la naissance d'un mouvement ouvrier et socialiste organisé. Il aurait employé cinq ans — les premiers de sa carrière de professeur universitaire — pour écrire le livre, publié en première édition en 1905 et en seconde édition revue, amplifiée et corrigée, en 1907. A partir de cette date, l'œuvre de Salvemini ne cessa de se développer, de s'accroître et de se transformer, d'édition en édition (1913, 1919, 1925, 1947) jusqu'à celle qui fut la définitive en 1954, préparée par l'auteur au moment de son retour en Italie après un long exil aux Etats-Unis.

La Révolution française reste donc, dans l'histoire de la culture italienne du XIXe siècle, comme un élément fondamental de comparaison des convictions politiques des diverses coalitions qui naquirent du "Risorgimento", point de discrimination qui reprend existence aujourd'hui dans un contexte modifié, en Italie comme en France, comme dans le monde entier, en face de la crise de la gauche européenne, comme un grand nœud politique et historiographique qui reste encore à dénouer,

au-delà des “révisionnismes” faciles ou des schématisations idéologiques trop superficielles.

Gian Paolo Romagnani  
Università degli studi di Verona

- 
1. G. Carducci, *Çaira*, Roma, Sommaruga, 1883
  2. F. Chabod, *Storia della politica estera italiana dal 1870 al 1896*, Bari, Laterza, 1951, vol.I, p. 311.
  3. G. Carducci, *Ça ira*, dans *Confessioni e battaglie*, Bologna, Zanichelli, 1890, p. 452.
  4. C. Tivaroni, *Storia critica del Risorgimento italiano, vol. II : L'Italia durante il dominio francese (1789-1815)*, Torino, Roux et C., 1889, t.II, p. 357.
  5. *Atti del Parlamento Italiano*. Camera dei deputati. Sessione 1886-1887 (1° della XVI Legislatura). Discussioni. Vol. IV (dal 14 giugno al 6 luglio 1887), Roma, Tipografia della Camera dei deputati, 1887, p. 4065. Le discours de Cavallotti a été publié en volume séparé : F. Cavallotti, *L'Italia all'Esposizione di Parigi del 1889. Interpellanza alla Camera dei deputati*, Milano, Sonzogno, 1887.
  6. *Atti del Parlamento Italiano, op. cit.*, p. 4067-68.
  7. Voir l'édition établie et annotée : A. Manzoni, *Tutte le opere*, a cura di A. Chiari et F. Ghisalberti, vol. IV : *Saggi storici e politici*, a cura di F. Ghisalberti, Milano, Mondadori, 1963. Pour l'introduction de Bonghi voir : R. Bonghi, *Scritti manzoniani*, a cura di G. Lesca, Napoli, Perrella, 1927.
  8. R. Bonghi, *Il secolo 1789-1889 . Conferenza pronunciata al Circolo Filologico di Napoli il 2 giugno 1889*, Napoli, Perino 1889 ; R. Bonghi, *Storia dell'Europa durante la Rivoluzione Francese dal 1789 al 1795. Lezioni dette nell'Università di Roma nell'anno 1888-89*, Roma, Paravia, 1894.
  9. *Atti del parlamento Italiano*. Camera dei deputati. Sessione 1889 (3° della XVI Legislatura). Discussioni. Vol.II (dal 1 maggio al 10 giugno 1889), Roma, Tipografia della Camera dei deputati, 1889, p. 1213.
  10. *Ibid.*, p. 1213-1215.



LE PREMIER CENTENAIRE DE LA REVOLUTION FRANÇAISE EN ITALIE

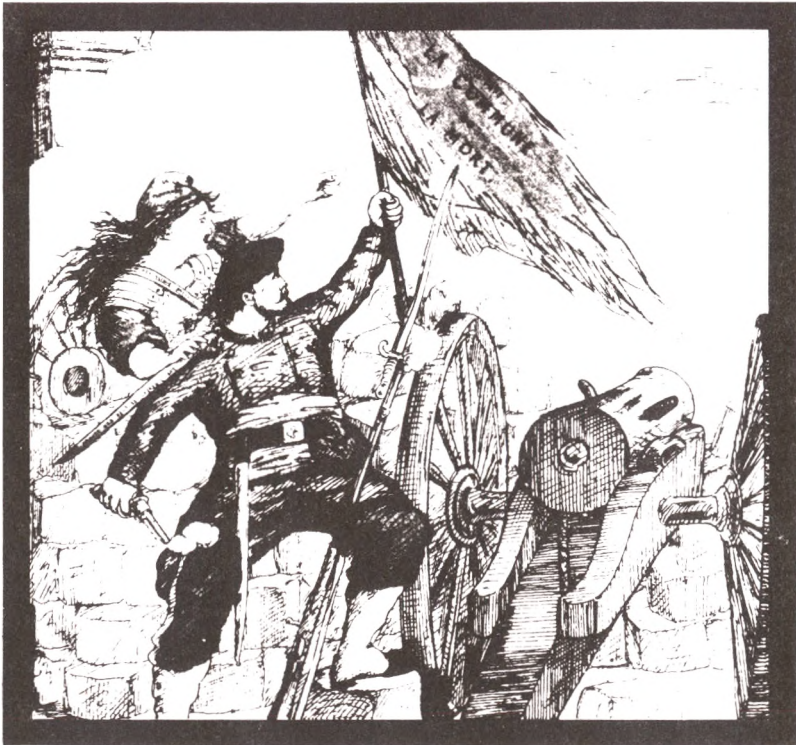
11. *Ibid.*, p. 1215.
12. F. Cavallotti, *Opere*, vol. IX : *Fra tombe e monumenti*. Discorsi scelti e ordinati da C. Romussi, Milano, Aliprandi, [1896], p. 78-79.
13. *Ibid.*, p. 87-88.
14. Dans "Nuova Antologia", vol. XX, série III, 1er avril 1889.
15. Cf. G.P. Romagnani, *Storiografia e politica nel Piemonte di Carlo Alberto*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1985.
16. F. Diaz, *L'incomprensione italiana della rivoluzione francese*, Torino, Bollati Boringhieri, 1989.

LITTERATURE ET NATION

BEATRIX W. BOUVIER

# Französische Revolution und deutsche Arbeiterbewegung

Verlag Neue Gesellschaft



## REVOLUTION FRANÇAISE ET MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND

### L'héritage de la Révolution française dans le mouvement ouvrier allemand du XIXe siècle

Qu'il me soit permis de remarquer, en guise d'avant-propos, que, dans la présente communication, il ne s'agira pas de l'événement historique de la Révolution française mais de l'image que l'on se fait de cette Révolution dans le mouvement ouvrier allemand du XIXe siècle.

Cette remarque est nécessaire, car à l'aube du mouvement ouvrier allemand, le rapport entre Révolution et image que l'on s'en fait est étroit et fort important pour ce jeune mouvement<sup>1</sup>.

Plus tard, le débat sur la France révolutionnaire et sur l'héritage révolutionnaire, sur les idées de 1789 ou sur la devise *Liberté, Egalité, Fraternité*, occupa également une place importante, même si cela se produisit au cours de périodes différentes et avec une intensité variable. Néanmoins, se préoccuper de la Révolution française resta pour le mouvement ouvrier allemand, surtout au XIXe siècle, d'une importance fondamentale. Et pas seulement pour ce mouvement, la pensée politique du XIXe siècle était dans son ensemble fortement marquée par les expériences du processus révolutionnaire en France. Dominer de telles expériences fut également une préoccupation de presque toutes les sensibilités politiques et intellectuelles dans des perspectives philosophique, historique et politique et même organisationnelle<sup>2</sup>. Les conservateurs et les libéraux eurent bien évidemment des réactions différentes de celles de la gauche politique ; pour celle-ci la Révolution fran-

çaise fut longtemps, et ceci jusqu'à la Révolution d'octobre en Russie, un exemple, un modèle de la manière dont on devait se représenter les révolutions<sup>3</sup>.

Je rappellerai, dans cet ordre d'idées, Karl Marx. Marx pendant toute sa vie s'est beaucoup intéressé à la grande Révolution française<sup>4</sup>. De nombreuses remarques, de nombreux commentaires, apparaissent en filigrane dans son œuvre. Mais le livre qu'il avait imaginé écrire au cours de sa jeunesse sur cette révolution n'a jamais vu le jour. Des écrits de moindre importance sur la Révolution comme *La Lutte des classes en France* ou *Le 18 Brumaire*, ou *La Guerre civile en France* sont célèbres et ils sont, ou du moins ils ont été, à maint égard, partie d'un patrimoine politique, que ce soit de façon positive ou négative.

Même la pensée de Ferdinand Lassalle, ce précurseur et guide du mouvement ouvrier allemand, peu connu hors d'Allemagne, auquel la Social-démocratie d'aujourd'hui se réfère souvent, Ferdinand Lassalle donc, est, absolument inconcevable en dehors de l'influence de la Révolution française. Ses idées plus encore que celles de Marx ont été marquées mais aussi limitées par l'évolution de la France<sup>5</sup>. C'est du lien entre les enseignements de la Révolution française et les expériences concrètes, avant tout françaises, de la Révolution de 1848, que sont nées ses principales idées sur l'évolution sociale<sup>6</sup>. Il mourut jeune et ses successeurs au sein du mouvement ouvrier se réfèrent constamment à ces idées résumées par la notion des *Principes de 1789*<sup>7</sup>. Ces *Principes* montraient que la Révolution de 1789 était le point de départ du développement de la bourgeoisie et, par là même, d'un développement social qui, dans les années 60 du XIXe siècle, était arrivé à un point où la séparation du prolétariat et de la bourgeoisie devenait indispensable. Jusque là, cette évolution, comme la naissance du prolétariat, était enfermée dans la bourgeoisie, parce que précisément les principes de 1789, cette devise de Liberté, Egalité et Fraternité, qui impliquait également la Déclaration des droits de l'homme, contenait toutes les revendications du 4ème Etat comme on appelait alors le prolétariat. Ces principes devaient être rigoureusement appliqués, réalisés dans les faits,

et ceci ne s'était pas produit jusqu'ici. Les principes eux-mêmes, les postulats de la Révolution restaient valables. En honorer la valeur et pousser à leur réalisation serait une manière de parachever la Révolution elle-même. Pour montrer à quel point, dans une telle interprétation de la tradition de 1789, entrent en ligne de compte les programmes, les idées politiques et stratégiques propres à cette organisation encore jeune du mouvement ouvrier, il suffit d'observer la conception qu'en avait un de ses responsables, Wilhelm Liebknecht, qui croyait que les "principes de 1789" voulaient dire pour l'Allemagne un état national unitaire fondé sur une large base démocratique, avec un parlement capable de prendre des décisions et un gouvernement démocratique<sup>8</sup>. On ne peut comprendre une telle affirmation que si l'on tient compte du fait qu'il écrivait ceci avant la construction de l'état national allemand, c'est-à-dire avant l'unité du Reich par Bismarck, après la guerre franco-allemande de 1870-1871. De sorte que ce que l'on a appelé la tradition de 1789 contenait déjà précocement un élément important du programme de la Social-démocratie.

Si l'on pense à l'importance de la Révolution française pour le mouvement ouvrier allemand, il faut aussi nommer Karl Kautsky qui, à ce qu'il semble, est peu connu en dehors des pays de langue allemande. Il était un théoricien de la Social-démocratie allemande à la fin du XIXe siècle, et il eut une grande influence sur les idées et la pensée théorique et programmatique de son parti<sup>9</sup>. Il fut un théoricien influent dans le cadre de la Seconde Internationale, institution qui, à l'occasion du premier centenaire de la Révolution française, en 1889, fut fondée lors d'un congrès international. Les partis socialistes européens qui y étaient représentés s'efforcèrent par exemple, au cours des discussions qui durèrent par la suite des années, de trouver les possibilités de maintenir la paix. Comme nous le savons, ils n'y parvinrent pas et ne purent éviter la première guerre mondiale. A cette occasion il faut rappeler le souvenir de Jean Jaurès et de sa mort ! Enfin, l'institution de la célébration du 1er Mai fait également partie du centenaire de la Révolution française, comme symbole international important de la solidarité prolétarienne.

En peu d'années le 1er Mai devint la fête prolétarienne importante en Allemagne, plus importante encore que la fête du 18 Mars, qui aujourd'hui est totalement oublié<sup>10</sup>. Ce 18 Mars était un jour commémoratif qui avait été décidé, dans la Social-démocratie allemande, dès les années 70, en souvenir de la Commune de Paris. Comme des événements essentiels de la Révolution allemande de 1848 tombaient également un 18 mars, c'était un jour doublement commémoratif qui devait être célébré doublement, un jour comme fête nationale et un autre jour comme fête internationale du prolétariat comme on le disait à l'époque avec un certain pathos. En même temps on saisit l'occasion de ce jour doublement commémoratif pour rappeler d'autres événements historiques révolutionnaires, que le prolétariat allemand considérait comme importants. Il s'agissait, à côté de la Commune de Paris, de la Révolution de 1848 et tout particulièrement de l'insurrection de juin. Il s'agissait toujours aussi de la grande Révolution qui, à ce que l'on croyait, avait amené la bourgeoisie au pouvoir. Et qui par là était devenue le point de départ de la naissance et du développement du prolétariat. Par là même, la Révolution de 1789 demeurait un événement clé également pour le prolétariat. Son image eut une fonction importante pour le mouvement ouvrier allemand, parce que celui-ci y trouvait sa légitimité historique et l'évolution que cette légitimité même induisait.

L'exemple donné par les cérémonies du centenaire et les publications qui furent éditées à cette occasion est particulièrement clair. Citons une fois encore Karl Kautsky. Il écrivit un essai pour le jubilé de la Révolution sur les "contrastes de classes de 1789", qui fut également un grand succès puisqu'il fut traduit dans de nombreuses langues européennes<sup>11</sup>. Ceci démontrait l'importance de Karl Kautsky comme théoricien de la Deuxième Internationale, et apportait également la preuve de la position dominante de ce parti allemand — la Social-démocratie — dans le cadre de cette Internationale. Pour Karl Kautsky il importait avant tout d'éclairer le présent par un regard rétrospectif.

Dès lors, cette position apparaît caractéristique de sa personnalité tout aussi clairement que son espoir et son attente



d'une révolution prolétarienne. L'année 1889 se trouve mise en relief dans ce contexte non seulement à cause de la célébration du centenaire, mais également à cause de son importance et de sa signification particulière pour le mouvement ouvrier allemand. En 1889, la Social-démocratie allemande se trouvait encore dans l'illégalité du fait des lois socialistes de Bismarck, lois fort répressives. Mais il était à prévoir que ces lois appliquées depuis 1878 seraient bientôt caduques. Par la suite, en effet, entre 1890 et 1914, la Social-démocratie devint le parti de masse que l'on sait. Dans les années précédentes, à l'époque de l'illégalité durant laquelle la Social-démocratie ne pouvait avoir d'action que parlementaire, le marxisme réussit à gagner une position idéologique dominante. De son côté, il était d'une certaine manière marqué et transformé par Karl Kautsky<sup>12</sup>. Il n'écrivit pas à l'occasion de cette cérémonie du centenaire un écrit historique ou historico-politique, mais utilisa l'exemple historique pour exposer ses vues sur le développement de la société et la lutte des classes. La Révolution française n'en était qu'un exemple ; pour lui il s'agissait de maintenir un principe, et il pensait avoir à lutter contre un dévoiement de la théorie<sup>13</sup>. Sur la base de cette position fondamentale, d'après Karl Kautsky, il pouvait y avoir des évolutions différentes de la Révolution française. Mais finalement il ne peut y avoir de hasard ou d'impondérable parce que jugement du passé et évaluation de l'avenir sont indissociables. Cela signifie espoir et attente d'une révolution prolétarienne à venir, quel qu'en soit l'aspect. Voilà pourquoi la Révolution française, après la chute de Robespierre, n'a pas "échoué", car un événement historique, d'après cette conception, ne devient révolution que s'il est conduit à son achèvement. Une révolution qui a échoué n'est pas une révolution, et, pour Karl Kautsky, la Révolution française en tant que globalité n'avait pas échoué<sup>14</sup>. D'abord pour cette simple raison qu'au moins jusqu'en 1917 elle restait un point de référence essentiel et l'exemple par excellence du déroulement d'une révolution couronnée de succès.

Si l'on compare maintenant les interprétations théoriques et politiques de la Révolution et les conditions de vie des ou-

vriers en cette fin du XIXe siècle, il faut tout de suite poser la question suivante : de quelle manière les masses percevaient-elles ce grand exemple révolutionnaire, quelle image se faisaient-elles de cette révolution ? On ne commettra guère d'erreur si on admet qu'une telle image naquit, dans une large mesure, du fait même qu'elle devenait populaire<sup>15</sup>. Ce qui veut dire qu'un écrit comme celui de Kautsky a été peu lu. Si l'on étudie le peu de statistiques dont on dispose sur les bibliothèques ouvrières, cette hypothèse se trouve confirmée<sup>16</sup>. Les images populaires étaient infiniment préférées dans la mesure où elles étaient à la fois édifiantes et distrayantes. Par ailleurs, il existait, au-delà du livre d'autres formes de popularisation. Les poèmes et les chansons en constituent l'essentiel.

Ce sont précisément des formes "secondaires" de popularisation qui produisirent cette fascination que la Révolution a exercée sur les hommes du XIXe siècle, preuve que l'image de la Révolution fut transmise au moyen de symboles, et surtout que ces symboles ont joué un rôle important et le jouent encore<sup>17</sup>. Et, de même que la Révolution française et ses idées franchissent les frontières après 1789, de même les symboles franchissent les limites nationales, devenant d'autant plus efficaces qu'ils dépassent par leur nature les frontières linguistiques. Ce sont des symboles qui aujourd'hui encore, sont universellement compris et qui gardent toute leur valeur. La Révolution en tant qu'événement historique devient par là même un mythe qui se reproduit lui-même. Mais même les mythes ont leur propre histoire.

Ces symboles ont été nombreux à agir dans l'ensemble du mouvement ouvrier européen. La cocarde, les sans-culotte, le bonnet des jacobins, les arbres de la Liberté et *La Marseillaise*, le plus important de tous, sont des symboles grâce auxquels on peut jeter un pont des effets immédiats de la Révolution française jusqu'à notre époque<sup>18</sup>.

Car *La Marseillaise* a toujours été plus qu'un chant de guerre révolutionnaire — devenant l'hymne national des Français. Elle a été l'une des chansons les plus populaires du mouvement ouvrier international, d'une importance toute particulière dans les pays de langue allemande. Dès le début, le

rayonnement de *La Marseillaise* tout autant que les idées de la Révolution française a franchi les frontières de la France. Selon un mot particulièrement juste d'Aulard, *La Marseillaise* fut un chant d'espoir de l'humanité civilisée.

Dans les états allemands frontaliers, dès qu'elle fut composée, elle fut traduite et diffusée<sup>19</sup>. A côté des traductions exactes il y eut également des pastiches, œuvres de jacobins allemands dont les textes font apparaître clairement à quel point la lutte de la Révolution française contre ses ennemis, extérieurs et intérieurs, correspondait à leurs propres idées. En effet, avec l'espoir d'une république française durable, leur propre libération semblait possible. L'évolution historique prit très rapidement un autre cours que celui qu'ils avaient espéré. Leurs buts et leurs activités furent rapidement oubliés, comme leurs chants et leurs poèmes. Comme également les traductions et les imitations de *La Marseillaise*. Cependant cette mélodie ne fut pas plus oubliée en Allemagne qu'elle ne le fut en France.

C'est ainsi qu'on la chanta par exemple au moment de la révolution de juillet 1830 dans bien des villes allemandes<sup>20</sup>. Et dans les années 30 et 40, cette mélodie fit même son entrée dans la musique classique. Des noms comme ceux d'Hector Berlioz, de Robert Schumann, de Wagner, de Tchaïkovski, ne doivent pas être oubliés. Avec la Révolution de 1848, *La Marseillaise* connut également en Allemagne une nouvelle diffusion. Dans les pays de langue allemande, furent créées des chansons révolutionnaires pour colporter sur son air des contenus politiques d'actualité. Ces chansons qui datent de 1848 ne furent pas oubliées, quelques décennies plus tard, par le mouvement ouvrier organisé. Mais elles ne se répandirent pas moins comme chant de lutte que sous la forme de la mélodie elle-même, sur laquelle, jusqu'à la première guerre mondiale, on plaqua de nouveaux textes.

J'ai parcouru les livres de chants du mouvement ouvrier, et j'y ai trouvé au moins vingt-cinq versions différentes de *La Marseillaise*<sup>21</sup>. On les chantait en toutes sortes d'occasion, dans le cadre général de ce que nous appellerons les pratiques de la culture ouvrière, ou lors des congrès du parti. Si l'on jette un coup d'oeil aux procès-verbaux des congrès du parti social-dé-

mocrate avant la première guerre mondiale, on peut observer que ceux-ci se terminaient toujours par le chant, par tous les participants, de ce qu'on a appelé *La Marseillaise ouvrière*<sup>22</sup>. Elle devint par là même le plus importants des chants du parti, la combinaison que l'on préférait d'un texte et d'une mélodie. On la chantait de façon organisée ou spontanément, lors de fêtes, dans le cadre d'un programme musical, ou, à l'occasion, en guise de protestation. Les textes changeaient selon l'occasion, le groupe ou les gens présents. Aussi bien pour les cérémonies du 1er Mai que lors de congrès de chorales ou de gymnastes. La plus répandue était cependant cette *Marseillaise ouvrière*, ou cette *Marseillaise des ouvriers*, que nous avons déjà évoquée et dont le texte fut écrit par l'ouvrier Jakob Audorf en 1864, à l'occasion de la mort de Ferdinand Lassalle, à la mémoire de qui elle est dédiée. On voulait y faire revivre les idées de Lassalle et son testament-programme. Comme il existait un culte de Lassalle particulièrement important dans le mouvement ouvrier allemand, l'effet de cette combinaison, texte plus mélodie, fut considérable. La mélodie était entraînante et pouvait par là même être ressentie par les ouvriers comme l'expression d'un défi de la pensée révolutionnaire<sup>23</sup>.

Ceci est compréhensible si l'on parvient à imaginer à quel point les ouvriers se trouvaient exclus de la société bourgeoise du XIXe siècle et du Reich wilhelminien. Le texte contient les espoirs et les revendications caractéristiques d'une époque. Il était donc un élément du programme social-démocrate. Ce chant ne s'adressait pas seulement au sentiment, c'était également l'expression de l'univers affectif et politique des ouvriers.

Dans des conditions historiques différentes, après la première guerre mondiale, ce fut *L'Internationale* qui exerça une fascination comparable et eut un effet semblable.

Les raisons de cette importance décroissante de *La Marseillaise des travailleurs* peuvent être cherchées dans le fait que la Révolution d'Octobre a amené au premier plan un nouveau modèle de rupture politique et sociale.

Le thème de la Révolution prit une nouvelle dimension par suite de la scission du mouvement ouvrier allemand en

communistes et socio-démocrates. Ce furent les communistes qui cherchèrent à se rattacher dès lors à la tradition révolutionnaire et à certaines lignes traditionnelles de la Révolution française, tandis que la social-démocratie de la République de Weimar prenait sensiblement ses distances<sup>24</sup>. A cela s'ajouta finalement le fait que beaucoup de ce qu'il y avait dans le texte de *La Marseillaise des ouvriers* qui avait été réalisé et honoré comme revendication avait perdu dans cette perspective son caractère d'actualité. Ce qui ne veut pas dire que *La Marseillaise* en tant que symbole révolutionnaire, en tant que symbole de la liberté, tomba dans l'oubli. Cette *Marseillaise*, tout comme d'autres symboles ou d'autres devises de la Révolution française, resta une part de l'héritage sans cesse rappelé et redéfini. Le problème de la définition de l'héritage se posait également pour le mouvement ouvrier allemand du XIXe siècle, lorsque celui-ci comprit tout naturellement qu'il était l'héritier de la Révolution et que, tout naturellement aussi, il se solidarisait avec ceux qui menaient les luttes de juin 1848 ou avec les communards de 1871. Ce n'est que peu à peu, vers la fin du siècle, que ces aspects internationaux cédèrent du terrain au profit d'éléments nationaux. La conséquence en fut qu'après les leçons positives tirées de ces précurseurs, on en vint peu à peu à une prise de position critique à leur égard. Elle s'appliquait à juin 1848 et à la Commune de Paris, mais par contre pas du tout à la Grande Révolution qui, par suite de ses possibilités variées de popularisation, était devenue un élément indispensable de la représentation de l'histoire. Ce sont précisément les formes et les symboles qui demeuraient des symboles de solidarité et des éléments essentiels de la recherche d'une identité propre<sup>25</sup>. A côté des publications de *La Marseillaise*, de la devise Liberté, Egalité, Fraternité, il y eut d'autres formes de popularisation, comme ces exposés si importants au XIXe siècle, ces récits, ces chants, ces poèmes, et cette presse ouvrière si répandue en Allemagne, ces adaptations littéraires, ces jours du souvenir, ces almanachs, ces caricatures, ces représentations, cette imagerie. Je ne rappellerai que la silhouette révolutionnaire célèbre du tableau d'Eugène Delacroix<sup>26</sup>, image qui devint le symbole de l'espoir révolutionnaire et qui repré-

sentait fréquemment la propre victoire des révolutionnaires. Toutes ces formes peut-être secondaires de la perception de la Révolution montrent clairement que c'était toujours dans la tradition de la Révolution qu'on se plaçait, dût-on cette position à la tradition bourgeoise.

La Révolution fournissait les premiers éléments, les archétypes, les points de référence émotionnels dont le jeune mouvement ouvrier allemand avait besoin. Avec son développement, ce besoin allait diminuer et le mouvement ouvrier allemand pensait pouvoir être lui-même son propre archétype. L'histoire de la Deuxième Internationale en est un exemple. Avec la montée du mouvement, les querelles intérieures se développèrent ainsi que les luttes fractionnelles, et, lors de ces querelles, l'exemple de la Grande Révolution joua de nouveau un grand rôle, parce que son déroulement permettait constamment des interprétations différentes. C'est ainsi qu'elle pouvait être revendiquée de manière différente par des groupes différents, et qu'elle servait constamment, pour des démarches politiques fonctionnelles, à définir les positions particulières et à légitimer des buts également particuliers.

Ceci est encore valable aujourd'hui, comme le prouvent les incessantes discussions sur la Révolution française.

Beatrix Wrede-Bouvier  
Bonn

---

1. Die folgenden Ausführungen basieren teilweise auf schon publizierten Forschungsergebnissen. Zum Gesamtzusammenhang vgl. Beatrix W. Bouvier, *Französische Revolution und deutsche Arbeiterbewegung. Die Rezeption des revolutionären Frankreich in der deutschen sozialistischen Arbeiterbewegung von den 1830er Jahren bis 1905*, Bonn, 1982.

2. Vgl. Theodor Schieder, *Das Problem der Revolution im 19. Jahrhundert*, in *Historische Zeitschrift* 170 (1950), S. 233-271.

3. Dazu gehört beispielsweise auch die im Selbstverständnis von Revolutionären übliche Traditionslinie von 1789-1830-1848-1871 bis 1917. Vgl. Kurt Lenk, *Theorien der Revolution*, München, 1973, S. 20.



## REVOLUTION FRANÇAISE ET MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND

4. François Furet, *Marx et la Révolution française, suivi de Textes de Karl Marx*, réunis, présentés et traduits par Lucien Calvié, Paris, 1986.

5. Vgl. vor allem Shlomo Na'aman, *Lassalle*, Hannover, 1971, S. 185.

6. Besonders deutlich wird das in dem fragmentarischen Manuskript "Geschichte der sozialen Entwicklung" (1850/1851), das als quasi Urschrift seiner späteren bekannten Agitationsschriften gilt. Abgedruckt in Ferdinand Lassalle, *Nachgelassene Briefe und Schriften*, hrsg. von Gustav Mayer, Stuttgart 1921-1925, Bd. 6, S. 92-155.

7. Ausführlich dazu Beatrix W. Bouvier, *Französische Revolution und deutsche Arbeiterbewegung*, S. 168 ff.

8. Vgl. *Demokratisches Wochenblatt*, nr. 10, 6. März 1869.

9. Vgl. Hans-Josef Steinberg, Karl Kautsky, in *Lexikon des Sozialismus*, Köln, 1986, S. 294 ; ders., *Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie. Zur Ideologie der Partei vor dem 1. Weltkrieg*, Bonn, 3. Aufl., 1973, passim.

10. Zum Gedenktag des 18. März vgl. Beatrix W. Bouvier, *Die Märzfeiern der sozialdemokratischen Arbeiter. Gedenktage des Proletariats — Gedenktage der Revolution. Zur Geschichte des 18. März*, in Dieter Düding, Peter Friedemann, Paul Münch (Hrsg.), *Öffentliche Festkultur. Politische Feste in Deutschland*, Hamburg, 1988, S. 334-351.

11. Zu nennen sind Übersetzungen ins Russische, Polnische, Bulgarische, Finnische, Serbokroatische, Swedische, Französische und - nach dem Zweiten Weltkrieg - ins Japanische. Angaben nach Werner Blumenberg, *Karl Kautskys literarisches Werk. Eine bibliographische Übersicht*, Gravenhage, 1960, S. 43 f.

12. Dazu vor allem H.-J. Steinberg, *Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie*, S. 50, 75 ff.

13. Vgl. K. Kautsky, *Die Klassengegensätze von 1789*, S.7.

14. Vgl. ebda., S. 53.

15. Vgl. Beatrix W. Bouvier, *Französische Revolution und deutsche Arbeiterbewegung*, S. 310 ff.

16. Vgl. H.-J. Steinberg, *Sozialismus und deutsche Sozialdemokratie*, S. 129 ff.

17. Vgl. Klaus-Dieter Pohl, *Allegorie und Arbeiter. Bildagitorische Didaktik und Repräsentation der SPD 1890-1914. Studien zum politischen Umgang mit bildender Kunst in den Politisch-satirischen Zeitschriften "Der wahre Jacob" und "Süddeutscher Postillon" sowie in*

*den Maifestzeitungen*, Diss. Osnabrück, 1986.

18. Vgl. Beatrix W. Bouvier, "Die *Marseillaise* in der deutschen Arbeiterbewegung vor 1914", in Frits van Holthoon, Marcel van der Linden (Ed.), *Internationalism in the Labour Movement 1830-1840*, Leiden, New York, 1988, S. 137-162.

19. Vgl. Hans-Werner Engels, *Gedichte und Lieder deutscher Jakobiner*, Stuttgart, 1971, S. 74 ff., 200 ff.

20. Vgl. Hermann Wendel, *Die Marseillaise. Biographie einer Hymne*, Zürich, 1936, S. 117 f.

21. Vgl. Beatrix W. Bouvier, *Die Marseillaise*, a. a. O., S. 159 f.

22. Vgl. Vernon Lidtke, "Lieder der deutschen Arbeiterbewegung, 1864-1914", in *Geschichte und Gesellschaft*, 5 (1979), H. 1, S. 65.

23. Beatrix W. Bouvier, *Die Marseillaise*, a. a. O., S. 153 f.

24. Dazu u. a. Klaus Kinner, *Marxistische deutsche Geschichtswissenschaft 1917-1933. Geschichte und Politik im Kampf der KPD*, Berlin (DDR), 1982, S. 148 ff.

25. Beatrix W. Bouvier, *Französische Revolution und deutsche Arbeiterbewegung*, S. 259 ff.

26. Ebda., S. 293 ff.

**LE CENTENAIRE  
DE LA REVOLUTION FRANÇAISE  
DANS  
LA PRESSE AMERICAINE**

Quand la Révolution française avait cent ans, la Révolution américaine avait treize ans de plus. Cette situation définit la réaction au centenaire de la Révolution française dans la presse américaine et explique, en grande partie, le discours qui l'a accompagnée. Car les réactions américaines ne peuvent se comprendre que dans un contexte historique et journalistique bien précis.

Il s'agira, d'une part, de l'image historique de la Révolution française aux Etats-Unis, image cultivée dans la presse et dans l'imaginaire dans ce pays si loin de l'Europe. Il s'agira d'autre part de tout un lexique, où les mots *révolution*, *liberté*, *égalité*, et autres ont une résonance dans le nouveau-monde différente de celle qu'ils ont dans le contexte européen.

S'interroger sur le centenaire de la Révolution française dans la presse américaine c'est donc s'interroger sur la façon dont les Etats-Unis ont pu concevoir la France après un siècle d'histoire qui a vu, surtout après la guerre civile, la fin d'une certaine naïveté américaine et le début d'un processus d'industrialisation qui fera de ce jeune pays une grande puissance mondiale.

Distinguons tout d'abord le reportage des événements commémoratifs (tels que l'Exposition universelle de Paris et les diverses fêtes qui ont lieu aux Etats-Unis) de la commémoration proprement dite, telle qu'on peut la trouver dans les journaux (éditoriaux, comptes rendus, etc.). La presse américaine distinguait alors, comme elle le fait toujours, les "nouvelles", c'est-à-dire la relation plus ou moins objective de ce qui se passe dans le monde, et les opinions, le plus souvent

exprimées sur les pages "éditoriales". Certains journaux se contentaient de raconter ce qui se passait à Paris, en choisissant bien sûr des événements qui renforçaient une certaine image de la France, tandis que d'autres commémoraient ou commentaient le centenaire par des articles de réflexion ou d'analyse.

Rappelons aussi le caractère régional de la presse américaine au XIXe siècle. Il n'y a aucun journal que l'on pourrait caractériser comme national ; même le *New York Times* de l'époque se distinguait peu, par les nouvelles qu'il rapportait et par son style, d'autres journaux de New York, de Philadelphie, de Washington ou de San Francisco. Presque tous les journaux de l'époque couvraient des événements nationaux et régionaux, et publiaient, dans des entrefilets, quelques nouvelles venues d'outre-mer par télégraphie. Mais s'il n'y a pas de différences entre journaux nationaux et régionaux, on peut opérer une distinction d'ordre politique entre journaux modérés (l'immense majorité), journaux de droite (surtout catholiques) et journaux de gauche (de tendance socialiste ou anarchiste).

Enfin précisons le contexte propre à l'Amérique du Nord. Aux Etats-Unis le premier mandat du président Cleveland, démocrate honnête, réformateur, vient de se terminer. Ce président a offert de l'espoir à un pays épuisé par la guerre civile et par la corruption politique qui s'en est suivie, surtout dans le Sud ; sa défaite aux élections de 1889, où il avait recueilli pourtant la majorité des voix, n'a été que provisoire puisque Cleveland se fait réélire quatre ans plus tard. Au même moment l'afflux des immigrants européens, l'agitation ouvrière et les grèves créent un climat social tendu et favorable à certaines théories socialistes ou anarchistes. C'est donc dans l'espoir que certains éléments du pays vont commémorer le centenaire de l'inauguration du président Washington, centenaire qui recoupe celui de la Révolution française, tandis que d'autres éléments de la population trouvent peu de réconfort dans la politique d'un président qui, durant son second mandat, écrase sans merci l'une des grèves les plus importantes du

XIXe siècle.

## 1. La Presse Modérée

Pour l'Américain moyen, comme pour la presse à tendance modérée, le mot *révolution* ne renvoie pas à un bouleversement social mais plutôt à la guerre pour l'indépendance nationale. L'image commune de la révolution américaine au XIXe siècle est celle d'un événement sans trop d'effusion de sang, où les Etats-Unis non seulement se seraient établis comme pays autonome et distinct de l'empire britannique, mais se seraient dotés d'une constitution capable de s'adapter à toutes les situations historiques à venir. Cette constitution garantirait à la fois la liberté politique et individuelle de tous les citoyens qui, affranchis du système de classe européen, pourraient désormais trouver sans encombre leur bonheur dans une société nouvelle.

C'est sans aucun doute dans le refus des privilèges du roi et de l'aristocratie que la presse modérée voit une ressemblance entre les expériences américaine et française. Mais c'est le 14 Juillet plutôt que le 4 Août qui devient, dans cette presse, le symbole de la fin du despotisme et de ses privilèges. Tout se passe, dans la presse américaine, comme si le 14 Juillet avait été à la fois le déclenchement de la Révolution et son apothéose. Ainsi le *Chicago Tribune* péroré :

Il y a cent ans la Place de la Bastille résonnait des cris d'une populace déchaînée, des râles des victimes, du bruit fracassant des murs qui s'écroulaient et du cliquetis des chaînes qu'on enlevait aux prisonniers. La Bastille tomba et fut démolie. Le symbole tomba avec tout ce qu'il représentait : la tyrannie du système féodal, non seulement à Paris et en France, mais dans toute l'Europe.<sup>1</sup>

On trouve le même sentiment dans le *New York World*, pour lequel la Bastille représente, au-delà d'une prison politique,

le despotisme le plus cruel qui ait jamais existé dans le monde (...) un despotisme qui assujettit la majorité à la volonté d'une minorité, sans

protection de la loi.<sup>2</sup>

Et c'est dans des termes presque bibliques que le *Washington Post* caractérise le passage de la nuit du despotisme à l'aurore de la liberté .

Le matin du 14 juillet 1789 le soleil se leva sur un peuple français dégradé — ce que l'on pourrait appeler une nation de serfs. Le soleil du 15 illumina une nation d'hommes libres.<sup>3</sup>

C'est la Bastille comme symbole qui établit le lien entre la Révolution française et la révolution américaine, car, comme le rappelle le *Washington Post*, la clé de cette forteresse démolie avait été confiée au président Washington, "grand champion de la liberté du peuple"<sup>4</sup>. D'autres journaux voient dans le mélange des drapeaux tricolores et étoilés "l'expression de l'union des deux républiques... le bleu, blanc, rouge et le rouge, blanc, bleu emmêlés"<sup>5</sup> ; plusieurs d'entre eux rappellent le salut au drapeau lors des fêtes de la Bastille à New York et soulignent l'apparition de deux jeunes filles françaises, Ernestine Joly et Fernande Brequelle qui, drapées de tricolore, présentèrent des fleurs au maire de la ville. Il s'agit avant tout dans ces journaux, comme dans presque tous ceux que nous avons étudiés, de souligner de façon emblématique les rapports entre les deux révolutions. Ainsi, par exemple, le *Courrier des Etats-Unis*, journal de la communauté franco-américaine de New York, rappelle à ses lecteurs les dates qui figurent en bas de la statue de la liberté donnée à la ville de Paris : 1776, 1789 et 1889<sup>6</sup>. Le *New York Post*, pour sa part, rappelle, à propos d'un buste du président Washington, l'apport de la France à la naissance de la république américaine<sup>7</sup>, tandis que le *San Francisco Examiner* souligne, dans sa description des écussons qui ornaient l'Opéra de San Francisco et qui portaient le nom des héros de la Révolution française (Voltaire, Diderot, Mme Roland, Desmoulins), la gratitude que les Américains doivent aux chefs des deux révolutions<sup>8</sup>.

Les discours de deux présidents américains, Cleveland et Harrison, tous les deux élogieux pour la république française,



reflètent bien l'allégresse des fêtes commémoratives qui eurent lieu dans presque toutes les grandes villes américaines. Mais que commémorait-on ? La nation française tout d'abord ; les délégués d'Alsace-Lorraine étaient placés bien en vue dans les défilés et montèrent à New York un tableau composé de petites filles pour protester contre l'annexion des provinces par l'Allemagne<sup>9</sup>. La stabilité ensuite, car aux yeux de la plupart des journaux américains de l'époque, la troisième République sous la présidence de Sadi Carnot était à la fois l'héritière de 1789 et le garant d'un avenir libre de tout soubresaut révolutionnaire. Ainsi les nouvelles des manifestations boulangistes à Paris fournissent-elles aux journaux l'occasion de réaffirmer leur foi dans la victoire de la République. Le *New York Times* fait état de ce qu'il appelle une "note de discorde" lors de la commémoration des Etats-Généraux ; il s'agit de l'interruption d'un discours républicain par une poignée de boulangistes new yorkais qui criaient à l'orateur "*Sit Down ! A la porte !*" C'est à la fin le consul de France qui interrompt la réunion qui se termina par un hymne américain, "*Hail Columbia*", joué par l'orchestre<sup>10</sup>. Quelques mois plus tard le même journal publie un éditorial dans lequel il traite le général Boulanger d'"homme à cheval" qui ne réussira jamais à renverser un gouvernement représentatif de la volonté du peuple. Et le *New York Times* de conclure :

Tout observateur objectif ne manquera pas d'avouer que le gouvernement de la France qui aujourd'hui commémore le centenaire de la prise de la Bastille incarne plus que tous ses prédécesseurs les idées de la Révolution, que ce gouvernement est le plus apte à permettre le plus grand et le plus libre développement de la France.<sup>11</sup>

La III<sup>e</sup> République, héritière de la Révolution, devient aux yeux de plusieurs journaux américains, le reflet de la république américaine, elle-même héritière des idées de 1776. Ainsi le *San Francisco Examiner* envoie l'un de ses collaborateurs en France et publie ses impressions :

Paix et prospérité règnent sur la ville de Paris, malgré les guerres

récentes, Ou bien les Français imitent les New Yorkais ou bien les New Yorkais imitent les Français, toujours est-il que je n'y vois aucune différence si je ne tiens pas compte de la langue qu'ils parlent.<sup>12</sup>

Ces impressions trouvent une explication plus politique dans un article du 14 juillet du *Courrier des Etats-Unis* intitulé "Ce que nous fêtons aujourd'hui" : la Révolution française signifierait

l'avènement de la loi pour tous et du droit pour chacun de conquérir sa place au soleil, non plus par droit de naissance, mais par la grâce de l'intelligence et de la volonté.<sup>13</sup>

On remarquera ici un vocabulaire qui rappelle davantage le droit à "la poursuite du bonheur" de la Déclaration de l'Indépendance américaine que la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. *L'Abeille de la Nouvelle Orléans*, journal louisianais de langue française, décrit ce qu'il appelle les trois "buts fondamentaux" de la Révolution française : "l'unité nationale (...), le régime parlementaire reposant sur l'équilibre des pouvoirs" et l'affranchissement de l'individu<sup>14</sup>. D'autres journaux voient le signe de la réussite de l'idéal républicain dans le progrès économique. Ainsi l'exposition universelle de 1889 fournit au *Washington Post* la preuve du "progrès" fait depuis un siècle et dont le point de départ fut la prise de la Bastille<sup>15</sup>, et représente pour le *New York World* : "le plus grand espoir de l'humanité (...) tant du point de vue matériel que du point de vue moral."<sup>16</sup>

En parlant de l'apport proprement politique de la Révolution française, les journaux américains évitent soigneusement d'employer le mot "révolution" et encore plus de parler de la Terreur. *L'Abeille de la Nouvelle Orléans* publie en entier la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, document que ce journal qualifie d' "une semence d'une fécondité sans égal."<sup>17</sup> Le *New York World* fait état de l'idée "nouvelle" qui naquit en 1789 :

que les gouvernements existent pour le peuple, non pas le peuple pour le gouvernement. Cette idée, une fois née, ne peut jamais

mourir.<sup>18</sup>

On remarque encore une fois ici la reprise par ce journal du vocabulaire de la Déclaration de l'Indépendance américaine. Selon le *San Francisco Examiner*, "la chute de la Bastille a transformé toutes les monarchies de l'Europe, sauf celle de Russie"<sup>19</sup>, et le *Chicago Tribune* cite les propos du secrétaire du cercle français de la ville qui affirme que "la Révolution ne signifie ni anarchisme ni communisme. Nous, Français, pouvons facilement devenir américains"<sup>20</sup>. Les journaux qui citent Michelet, comme le *Courrier des Etats-Unis*, se gardent bien de parler de révolution et insistent plutôt sur "l'effet irrésistible d'un élan populaire" qui fit tomber la Bastille<sup>21</sup>.

Ceux des journaux qui font état du processus révolutionnaire ou de la Terreur sont justement ceux qui, à l'égard des événements de 1789, expriment certaines réserves. Ces réserves se traduisent presque toujours par une évocation de l'instabilité française : les bouleversements qui ont caractérisé les années 1793 et 1794 et les renversements et changements politiques qui s'ensuivirent tout au long du XIXe siècle constitueraient la preuve que le peuple français est inconsistant, frivole, capricieux (en anglais, *fickle*). Ainsi, pour le *Philadelphia Record*, les Français sont "trop impétueux quand on les attaque, et trop facilement écrasés par de petits renversements."<sup>22</sup> Le *Boston Herald* est encore plus net : le peuple français ne mériterait pas "les institutions libres telles que nous les comprenons" et Boulanger, même en exil, pourrait facilement profiter de cette faiblesse<sup>23</sup>.

Les journaux modérés qui condamnent la Révolution française constituent une minorité de ceux que nous avons consultés, mais leur point de vue mérite d'être cité car il révèle un certain parti pris que l'on trouve tout au long de l'histoire des relations entre les deux pays : il s'agit de comparer la révolution américaine à celle de la France, et de trouver que celle-là fut plus légitime que celle-ci. Pour certains journaux, cette illégitimité résiderait dans le refus par les révolutionnaires de 1789 de la religion chrétienne ; ainsi le *St Louis Globe-Democrat*, tout en rappelant à ses lecteurs que le président

Washington est allé prier avant son intronisation, condamne la France qui aurait, dans sa Révolution, renié Dieu :

Après que la noblesse et la royauté eurent été balayées, dit ce journal, une populace en colère cria « A bas le Dieu » [sic]. On renonça au christianisme et l'on éleva une vile femme devant le peuple comme Déesse de la Raison.<sup>24</sup>

Ainsi la France, à la veille du centenaire, ne reconnaissant pas la force de Dieu, serait devenue un pays accablé de dettes, politiquement instable et dont le peuple doit fournir, en temps de paix, une armée de 500 000 soldats. Et ce journal d'en tirer cette leçon :

Que les Américains se réjouissent de leur héritage et qu'ils se gardent de jamais renoncer à leur foi dans le Dieu des nations.<sup>25</sup>

Ne manquons pas de noter au passage ce fait paradoxal : ce sont les journaux de conviction protestante, et de tendance anti-catholique, qui condamnent le plus vigoureusement les attaques contre l'Eglise par la Révolution française. Le *Waterville Mail*, journal du Maine, en citant un orateur à Colby University, affirme que "le protestantisme et le républicanisme sont les parents de la liberté."<sup>26</sup> Le peu de progrès politique que la France aurait fait depuis 1789 serait attribuable, selon ce journal, à l'existence d'un clergé "se croyant au-dessus de tout chef d'état et de tout gouvernement." Ainsi la France serait doublement coupable : d'avoir renié l'Eglise catholique et de ne pas l'avoir remplacée par le protestantisme. Par comparaison avec la révolution américaine, "la brillante défaite de l'oppression", celle de la France ne révèle que "la colère de la masse déchaînée se heurtant à des siècles de répression."<sup>27</sup> Dans le même genre, mais sur un ton autrement sévère, le *Boston Globe* publie une lettre condamnant le caractère des Français comme impropre à toute stabilité démocratique. Les Français seraient :

la plus abominable populace du globe (...), les plus vils scélérats de la race humaine, capables de crimes d'une cruauté prolongée, tels que de

détourner des femmes des rues dans des endroits retirés pour les assassiner dans la dernière extase de la débauche.

Ce point de vue, rare il est vrai en 1889, ne manqua pas de provoquer la colère du *Courrier des Etats-Unis* qui, en publiant la lettre du journal de Boston, ajoute, avec une bonne dose d'ironie :

Il faut plaindre (...) les malheureux Américains qui quittent imprudemment des foyers de vertu immaculée comme Boston, New York et tant d'autres cités bénies, pour aller s'embourber dans la Gomorre des bords de la Seine.<sup>28</sup>

De telles diatribes sont, précisons-le, assez rares. Malgré l'hostilité de quelques journaux, la presse américaine modérée en 1889 véhicule une image de la Révolution française qui rassure ses lecteurs. A la différence de certains Anglais, dont les articles, qui affichent une hostilité parfois violente aux événements qui provoquèrent la chute de la monarchie française, sont repris dans des mensuels américains, les éditorialistes n'hésitent pas à prendre leurs distances vis-à-vis de l'ancien pays-mère. Le *Washington Post* fait suivre son éditorial sur la Révolution française de quelques commentaires sur la différence fondamentale entre la société anglaise et celle d'Amérique ; si les deux pays partagent certaines traditions, les Etats-Unis constituent "un amalgame de diverses races [qui] a créé un nouveau type d'homme" qui s'accommode mal du "système de caste et de préjugé de classe" qui continue à exister en Angleterre<sup>29</sup>. Dans le même genre, le *New York Times* ne s'étonne pas du manque d'enthousiasme des Anglais pour le centenaire de la Révolution française :

Que les pays dans lesquels les privilèges règnent toujours, et dans lesquels le pouvoir du souverain continue à être plus ou moins arbitraire, refusent de prendre part à la commémoration ou même de la reconnaître n'étonne personne.<sup>30</sup>

Défendre la Révolution française devient presque, dans ce contexte historique, un acte patriotique, c'est-à-dire un acte qui

réaffirme la différence entre les Etats-Unis et l'Angleterre et qui, par ce fait, commémore la révolution américaine.

## 2. La Presse de Droite

Il faut faire la différence entre une partie de la presse modérée qui fait état de ses réserves face à certains aspects de la Révolution française, et une certaine presse catholique qui condamne sans réserve et les objectifs et les résultats de cette révolution. Inspirée par la droite catholique française, citant librement Drumont, de Mun, et d'autres, cette presse défend l'Eglise et la monarchie contre les intérêts de la république. Ainsi l'*American Catholic Quarterly Review* publie en janvier 1889 un long article intitulé "*Terre et Travail en France et aux Etats-Unis*" où il est question, notamment, de la dégradation de la France depuis 1789. Le peuple, selon cet article, se serait unanimement opposé à la révolution ; celle-ci lui aurait été imposée par la bourgeoisie qui, en confisquant les biens des aristocrates et de l'Eglise, aurait privé le peuple des deux seuls éléments de la société qui partageraient leurs intérêts. C'est donc la bourgeoisie comme classe et le capitalisme en tant que système économique qui auraient provoqué la Révolution et le déclin de la France :

Il est donc vrai que la *bourgeoisie* aujourd'hui au pouvoir est faite des descendants et des héritiers des hommes qui ont fait la Révolution de 1789 et qui seuls ont profité de la confiscation des biens ; ce sont ces hommes qui, en 1889, sont déterminés à arracher de leurs adversaires catholiques ou monarchistes tout ce qui reste de leurs droits, et de leur liberté religieuse et politique.<sup>31</sup>

Fidèle aux thèses de Drumont dans la *Fin d'un monde*, ce journal rend les juifs et les francs-maçons (qualifiés d' "anté-christ") responsables de la misère du paysan et de l'ouvrier.

Le plus odieux de tous les monopoles, celui qui finira par lâcher sur les juifs et leurs cohortes l'indignation du public, est celui qui contrô-



le les articles de première nécessité,

écrit ce journal en citant Drumont <sup>32</sup>, et il ajoute :

aujourd'hui ils mettent leurs griffes sémites sur les actions houillères d'Angleterre, de Belgique, de France et d'Allemagne afin de contrôler la vente du charbon et d'imposer leur loi à tous les acheteurs. <sup>33</sup>

La France ne peut sauver son âme que si elle refuse de "tolérer, d'encourager, ou de participer à ces combinaisons impies." <sup>34</sup> Et ce journal de conclure sur la nécessité pour les catholiques américains de s'opposer aux monopoles capitalistes sous toutes leurs formes.

Il s'agit donc pour la presse de droite de montrer un lien direct entre la Révolution française et les monopoles, et de voir dans cette révolution une transformation de la société française opérée par des éléments qualifiés (à tort) d'étrangers (c'est le cas des juifs) ou d'athées (c'est le cas des francs-maçons). Par son hostilité au libéralisme économique et par son refus de reconnaître en certains symboles communs aux révolutions française et américaine, cette presse catholique se distingue de la presse modérée américaine pour se ranger du côté de la droite catholique d'allégeance romaine, qu'elle se trouve en France, au Canada ou aux Etats-Unis.

### 3. Les Journaux de Gauche

Les journaux qu'on peut qualifier de gauche ou de radicaux, c'est à dire de tendance anarchiste ou socialiste, sont un cas à part. Aux Etats-Unis, en 1889, ces journaux foisonnent, surtout autour de villes qui avaient recueilli de nombreux immigrants européens (telle que Patterson, dans la banlieue new yorkaise). Il reste aujourd'hui peu de trace de ces journaux, mais ceux que nous avons pu consulter sont révélateurs.

Deux tendances paraissent évidentes dans ces journaux, qu'ils soient de langue anglaise ou étrangère. La première est l'importance qu'ils accordent à la Révolution française non pas

en tant qu'événement (la prise de la Bastille, la mort du roi), mais en tant que processus historique. Ainsi *The Nationalist*, journal socialisant modéré, tout en reconnaissant l'importance de l'événement constitué par le 14 Juillet (quand "les ouvriers de Paris, pauvres, haïs, s'élevèrent avec une puissance terrible et s'opposèrent par vagues successives au symbole du pouvoir royal et du privilège féodal"<sup>35</sup>), insiste sur l'évolution du statut de l'ouvrier au cours du dernier siècle.

Petit à petit, dit l'éditorialiste, M. Willard, les ouvriers français, sous la direction de leurs propres réformateurs sociaux, atteignent des objectifs de plus en plus hauts.

et le journal de conclure :

Le peuple de ce pays est au bord d'une autre révolution (...) L'égalité sociale et politique a été réalisée en principe, et les ouvriers sont assoiffés d'égalité industrielle. (...) Il s'agit maintenant de libérer le travail.<sup>36</sup>

La deuxième tendance consiste à tirer de la Révolution française, ou plus précisément d'une certaine analyse de cette révolution, des leçons d'ordre idéologique. Prenons comme exemple le journal ouvrier de langue allemande, *New Yorker Volkszeitung*, de tendance anarchiste. Ses numéros du 14 et du 15 juillet contiennent des analyses non pas de la Révolution en tant qu'événement mais comme prélude à d'autres révolutions à venir. Comme la Déclaration de l'Indépendance américaine, la prise de la Bastille ne fut qu'un jalon posé sur le chemin de la libération des ouvriers, chemin dont les origines remontent très loin dans l'histoire. Ainsi :

La prise de la Bastille fut le dernier acte proprement politique de l'inauguration de la Révolution. Les révolutionnaires ne s'appelaient ni Robespierre, ni Danton, ni Marat ; ils avaient des noms singulièrement dépourvus de poésie, ils s'appelaient la machine, le partage du travail, l'usine, etc.

Dans cette analyse qui refuse l'interprétation marxiste des

classes c'est le pouvoir politique qui sera éliminé par les ouvriers :

La Révolution de 1789 fut le prélude nécessaire au drame énorme dont le dernier acte se jouera bientôt : la prise du pouvoir de l'Etat par les travailleurs. <sup>37</sup>

Cette prédiction est reprise par l'un des apôtres de l'anarchisme américain, le révérend Pentecost, cité dans un article du numéro du 14 juillet intitulé "*Tous à la Bastille !*" :

L'accumulation des biens en Amérique a créé une aristocratie et des royaumes aussi exclusifs que l'aristocratie française. (...) ou bien les masses redeviendront esclaves ou bien il y aura une révolution. <sup>38</sup>

Les journaux de gauche ne représentent qu'une petite partie de la presse américaine, mais c'est à travers eux que nous pouvons apprécier la commémoration de la Révolution faite par des groupes de gauche, ce dont peu de journaux modérés rendent compte. Ceux qui en parlent en donnent une impression prévisible. Le *New York Times* dans un article rendant compte d'une manifestation anarchiste qui eut lieu le 14 juillet, parle d'une foule excitée qui écoute des orateurs parler de "sang et de révolution" entre "des gorgées de bière et des bouchées de fromage fort" <sup>39</sup> et s'étonne qu'il n'y ait pas eu d'émeute. Le *New York World*, rendant compte de la même manifestation, caractérise les participants de "pauvres fous" qui "croient qu'il faut tout détruire pour changer la société" <sup>40</sup>. Comme son confrère, ce journal est impressionné par la bière et le fromage consommés lors de la manifestation et en conclut que "la foule préférerait sa bière aux harangues d'un vagabond [John Most, l'un des orateurs anarchistes les plus connus]." <sup>41</sup> Le *Washington Post* prend un ton plus sévère : les manifestants anarchistes "dont peu portaient un nom anglais", se seraient réunis "pour vilipender le seul symbole de la liberté qu'ils aient jamais connu" <sup>42</sup>, en l'occurrence le drapeau américain qui, selon ce journal, "recueille le rebut de la terre et leur garantit le privilège de le dénoncer." <sup>43</sup> Par contraste, le *New Yorker Zeitung* rend compte en détail des manifestations du 14

juillet<sup>44</sup> et indique la présence d'un fort contingent de police qui aurait arraché le drapeau rouge hissé par les manifestants.

\*

\*      \*

Pour les Etats-Unis, donc, la commémoration du centenaire de la Révolution française est indissociable d'une commémoration de la république américaine. Par les symboles et les propos qu'elle évoque, la majorité de la presse américaine voit, à travers la commémoration, la confirmation non seulement de la valeur politique de la république mais aussi, et surtout, de sa valeur économique et sociale.

On s'étonnera peut-être du peu de critique, dans la presse américaine, de la Terreur, de la mort du roi, ou d'autres événements qui, cent ans plus tard, sont au centre de plusieurs commentaires américains sur la Révolution française. Comment expliquer cette naïveté des éditorialistes du dix-neuvième siècle ?

On peut certes faire valoir l'amitié franco-américaine, amitié qui s'est soudée sous l'ancien régime mais qui, malgré les changements de régime, ne s'est pas éteinte, aux yeux d'un public qui entretient, tout au long du XIXe siècle, une certaine méfiance à l'égard d'une Grande-Bretagne qui ne semble pas avoir tout à fait accepté l'existence autonome des Etats-Unis. Il ne faudrait pas oublier non plus le bouleversement politique et social provoqué aux Etats-Unis par la guerre civile, cette guerre sanglante qui a montré que la constitution de 1787 n'avait pas, loin de là, réglé d'avance tous les problèmes que la jeune république pourrait avoir. Les Américains de 1889 n'ont-ils pas vu, dans la reconstruction de la France par la troisième République, le reflet de leur propre reconstruction ?

Si cette vision de l'histoire est simpliste, elle correspond tout de même à l'opinion commune dont le fondement est

l'image plutôt que l'analyse. Et elle confirme, de façon générale, l'importance de la commémoration d'un événement français pour la vision américaine de sa propre histoire collective.

Jonathan Weiss  
Colby College  
Waterville (Maine)  
U. S. A.

- 
1. Numéro du 15. 07. 1889.
  2. Numéro du 16. 07. 1889.
  3. Numéro du 14. 07. 1889, p. 4.
  4. *Ibid.*
  5. *Chicago Tribune*, 15. 07. 1889, p. 1.
  6. Numéro du 15. 07. 1889, p. 1.
  7. Numéro du 06. 05. 1889, p. 4.
  8. Numéro du 16. 07. 1889, p. 2.
  9. Voir le *New York Post* du 16. 07. 1889, p. 8.
  10. *New York Times*, 06. 05. 1889, p. 1.
  11. *New York Times*, 16. 07. 1889, p. 4.
  12. Numéro du 15. 07. 1889, p. 1.
  13. Numéro du 14. 07. 1889, p. 1.
  14. Numéro du 17. 07. 1889, p. 1.
  15. Numéro du 14. 07. 1889, p. 4
  16. Numéro du 14. 07. 1889, p.16.
  17. Numéro du 15. 07. 1889, p.1.
  18. Numéro du 16. 07. 1889, p.4.
  19. Numéro du 14. 07. 1889, p.4.
  20. Numéro du 15. 07. 1889, p.1.
  21. Numéro du 14. 07. 1889, p.1.
  22. Numéro du 14. 04. 1889.
  23. Numéro du 15. 04. 1889.

JONATHAN WEISS

24. Numéro du 14. 07. 1889, p 6
25. *Idem* .
26. Numéro du 05. 07. 1889, p 1.
27. *Ibid.*, p. 5.
28. Numéro du 20. 07. 1889, p 1.
29. Numéro du 14. 07. 1889, p.4.
30. Numéro du 16. 07. 1889, p.4.
31. Volume XIV, numéro 53, p. 11.
32. *Ibid.*, p.9.
33. *Ibid.*, p. 10.
34. *Ibid.*, p. 13.
35. Volume I, numéro 3, juillet 1889.
36. *Ibid.*
37. Numéro du 13. 07. 1889, p 2.
38. Numéro du 14. 07. 1889, p 1.
39. Numéro du 15. 07. 1889, p 1.
40. Numéro du 16. 07. 1889, p 4.
41. *Ibid.*
42. Numéro du 15. 07. 1889, p 4.
43. *Ibid.*
44. Voir numéro du 15. 07. 1889.



LITTÉRATURE ET NATION 2e série

année 1990

Numéro 1 (mars) : **FOULES**

Gabrielle MALANDAIN : "Les foules dans *Notre-Dame de Paris*."

Pierre DUFIEF : "La figure des meneurs et l'image de la foule dans le roman français de 1870 à 1914."

Géraldi LEROY : "Les images du peuple chez Péguy."

Pierre CITTI : "*Le Mystère des Foules* de Paul Adam."

Paul ADAM : "Préface" du *Mystère des Foules*.

Numéro 2 (juin) : **PELLEAS ET MELISANDE**

Paul GORCEIX : "*Pelléas et Mélisande* : Un théâtre de la suggestion."

Christian BERG : "Voir et savoir : une esthétique du secret."

Pierre CITTI : "*Pelléas et Mélisande*, ou la proie pour l'ombre."

Serge GUT : "*Pelléas et Mélisande* — un anti-*Tristan* ?"

Marie-Claire BELTRANDO-PATIER — "*Pelléas* ou les aventures du récit musical."

Christian GOUBAULT — "La solitude singulière de *Pelléas*."

Jean LORRAIN : *Pelléastres* (fragment).

*A paraître :*

Numéro 4 (novembre) : **CITES IMAGINAIRES**

Articles de A.-F. BENHAMOU, M. DETRIE, J. GOULEMOT, J.-P. GUILLERM, A.-M. HEINZ, G. LEROY, M. PENAUD, G. TEISSIER.

---

Composé par *Littérature et Nation*  
Imprimé par l'Université de Tours



# LA SOCIETE D'ETUDES DE LA FIN DU XIX<sup>e</sup> SIECLE EUROPEEN

Elle a pour but de réunir les chercheurs de toutes les nationalités, historiens de l'art, de la littérature, des mentalités, de la politique, des faits sociaux, qui s'intéressent à cette période.

Ses statuts déposés en octobre 1989, elle a pour président Roger Bauer, de Munich, pour vice-présidents Maurice Penaud, de Tours, André Guyaux, de Mulhouse, Philippe Baron, de Dijon, pour secrétaire et trésorier Pierre Citti, de Tours.

Elle organise son premier colloque et sa première assemblée générale à Azay-le-Ferron, Indre, du 22 au 24 septembre, avec l'aide de *Littérature et Nation*.

L'adhésion de 180 F donne droit, de surcroît, à 4 numéros de *Littérature et Nation*.

Ecrire à Pierre Citti, Littérature et Nation, 3, rue des Tanneurs, 37 000 Tours

## COLLOQUES

**Théâtre à succès à la fin du XIXe siècle**  
Du 22 au 24 septembre 1990, à Azay-le-Ferron,  
Colloque organisé avec le concours de la *Société  
d'Etudes de la fin du XIXe siècle européen*.

### **COLLOQUE DE LA SAINT-MARTIN**

Du 14 au 16 novembre 1990

Colloque international sur Jean Giraudoux  
organisé par l'*Equipe Jean Giraudoux*.

### **Journée d'étude sur Alexis de Tocqueville**

Le 30 novembre 1990, à la Perraudière, avec le  
concours de la municipalité de Saint-Cyr-sur Loire.

### **Oralité et littérature**

Samedi 2 février 1991. Colloque organisé par  
l'équipe mancelle du même nom, au Mans.

### **La critique historique contemporaine**

Samedi et dimanche 27 et 28 avril 1991, au  
château d'Azay-le-Ferron.

### **L'idée latine au tournant du siècle**

Du 12 au 14 septembre 1991 à l'Université de  
Tours. Colloque organisé en collaboration avec  
l'Université de Cluj, en Roumanie.

### **COLLOQUE DE LA SAINT-MARTIN**

**La Culture d'Anatole France**

Du 14 au 16 novembre 1991, à Saint-Cyr-sur-Loire.

Les Colloques de la Saint-Martin à venir  
porteront en 1992 sur Henri Bergson, en 1993 sur  
Georges Courteline, en 1994 sur l'Affaire Dreyfus  
dont ce sera le centenaire.